

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
THÉORIE GÉNÉRALE DES RÉCOMPENSES

ET DE SON APPLICATION

spécialement en matière d'usufruit, de rentes viagères
et d'assurances sur la vie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 14 janvier 1908, à 1 heure

PAR

Jules PRIEUR

Président : M. CH. MASSIGLI.

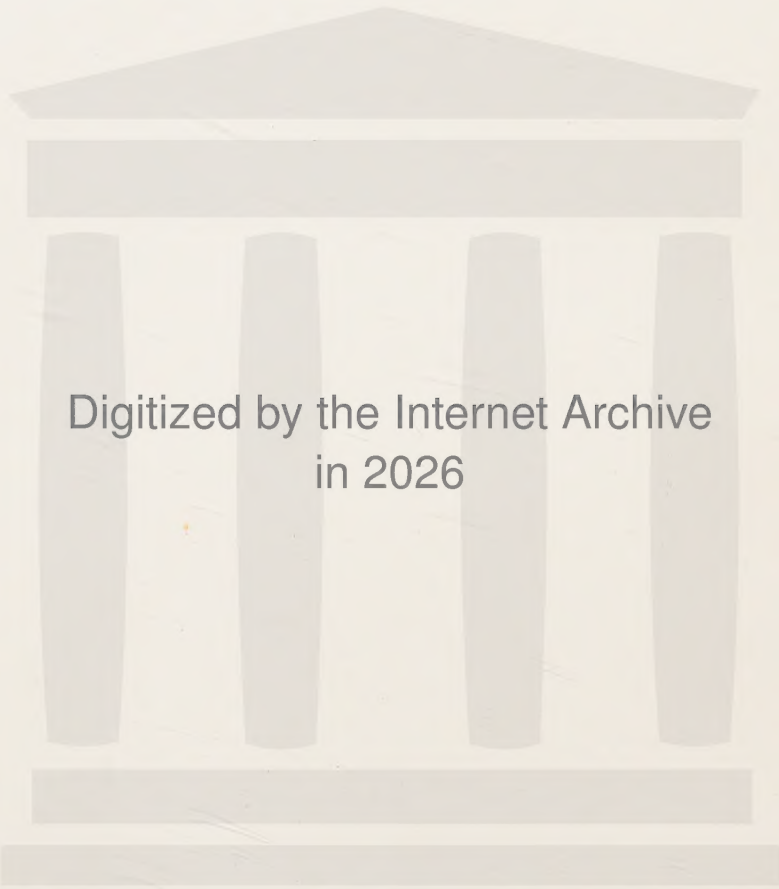
*Suffragants : { MM. BARTIN, professeur.
 TISSIER, professeur.*

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
THÉORIE GÉNÉRALE DES RÉCOMPENSÉS

ET DE SON APPLICATION

spécialement en matière d'usufruit, de rentes viagères
et d'assurances sur la vie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 14 janvier 1908, à 1 heure.

PAR

Jules PRIEUR

Président : M. Ch. MASSIGLI.

*Suffragants : { MM. BARTIN, professeur.
 TISSIER, professeur.*

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



DE LA
THEORIE GENERALE DES RECOMPENSES
ET DE SON APPLICATION

*spécialement en matière d'usufruit, de rentes viagères
et d'assurances sur la vie*

INTRODUCTION

Mon étude a pour objet l'exposé de la théorie générale des récompenses et son application spécialement en matière d'usufruit, de rentes viagères et d'assurances sur la vie. La communauté est le régime de droit commun de la France, qui s'impose en l'absence de conventions matrimoniales : c'est également celui que les familles françaises adoptent le plus volontiers lorsqu'elles font un contrat. D'un autre côté la rente viagère et l'assurance sur la vie jouissent de la faveur qui s'attache actuellement aux institutions de prévoyance en général. Mon sujet a donc un côté essentiellement pratique ; c'est surtout à ce point de vue que j'essaierai de le traiter. Je ne prétends pas que ce travail soit bien

neuf. Des auteurs dont plusieurs ont été des juriconsultes célèbres ont écrit avant moi sur ce sujet bien mieux que je ne pourrais le faire. Je veux seulement passer en revue les théories qui ont été proposées pour résoudre ces questions souvent très complexes et la solution qui leur a été donnée par la jurisprudence. La plupart de ces controverses, à vrai dire, paraissent aujourd'hui définitivement tranchées ; aussi n'ai-je pas cru utile de m'y arrêter trop longtemps et je me suis contenté dans bien des cas d'indiquer le dernier état de la jurisprudence. J'ai mis à la fin de mon travail un index bibliographique, non pas de tous les auteurs qui ont écrit sur ce sujet, ils sont trop nombreux, mais de ceux que j'ai consultés spécialement en dehors des cours professés à la Faculté de Droit de Paris pendant ces dernières années sur la communauté ou sur son histoire ainsi que sur le contrat d'assurance sur la vie par nos savants maîtres MM. Lefebvre, Boistel, Massigli, Thaller et Tissier, auxquels je tiens à rendre un respectueux hommage.

CHAPITRE PREMIER

DU RÉGIME DE COMMUNAUTÉ.

Pothier définit ainsi la communauté : « Une espèce de société de biens qu'un homme et une femme contractent lorsqu'ils se marient » (1).

C'est *une espèce* de société ; elle diffère en effet à plusieurs points de vue des sociétés ordinaires. Son principal objet, par exemple, n'est pas le partage d'un bénéfice (art. 1832 C. civ.) si l'on prend le mot bénéfice dans le sens de bénéfice purement pécuniaire, mais au contraire d'assurer la vie même du ménage. Il y a encore la communauté et les sociétés ordinaires, notamment au point de vue de son administration et de sa dissolution, beaucoup d'autres différences, qu'il n'est pas de mon sujet de rapporter.

Les trois types principaux de communauté sont :

La communauté universelle ou à titre universel (art. 1526 C. civ.) dans laquelle sont communs tous les biens tant meubles qu'immeubles présents et à venir des époux, ou tous leurs biens présents seulement, ou tous leurs biens à venir seulement.

La communauté de meubles et acquêts (art. 1401

(1) Pothier, *Traité de la communauté*, n° 1.

(C. civ.) qui se compose de tout le mobilier que les époux possèdent au jour du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage à titre de succession et même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire, de tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, et de tous les immeubles qui sont acquis pendant le mariage.

Et la communauté d'acquêts (art. 1498 C. civ.) qui comprend seulement les acquisitions faites par les époux ensemble ou séparément durant le mariage et provenant tant de leur industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus de leurs biens.

Il ne rentre pas dans le cadre de mon sujet de parler de l'origine de cette institution qui est encore, à l'heure actuelle, un des points les plus obscurs et les plus discutés de l'histoire du droit.

Mais avant d'aborder l'exposé de la théorie générale des récompenses, je crois utile de dire quelques mots de cette société d'un genre particulier qu'on appelle la communauté de biens entre époux. Cette question a une certaine importance pour l'étude de la théorie des récompenses. On sait que la Cour de cassation, pour des raisons peut-être plus pratiques que strictement conformes aux textes actuels, raisons inspirées surtout par le grand développement qu'a pris de nos jours l'association sous toutes ses formes, reconnaît la personnalité

de toutes les sociétés civiles (1). Cette jurisprudence est encore discutée par un certain nombre d'auteurs. Mais pour la communauté de biens entre époux, la jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour décider qu'elle ne forme pas une personne civile. L'intérêt de la controverse est ici bien moins considérable que pour les sociétés civiles par suite des pouvoirs si larges d'administration et même d'aliénation accordés par la loi au mari et à cause de cette règle fondamentale de notre régime de communauté, d'après laquelle quiconque est créancier du mari a action sur les biens de la société conjugale, tant qu'elle existe. Des auteurs même, hostiles aux conceptions doctrinales en général, se sont demandé à ce sujet s'il ne vaudrait pas mieux laisser de côté cette question du caractère juridique de la communauté pour se contenter des règles tracées par le législateur et essayer d'en combler les lacunes. Cependant si les constructions juridiques sont dangereuses quand on leur donne un caractère trop dogmatique, il est bon, quand on étudie une grande institution comme celle de la communauté, d'avoir une idée directrice d'orientation (2). Cette question présente du reste un certain intérêt pratique, si l'on se place au jour de la dissolution de la communauté. Si la communauté n'est

(1) Cass., 2 janvier 1894, D. 94.1.81, S. 94.1.129 ; Cass. req., 22 février 1898, D. 99.1.593.

(2) En ce sens M. Tissier à son cours : De la communauté entre époux en droit comparé, 1904-1905.

pas personne morale, elle ne pourra se survivre à elle-même tant que durera sa liquidation comme on l'admet pour les sociétés civiles et commerciales ; chaque moitié de la masse indivise appartenant à l'un ou à l'autre des époux ou à leurs héritiers se joindra à leurs biens personnels pour former une masse unique, sur laquelle les créanciers de la communauté comme les créanciers du mari ou de la femme antérieurs ou postérieurs à sa dissolution, viendront en concours au marc le franc, abstraction faite de toute question d'obligation aux dettes et notamment du bénéfice d'émolument accordé à la femme ; en d'autres termes, aucun bénéfice de séparation de patrimoines analogue à celui dont bénéficient les créanciers et les légataires d'une succession en vertu de l'article 878 du Code civil, ne sera accordé aux créanciers de la communauté.

Je crois qu'il faut décider que la communauté n'est pas une personne morale. C'était la solution de notre ancien droit (1) et rien n'indique que les rédacteurs du Code civil aient voulu y déroger. Sans doute le mari représente la communauté dans toutes les actions en justice, comme le ferait le gérant d'une société commerciale ; l'article 818 du Code civil le dit formellement pour la plus grave de toutes les actions, l'action en partage, mais ce n'est pas un effet de la personnalité ; c'est une conséquence de ce principe qu'à l'égard des tiers

(1) Lebrun, *Traité de la communauté*, p. 343, n° 20.

la communauté s'identifie avec le mari, chef du ménage ; vis-à-vis d'eux il n'y a pas vraiment représentation en justice, c'est même plutôt la négation de toute personnalité. On objecte que les créanciers de la femme envers lesquels elle s'est engagée avec autorisation de justice ne peuvent saisir que la nue propriété de ses biens personnels (art. 1426, 1413 et 1417 C. civ.). Ce n'est pas encore là une conséquence de la personnalité, mais une application de l'article 2205 du Code civil ; la femme a promis que ses biens resteraient affectés aux besoins du ménage et ses créanciers doivent respecter cette convention faite sans fraude de leurs droits (1).

Mais si la communauté à l'égard des tiers ne constitue pas une personne morale, dans les rapports des époux entre eux, on peut l'envisager comme formant un patrimoine distinct dont le mari ou la femme pourront être créanciers et débiteurs (2). Cette distinction n'est pas souvent faite par les auteurs ou la jurisprudence, parce que la personnalité civile de la communauté n'intéresse guère que les tiers ; elle se trouve cependant très nettement indiquée dans un arrêt de la Cour d'appel de Besançon du 24 juin 1858 et elle est ébauchée dans l'arrêt confirmatif de la Cour de cassation (3).

(1) Dans le sens de la non-personnalité de la communauté : Cass. Req., 18 avril 1860, D. 60.1.185 ; Cass. Req., 16 janvier 1877, D. 78.1.265 ; Cass. Req., 10 février 1896, D. 96.1.552.

(2) En ce sens, M. Boistel, à son cours.

(3) Req., 18 avril 1860, D. 60.1.185. Attendu, dit cet arrêt, qu'en

Je ne veux pas terminer ce chapitre sans dire quelques mots d'une théorie récente d'après laquelle il faudrait voir dans la communauté entre époux un cas d'application d'une sorte de propriété intermédiaire entre la copropriété romaine ou indivision et la propriété douée de personnalité civile et qui est connue en Allemagne sous le nom de copropriété en main commune (*Miteigenthum zum gesammter Hand*).

On désigne par là une sorte de copropriété qui offre cette particularité qu'elle ne se divise pas comme la copropriété romaine (*condominium pro indiviso*) en parts idéales qui ne correspondent à aucune portion réelle des biens, mais dont la quotité, un tiers, un quart, un huitième par exemple, est cependant nettement déterminée. En un mot, dans la copropriété romaine, chaque copartageant a, du jour où commence l'indivision, un

ce qui concerne les tiers, la loi ne reconnaît pas dans la communauté cette personne civile se séparant des conjoints par mariage entre lesquels elle est formée.

L'arrêt de la Cour d'appel de Besançon s'exprimait ainsi :

« Attendu que si pour le règlement des droits des époux entre eux, la loi reconnaît dans la communauté un actif et un passif distincts de ceux des époux, la communauté conjugale et la société n'en offrent pas moins des différences saillantes ;

Attendu que, si malgré ces différences tranchées et profondes, on peut avec plusieurs jurisconsultes la considérer entre les époux comme un être moral placé en dehors de chacun d'eux, cette fiction s'évanouit quand on la considère vis-à-vis des tiers. La communauté alors c'est le mari ; la femme, tant que cette communauté dure, est moins associée en réalité qu'en espérance : *non est proprie socia sed speratur fore.* »

En sens contraire : Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, 2^e édit. p. 332.

droit éventuel à une fraction dans le partage. Dans la *Miteigenthum zum gesamter Hand* au contraire, tous les membres de la société ou association sont bien copropriétaires en commun, mais la part divisée de chacun d'eux dans les biens à partager n'est pas fixée. Les communistes n'ont aucun droit dont ils puissent trafiquer tant que dure l'indivision, parce que la quotité du droit au partage des biens indivis ainsi que le nombre de ceux qui y participeront ne seront déterminés qu'au moment du partage. Il faut donc que tous les communistes participent à l'aliénation en commun, de là vient l'expression *Gesammte Hande* mains réunies (1). Cette théorie explique pourquoi, à l'origine de la communauté, le mari et la femme concouraient ensemble à l'aliénation des biens communs.

Je ne m'étendrai pas davantage sur cette copropriété en main commune, dont l'étude me paraît concerner plutôt le gouvernement de la communauté que la théorie des récompenses. Je signalerai seulement l'opinion de M. Boistel (2) qui ne voit dans les caractères distinctifs de cette copropriété, savoir indétermination de la part de chaque copropriétaire, impossibilité pour chaque associé de disposer de sa part dans le fonds commun, durée indéfinie de la copropriété, concours

(1) M. Saleilles à son cours. *Les régimes séparatistes en droit comparé*, 1903, 1904 ; M. Meynial, *Le caractère juridique de la communauté entre époux*, dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1903.

(2) Cours précité, *Du caractère social de la famille et Livre du centenaire du Code civil*, 1^{er} vol., p. 67 à 70.

de tous les copropriétaires réunis pour l'aliénation des biens communs et impossibilité pour les créanciers personnels des copropriétaires de les saisir, que les conditions mêmes auxquelles est soumis le fonds social dans toute espèce de société. Il faut, d'un autre côté, remarquer que dès avant la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association, la jurisprudence avait admis depuis longtemps une certaine individualité pour des associations auxquelles les textes ne reconnaissaient encore aucune personnalité, ce qui tendrait à faire croire qu'il y a bien entre l'indivision romaine et la personnalité civile une sorte de copropriété collective, une copropriété en main commune, et l'on peut très bien dire en s'inspirant de cette jurisprudence que la communauté entre époux est une espèce de société dans laquelle les associés ne sont pas copropriétaires par indivis mais en commun (1).

Je note en terminant que les principes de la copropriété en main commune ont été reproduits par le Code civil allemand dans les chapitres relatifs aux sociétés et aux communautés entre époux ou entre cohéritiers et qu'on les retrouve également dans le projet du Code civil suisse.

(1) En ce sens, M. Tissier, *cours précité*.

CHAPITRE II

EXPOSÉ DE LA THÉORIE GÉNÉRALE DES RÉCOMPENSES.

Ce qui caractérise la communauté de meubles et acquêts ou la communauté d'acquêts seulement, c'est l'existence possible de trois patrimoines, patrimoine du mari, patrimoine de la femme et patrimoine de la communauté, qu'on la considère comme formant une personne civile entre les époux seulement ou comme une copropriété en main commune. Je fais observer que sous le régime de la communauté universelle, l'existence de ces trois patrimoines ne peut se concevoir que dans le cas exceptionnel, où des biens auraient été donnés ou légués par un tiers à l'un ou à l'autre des époux, à la condition qu'ils n'entrent pas dans la communauté ou encore dans le cas où l'un ou l'autre des époux posséderaient en se mariant des biens incessibles par leur nature et comme tels ne pouvant entrer en communauté.

Chacun de ces patrimoines a un actif et un passif ; chaque jour le mari, qui en a seul l'administration, va faire des recettes et des dépenses, à porter au crédit ou au passif de l'un ou l'autre d'entre eux. Chaque fois donc que l'un des trois patrimoines se sera appauvri ou

enrichi au détriment d'un autre, il y aura lieu à son profit ou à sa charge à récompense ou indemnité. Les deux mots sont employés comme synonymes par le Code civil (art. 1403, 1406, 1470 et 1473). Cependant dans la pratique notariale on se sert plutôt du mot indemnités, pour désigner les créances personnelles que l'un des époux peut avoir contre l'autre et qui ne portent intérêts que du jour de la sommation de payer (art. 1479 et loi du 7 avril 1900), alors que les récompenses ou indemnités dues par l'un des époux à la communauté ou à l'inverse par la communauté à l'un des époux, portent intérêts de plein droit du jour de la dissolution de la communauté (art. 1473 C. civ.).

Les récompenses ou indemnités que l'un ou l'autre des époux peuvent avoir contre la communauté donnent lieu à une action en reprises (art. 1472 C. civ.) qu'on qualifie encore de reprises en deniers, par opposition aux reprises en nature, qui concernent les biens propres dont les époux n'ont jamais cessé d'être propriétaires.

Les récompenses qui nous apparaissent aujourd'hui comme un des rouages essentiels au fonctionnement de la communauté, n'ont pas toujours existé. Au ^{xiii}^e siècle, à l'époque où la communauté entre époux est nettement destinée, nous n'en trouvons aucune trace. Beaumanoir n'en parle pas. Pour les récompenses dues par la communauté aux époux, le premier cas d'application qui vienne à l'esprit est celui de l'aliénation d'un immeuble propre à l'un des époux,

c'est encore actuellement le seul cas qui, avec le rachat de services fonciers dus à un héritage propre, soit mentionné par le Code civil (art. 1433 et 1470). Or pendant longtemps, dans notre ancien droit, le prix de vente d'un immeuble propre n'a donné lieu à aucune récompense légale. On connaît la maxime tant de fois citée de Loysel « que le mari devait se relever trois fois la nuit pour vendre le bien de sa femme » (1). Il faut du reste observer qu'à cette époque les aliénations d'immeubles déjà peu nombreuses étaient faites bien rarement moyennant un prix en argent encaissé par la communauté, mais qu'elles avaient lieu le plus souvent par voie d'échange avec un autre immeuble ou moyennant une rente viagère, lesquels immeuble et rente devenaient des propres par subrogation réelle.

De même nous ne trouvons aucune trace des récompenses au profit de la communauté pour des améliorations faites à un immeuble propre. La règle exposée par Beaumanoir est que tout ce qui est meuble tombe en communauté sous la main du mari, à moins d'une réserve formelle de emploi et que le mari fait ce qu'il veut de l'argent de la communauté pendant le mariage.

Plus tard, la communauté se transformant, le système des récompenses prend naissance. Pour expliquer ce système, la principale raison à donner consiste à dire que la communauté est une société, or il est de la

(1) Loysel, *Institutes coutumières*, liv. 1, tit. 2, p. 14, n° 116.

nature de toute société que l'on distingue des biens communs les biens propres aux associés et que les uns ne doivent pas s'enrichir au détriment des autres (art. 1850 et 1852 C. civ.) (1).

Cette raison première cependant est rarement donnée par nos anciens auteurs, y compris Renusson et Pothier. La communauté en effet est une société bien différente des sociétés ordinaires ; pour quelques-uns même c'est une société *in futurum*. D'une part, le mari en est seigneur et maître ; d'autre part pour contrebalancer ces pouvoirs exorbitants du mari, on est amené à donner à la femme des garanties spéciales, droit de renoncer à la communauté, de demander la séparation de biens, bénéfice d'émolument, hypothèque légale ; en outre on la considère simplement comme caution de son mari pour les engagements pris par elle, solidairement avec lui.

Aussi nos anciens auteurs cherchaient-ils ailleurs que dans l'idée d'une société entre époux l'explication du système des récompenses ; la principale raison qu'ils en donnaient était la prohibition des donations entre époux ; la coutume, disaient-ils, n'a pas voulu que les conjoints puissent se faire indirectement des libéralités défendues. Ce motif n'explique pas certains cas, où il y a lieu à récompense, sans que cependant l'idée de donation puisse venir à l'esprit, comme le cas d'amélio-

(1) M. Lefebvre au cours duquel j'ai emprunté une grande partie de ce rapide exposé concernant la théorie de récompenses.

ration d'un propre du mari par lui-même avec des fonds tirés de la communauté ; ensuite, il ne peut être donné lorsqu'il s'agit de coutumes qui permettaient les donations entre époux, tout en appliquant le système des récompenses, comme le fait le Code civil actuel. La véritable raison c'est que le Code civil, de même que l'ancien droit, n'a pas voulu que les conjoints puissent s'enrichir aux dépens l'un de l'autre « par voie oblique et souvent involontaire », dit M. Planiol (1). Car si les donations entre époux sont permises, lorsqu'elles sont faites directement et franchement, elles sont au contraire prohibées, lorsqu'elles ont lieu sous une forme déguisée (art. 1099 C. civ.). On peut donner enfin comme troisième et dernière raison de la théorie des récompenses, ce principe fondamental de notre droit matrimonial aux termes duquel les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage.

La théorie des récompenses inconnue au début de la communauté n'apparaît donc qu'assez tard dans l'évolution de cette institution. En ce qui concerne les récompenses dues par la communauté aux époux, la coutume de Paris dans sa première rédaction de 1510 est muette, ce n'est que dans la seconde rédaction de 1583 que se trouve l'article 232 ainsi conçu :

« Si durant le mariage est vendu aucun héritage ou

(1) *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, 2^e édit., p. 386.

rente propre appartenant à l'un ou à l'autre des conjoints par mariage, ou si ladite rente est rachetée, le prix de la vente ou rachat est repris sur les biens de la communauté, au profit de celui auquel appartenait l'héritage ou rente, encore qu'en vendant n'eut été convenu de remploi ou récompense et qu'il n'y ait eu aucune déclaration sur ce faite. »

De même l'article 192 de la coutume d'Orléans, rédaction de 1580, s'exprime en ces termes :

« Si durant le mariage est vendu aucun héritage propre appartenant à l'un ou à l'autre des conjoints par mariage, ou si ladite rente est rachetée : le prix de la vente ou rachat est repris sur les biens de la communauté, au profit de celui à qui appartient l'héritage ou rente, encore que en vendant n'eut été convenu de remploi ou récompense et qu'il n'y ait eu aucune déclaration sur ce faite. »

Cependant, dès avant 1580, la pratique avait imaginé de faire stipuler par les époux, soit dans leur contrat de mariage, soit lors de l'aliénation d'un immeuble propre, qu'il serait fait remploi du prix au profit de l'époux titulaire du propre, de là est venu le nom d'action en remploi synonyme dans notre ancien droit d'action en récompense (1).

Pour ce qui est des récompenses dues par les époux à la communauté, la plupart des coutumes n'en parlent

(1) Grandcoutumier de Charles VII et coutumes notables du Châtelet de Paris.

pas. Ce fut la jurisprudence qui décida, par exemple, que pour l'amélioration d'un propre, l'époux devrait récompense du profit qu'il en aurait retiré, et pour calculer le montant de cette récompense, elle appliqua la vieille règle romaine donnée par Ulpien à propos de la restitution de la dot et d'après laquelle il y a lieu de distinguer suivant que les dépenses ont été nécessaires, utiles ou simplement voluptuaires, distinction que la jurisprudence actuelle a conservée (1).

Il en fut de même pour la libération ou l'acquisition d'un propre, par exemple d'un immeuble sur lequel l'un des époux exerçait un droit de retrait lignager. Primitivement, un tel immeuble devenait un conquêt. Les articles 244 et 245 de la coutume de Paris donnent la même solution pour le rachat d'une rente. Ces articles sont ainsi conçus :

« Art. 244. — Quand aucune rente due par l'un des conjoints par mariage, ou sur ses héritages, paravant leur mariage, est rachetée par lesdits deux conjoints, ou l'un d'eux, constant ledit mariage, tel rachat est réputé conquêt. »

« Art. 245. — Et est tenu l'héritier ou détempleur de l'héritage sujet à la rente, continuer la moitié de ladite rente et payer les arrérages du jour du décès, jusques à l'entier rachat. »

Plus tard, l'effort combiné de la jurisprudence et de

(1) Cass., 14 mars 1877, D. 77.1.353, S. 78.1.5.

la doctrine fit admettre cette conclusion plus satisfaisante, d'après laquelle la rente constituée devient un propre sauf à l'époux à devoir récompense à la communauté du prix de rachat.

Donc, en résumé, l'élaboration de la théorie des récompenses a été principalement l'œuvre de la jurisprudence pendant les trois derniers siècles qui ont précédé le Code civil.

SECTION I. — Des récompenses dues par la
communauté aux époux.

A la veille de la rédaction du Code civil, Pothier s'exprimait à ce sujet dans les termes suivants :

« Lorsque, durant la communauté, l'héritage propre de l'un ou de l'autre des conjoints a été aliéné, et que la communauté en a reçu le prix, s'il n'a pas été fait emploi en autres héritages ou rentes, celui des conjoints à qui l'héritage ou la rente appartenait, est créancier de la communauté de ce prix. »

Et plus loin :

« Chacun des conjoints est créancier de la communauté de la reprise, non seulement de son mobilier réalisé par le contrat de mariage et du prix de ses propres qui ont été vendus, et dont le prix a été payé durant la communauté, mais pareillement de toutes les choses qui, quoique mobilières, sont provenues de ses propres, sans être des fruits »

Et Pothier pose le principe général suivant qui embrasse tous les cas de récompenses dues par la communauté aux époux :

« On peut aussi établir pour principe général, dit-il, que chacun des conjoints est, lors de la dissolution de la communauté, *créancier de tout ce dont il a enrichi la communauté à ses dépens*, pendant qu'elle a duré » (1).

Cette formule générale n'a pas été reproduite par le Code civil qui ne mentionne que deux cas spéciaux de récompenses dues par la communauté aux époux, le prix de vente d'un immeuble appartenant à l'un des époux ou le rachat en argent de services fonciers dus à des héritages propres à l'un d'eux (art. 1333 et 1470 C. civ.). Mais personne n'a jamais soutenu que le principe général formulé par Pothier cessât de s'appliquer. Cette énonciation incomplète s'explique historiquement, ainsi que je l'ai dit plus haut, par ce fait que le prix de vente d'un immeuble propre est le cas le plus fréquent de récompenses dues par la communauté aux époux.

On peut citer beaucoup d'autres cas où récompense est due à l'un des époux par la communauté sans contestation possible ; ainsi, dans les cas suivants (2) :

Echange d'un immeuble propre avec soulte ;

(1) Pothier, *Traité de la communauté*, nos 585, 606 et 607.

(2) M. Planiol, *Traité élémentaire du droit civil*, t. III, 2^e édit., p. 386.

Rachat d'une servitude dont était grevé au profit d'un immeuble propre un immeuble voisin ;

Vente de produits qui n'appartenaient pas à la communauté comme usufruitière ;

Apport d'un mobilier excédant celui que l'un des époux a promis de mettre en communauté (art. 1503 C. civ.) ;

Sommes données ou léguées à la condition qu'elles n'entreraient pas en communauté et dont il n'a pas été fait emploi ;

Dettes de communauté que l'un des époux aurait payées de sa fortune personnelle.

Mais il est d'autres cas, dans lesquels le droit à récompense peut faire l'objet de nombreuses controverses, par exemple le cas de vente d'un immeuble propre, moyennant une rente viagère ou inversement d'un droit viager moyennant un capital encaissé par la communauté. Ce sont ces derniers cas seulement que j'examinerai en détail dans mon chapitre troisième.

Quel sera le montant de la récompense ?

En cas de vente d'un bien propre, ce sera le prix de la vente d'après l'article 1433 du Code civil qui reproduit l'article 232 de la Coutume de Paris ; je laisse de côté la question si discutée de savoir quel sera ce prix, dans le cas où il y aurait eu une dissimulation dans l'acte de vente.

Pour tous les autres cas, d'après une opinion unanime, c'est encore le principe général posé par Pothier

qu'il faut suivre : « L'époux sera créancier de tout ce dont il a enrichi la communauté à ses dépens. » Le montant de la récompense due par la communauté ne sera donc jamais supérieur au montant de son enrichissement ; il pourra même lui être inférieur, si la somme dépensée par l'époux ou le préjudice éprouvé par lui n'égale pas la valeur dont la communauté s'est enrichie, par exemple si l'époux amortit à un taux inférieur à celui fixé primitivement pour le rachat une rente dont la communauté était grevée ou encore s'il constitue une servitude sur un de ses immeubles propres dans le but de dégrever d'une autre servitude un immeuble de communauté et que le préjudice causé à son immeuble soit inférieur à la valeur de la servitude rachetée ; la récompense ne sera que de la moindre des deux sommes (1).

Je n'examinerai pas quelle est la nature de l'action en reprises appartenant aux époux contre la communauté, si la femme exerce ses prélèvements à titre de créancière ou de copropriétaire : on sait que les articles 1470 et 1473 du Code civil ont donné lieu à une célèbre controverse dont l'examen m'entraînerait hors du cadre que je me suis tracé ; je n'examinerai pas non plus les conditions d'exercice de l'action en reprise ni les effets de cette action.

(1) Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, 2^e édit., t. II, p. 373 et 374.

SECTION II. — Des récompenses dues par les époux
à la communauté.

Ici, le Code civil pose une règle générale. L'article 1437 dit :

« Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme soit pour acquitter les dettes ou charges personnelles de l'un des époux, telles que le prix ou partie du prix d'un immeuble à lui propre ou le rachat de services fonciers, soit pour le recouvrement, la conservation ou l'amélioration de ses biens personnels, *et généralement toutes les fois que l'un des deux époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense.* »

Ces mots *profit personnel* comprennent à eux seuls tous les cas possibles de récompense. Ils peuvent être pris sous deux sens différents. Le premier sens est celui de profit pécuniaire, lequel peut être lui-même direct ou indirect. Les cas où les époux tirent directement un profit pécuniaire de la communauté sont infiniment nombreux. La communauté peut payer une dette propre à l'un des époux soit forcément soit volontairement. Elle peut en effet être poursuivie pour une dette qu'elle ne devra pas définitivement supporter, qui en d'autres termes fera partie de son passif provisoire, si l'on a en vue le droit de poursuite des créanciers (droit d'obligation aux dettes) et qui sera exclue de son passif définitif, lors du partage (droit de contribution aux dettes).

C'est ainsi que font partie du passif provisoire de la communauté :

Les dettes mobilières antérieures au mariage, mais relatives aux immeubles propres à l'un des époux (art. 1409, § 1^{er}, *in fine*) ;

Les dettes des successions ou donations immobilières échues à l'un des époux pendant le mariage (art. 1412, 1414, 1415, 1416 et 1418) ;

Les dettes contractées par le mari dans l'intérêt de l'un de ses propres ;

Les amendes encourues par le mari (art. 1424) ;

Les dettes contractées par la femme dans son intérêt personnel avec l'autorisation de son mari (art. 1419).

La communauté peut aussi payer volontairement une dette propre à l'un des époux, ceux-ci se trouvant dans la nécessité d'emprunter à la caisse commune chaque fois qu'ils ont une dépense à faire, puisque tout l'argent en numéraire dépend de la communauté.

Je citerai, à ce propos, comme exemples principaux de récompenses dues à la communauté, sans y insister :

Le paiement du prix ou d'une partie du prix d'un immeuble propre (art. 1437, 1406, 1407 et 1408) ou même de meubles, quand ils restent propres ;

Le produit des carrières et mines ouvertes pendant le mariage (art. 1403) ;

Le rachat des services fonciers (art. 1437) ;

Les dépenses faites pour le recouvrement (ainsi en cas d'exercice de réméré ou de résolution de vente pour

défaut de paiement du prix), la conservation ou l'amélioration de biens propres.

J'examinerai seulement en détail les cas de récompenses auxquelles peut donner lieu au profit de la communauté, un usufruit ou une rente viagère.

En matière de récompenses dues par la communauté aux époux, la règle est que la communauté est toujours débitrice de ce qu'elle a encaissé. Il n'est pas aussi facile de déterminer le quantum des récompenses dues par l'un des époux à la communauté.

La première règle à poser est que la communauté a droit tout au plus à la somme qu'elle a fournie ; il s'agit uniquement de l'indemniser de ce qu'elle a perdu ; le profit résultant de l'opération, s'il y en a un, devra appartenir à l'époux propriétaire du propre qui donne lieu à récompense (1). Mais si le profit que l'époux a retiré de l'opération est inférieur à la dépense, comme il arrive par exemple en cas de réparations utiles ou nécessaires faites à un immeuble propre, la communauté aura-t-elle droit à la totalité de la somme déboursée par elle ou bien seulement au remboursement de la plus-value donnée à l'immeuble ? La plupart des auteurs décident avec la jurisprudence que la récompense n'exécède jamais le profit réalisé par l'époux. C'était ce que décidait Pothier (2), et c'est aussi ce qui semble résul-

(1) En ce sens : Pothier, *Traité de la communauté*, n° 535 ; Cass., 22 octobre 1889, D. 90.1.62.

(2) *Traité de la communauté*, nos 635 et 636 ; Cass., 22 octobre 1889.

ter de l'article 1437 du Code civil *in fine*, qui ne parle que du *profit personnel* que l'époux a tiré des biens de la communauté. On en donne comme raison que l'initiative de la dépense a pu être prise par un autre que l'époux débiteur de la récompense ou par les deux époux d'accord à ce sujet ; que dans tous les cas, il est difficile lors de la liquidation de la communauté de déterminer à qui revient cette initiative et que la communauté a pu profiter d'un autre côté de la dépense faite par elle par l'accroissement de revenus ou de jouissance qui en est résulté.

De là, la distinction faite par la jurisprudence entre les dépenses nécessaires, utiles et voluptuaires, distinction imitée de la règle donnée par Ulpien à propos de la restitution de la dot. La communauté aura droit au remboursement de l'intégralité de la somme dépensée, quand il s'agit de dépenses nécessaires ; au remboursement seulement de la plus-value donnée au bien propre, lorsqu'il s'agit de dépenses utiles ; elle n'aura droit à aucune indemnité pour les dépenses voluptuaires (1).

Cette opinion, presque unanime, est cependant combattue par quelques auteurs, pour lesquels la communauté a droit dans tous les cas à la somme par elle dépensée (2). L'article 1437, dit M. Boistel, peut très bien

(1) Cass., 14 mars 1877, D. 77.1.353, S. 78.1.5 ; Paris, 27 février 1901, D. 1901.2.486.

(2) M. Boistel, cours précité : *Du caractère social de la famille*.

s'interpréter en faveur de cette opinion, si l'on remarque que la phrase « il en doit la récompense » est amphibologique, car on ne sait pas très bien sur quoi porte le mot en. Par contre le même article dit très nettement : « Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme... » En outre il est équitable que l'époux qui profite de l'opération, en coure également le risque, sans qu'on ait à rechercher qui a pris l'initiative de la dépense. Enfin d'autres articles du Code semblent en faveur de cette opinion, ainsi l'article 1408 (sauf à indemniser la communauté de la somme qu'elle a fournie pour cette acquisition), l'article 1433 qui parle du prélèvement du prix et l'article 1436 qui parle de la récompense du prix et ajoute que dans tous les cas la récompense n'a lieu que sur le pied de la vente.

Cette dernière opinion n'a pas été suivie par la jurisprudence.

Nos anciens auteurs (1) exigeaient en outre, pour que la communauté ait droit à récompense, que le profit retiré de l'opération existât encore au jour de la dissolution de la communauté. Tel est encore l'avis de la majorité des auteurs, bien que l'on puisse faire observer à l'appui de l'opinion contraire que l'article 1437 dit : « Toutes les fois que l'un des époux a tiré » et non pas « retire encore ».

(1) Pothier, *Traité de la communauté*; Lebrun, *Traité de la communauté*, t. 3, sect. 4, n° 15.

Les époux peuvent encore retirer de la communauté un profit personnel, mais d'une façon indirecte, par exemple par une donation faite à un tiers. La loi a prévu le cas pour la dot constituée à un enfant commun (art. 1438 et 1439), pour la dot constituée à un autre qu'un enfant commun (art. 1469). Je n'examinerai pas ces cas de constitution de dot qui soulèvent des questions multiples, notamment de rapport à succession, non plus que la question de savoir si la donation faite aux héritiers présomptifs du mari donne lieu à récompense.

Il est encore d'autres profits que l'un ou l'autre des époux et surtout le mari dont les pouvoirs sont presque ceux d'un maître absolu, peuvent retirer indirectement des biens de la communauté, sans que ce profit soit, à proprement dit, un profit pécuniaire. Je veux parler de toutes ces dépenses qui ne sont pas faites dans l'intérêt de la famille ou du ménage, mais pour la simple satisfaction d'un seul des époux, dépenses d'agrément, d'exploration, recherches scientifiques, publication d'ouvrages, exécution d'œuvres théâtrales et musicales sans profit pour la communauté, ou bien dépenses de jeu ou autres que le mari a faites pour satisfaire à ses caprices ou même à ses passions. L'opinion générale, universelle, est que le mari ne doit aucune récompense de ce chef. Il est seigneur et maître de la communauté. *Potest perdere, dissipare, abuti*. Il n'a même pas de compte à rendre à la femme, qui, à l'inverse, si elle a agi comme mandataire du mari, doit comme tout mandataire, ren-

dre compte à ce dernier des dépenses faites pour le compte commun. La femme n'aura qu'une ressource si elle juge que le mari dissipe l'actif de la communauté sans aucun profit pour la famille, celle de demander sa séparation de biens, et encore lui faudra-t-il prouver que sa dot ou ses reprises sont compromises (art. 1443) ou tout au moins que les revenus de sa dot sont détournés de leur destination légale. Il n'y a qu'une seule exception faite par la loi pour les amendes que le mari a pu encourir (art. 1424), et qui, suivant la règle générale en matière de peines, restent personnelles à l'auteur du délit : quant aux réparations civiles résultant de crimes ou de délits commis par le mari, elles restent à la charge de la communauté sans récompense (1). Il faut aussi faire une exception pour le cas où le mari aurait disposé des biens de la communauté en fraude des droits de la femme (2).

Cette opinion universelle, adoptée par une jurisprudence unanime, d'après laquelle le mari peut faire servir à son profit personnel tout l'actif de la communauté sans en devoir aucune récompense, lorsqu'il s'agit des dépenses que j'ai énumérées plus haut, se fonde sur les précédents historiques et sur le paragraphe 2 de l'article 1409 du Code civil, qui dit que la communauté se compose passivement : « 2° des dettes tant

(1) Cass., 9 décembre 1874, D. 75.1.118, S. 75.1.113.

(2) Cass., 11 novembre 1895, D. 96.1.44 et le rapport de M. le conseiller Durand.

en capitaux qu'arrérages ou intérêts, contractées par le mari pendant la communauté ou par la femme du consentement du mari, sauf la récompense dans le cas où elle a lieu ». Aucun texte n'oblige le mari à récompense, à l'exception de l'article 1437 qui pose le principe général d'un profit personnel à l'un ou à l'autre des époux, entendu dans le sens d'un profit pécuniaire direct ou indirect.

La loi, dit-on, ne veut pas qu'on discute les pouvoirs du mari qui autrement se trouverait paralysé dans son rôle de chef du ménage et dans son crédit ; décider le contraire, ce serait obliger le mari à tenir une comptabilité dont beaucoup seraient incapables ; en outre, comment distinguer dans beaucoup de cas où commence et où finit l'abus ? (1).

En principe c'est à la femme à rapporter la preuve des faits établissant la réalisation d'un profit personnel pécuniaire retiré par le mari des sommes qu'il a prises dans la communauté. Mais il a été jugé qu'il appartenait au mari ou à ses héritiers d'établir la réalité et le chiffre des dépenses qu'il aurait effectuées au cours de la communauté (2). En d'autres termes le mari doit justifier de la matérialité des dépenses, sinon de leur

(1) En ce sens : les dettes contractées par le mari pendant la communauté sont présumées l'avoir été dans l'intérêt de cette communauté. Cass., 19 janvier 1864, D. 65.1.160 ; 19 janvier 1886, D. 87.1.70 ; 22 octobre 1902, D. 1902.1.515.

(2) Cass., 29 janvier 1902, D. 1902.1.219 ; Bordeaux, 16 avril 1896, D. 99.2.385 ; Paris, 12 février 1903, D. 1904.2.353.

utilité. Cette question s'est surtout présentée en matière de liquidation de communauté après séparation de corps ou divorce, où les opérations faites par le mari pendant l'instance en séparation de corps ou en divorce ou quelque temps avant ainsi que ses dépenses prétendues, sont souvent frappées d'une suspicion légitime.

Quelques partisans de la doctrine évolutionniste en cette matière, et notamment notre savant maître M. Boistel (1), sont même d'avis qu'il faut aller plus loin dans cette voie. Le mari, disent-ils, n'est plus comme autrefois seigneur et maître de la communauté. Admettre qu'il n'a aucun compte à rendre à la femme ou à ses héritiers des capitaux placés entre ses mains, c'est lui permettre de détourner à son profit une partie de l'actif de la communauté ; aucun texte ne donne au mari de pareils pouvoirs. Au contraire l'article 1437 du Code civil doit permettre à la femme ou à ses héritiers de rechercher si le mari a tiré un profit personnel des biens communs ; la peine de recel disparaîtrait autrement. Le mari doit donc rendre compte de sa gestion et il faut décider qu'il devra récompense de tout le profit personnel, même non pécuniaire et indirect, qu'il aura retiré de l'administration du fonds commun. C'est le droit commun en matière de société ; pourquoi faire une exception pour les époux qui, plus que des associés ordinaires, se doivent mutuellement secours et assistance. Les raisons tradi-

(1) *Cours précité et Réforme sociale*, année 1902, p. 58.

tionnelles qui veulent que la gestion du mari s'exerce sans contrôle possible, n'ont plus aujourd'hui aucune raison d'être. Il faut ajouter qu'aucun texte du Code civil n'oblige à décider le contraire. Les articles 1421 et 1422 donnent bien au mari des pouvoirs très larges d'administration et de disposition, mais ces articles ne s'occupent que de la validité des actes passés par le mari à l'égard des tiers et ne tranchent pas la question de récompense. L'article 1437 qui pose le principe général peut être très bien entendu dans le sens de profit personnel, même non pécuniaire et indirect.

Rien n'empêche le droit d'évoluer en cette matière dans un sens plus conforme à l'équité et plus favorable aux intérêts de la femme commune en biens, qui, dans le système traditionnel de la doctrine et de la jurisprudence, peut se trouver profondément lésée par l'administration d'un gérant plus soucieux de son intérêt personnel que de celui de son associé. Il suffira de valider les dépenses faites par le mari dans l'intérêt commun, toutes celles qui ne profitent qu'à lui seul étant laissées à sa charge. Sans doute, il sera souvent difficile de déterminer si telle ou telle dépense a été faite dans l'intérêt de la famille ou du mari seul, mais cette difficulté de preuve est inhérente à toute société. Dans le doute, on pourra se contenter pour les besoins du ménage d'une moyenne, le mari n'ayant qu'à garder les factures des grosses dépenses. Il faut ajouter que cette restriction des pouvoirs du mari ne regarde que les rapports des époux

entre eux et ne touche en rien aux droits que le mari tient des articles 1421 et 1422 du Code civil de disposer des biens communs et d'obliger la communauté à l'encontre des tiers. En outre cette réforme pourrait s'accomplir sans l'intervention du législateur ; il suffirait d'une évolution de la jurisprudence pour obliger le mari à rendre compte à la femme de sa gestion et pour mettre à sa charge personnelle toutes les dépenses qui n'auraient pas été faites dans l'intérêt exclusif de la famille.

On peut même voir un commencement de cette évolution dans un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 19 mai 1870 (1).

J'ai tenu à rapporter cette opinion intéressante de notre savant professeur sans y insister ; je constate seulement que si elle était adoptée par la jurisprudence, la physionomie de la communauté de biens entre époux, telle que les jurisconsultes sont habitués à la concevoir depuis des siècles, serait complètement transformée.

SECTION III. — Des créances personnelles (appelées quelquefois récompenses ou indemnités) de l'un des époux contre l'autre.

Il peut arriver au cours de la communauté que l'un des époux devienne créancier personnel de son conjoint. Ces créances personnelles ne sont pas à proprement

(1) D. 71.2.40 et aussi Cass. civ. rej., 7 janv. 1890, D. 91.1.256.

parler des récompenses ou indemnités, bien qu'on leur donne quelquefois l'un ou l'autre de ces deux noms ; elles ne s'exercent pas comme les récompenses dues par la communauté aux époux ou inversement, par voie de prélèvement sur la masse commune ; en outre elles ne sont productives d'intérêts qu'à compter du jour de la sommation de payer (art. 1479 C. civ., et loi du 7 avril 1900).

Je n'en parlerai pas davantage.

CHAPITRE III

DE L'USUFRUIT ET DE LA RENTE VIAGÈRE. — DÉFINITION.

— DES RENTES PERPÉTUELLES. — DES RENTES FONCIÈRES. — CARACTÈRES DISTINCTIFS.

L'usufruit est le droit de jouir d'une chose dont un autre a la propriété comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance (art. 578 C. civ.).

L'usufruit peut être constitué sur plusieurs têtes et réversible de l'une à l'autre ; il suffit pour cela que tous ceux qui sont appelés à en bénéficier soient nés ou conçus, ou bien au jour du décès du testateur si l'usufruit est constitué par testament, ou bien au jour de la convention s'il est constitué par acte entre vifs

La rente en général est une créance dont le créancier ne peut exiger le remboursement, mais en raison de laquelle il est dû des prestations annuelles en argent ou en denrées.

Les rentes sont perpétuelles ou viagères, suivant qu'elles sont dues indéfiniment ou qu'elles cessent de l'être soit à la mort du crédi-rentier, soit à une autre époque fixée par la convention.

Elles peuvent être constituées à titre gratuit (par

donation ou par legs) ou à titre onéreux (art. 1968 C. civ.). Dans ce dernier cas la constitution de rente suppose un capital ou principal livré par le crédi-rentier. Ce capital peut être soit de l'argent comptant : la rente prend alors le nom de rente constituée (art. 1909 C. civ.), soit un immeuble : la rente est dite alors foncière (art. 530 C. civ.).

On sait l'importance qu'avait la rente constituée en perpétuel dans notre ancien droit où elle servait à tourner la prohibition du prêt à intérêt. Elle se distinguait par trois caractères principaux : elle était une dette personnelle, le débi-rentier ne pouvait s'en affranchir par aucun déguerpissement et elle se transmettait à ses héritiers et successeurs *in universum jus* ; elle était essentiellement rachetable ; elle était immeuble, sinon dans toutes les coutumes, au moins dans les coutumes de Paris et d'Orléans qui formaient le droit commun en cette matière ; cela tenait principalement à leur importance économique, qui les fit assimiler à des héritages dans les partages de communauté et de succession (1).

La création d'une rente foncière résultait d'un contrat spécial, appelé le bail à rente. C'était un droit réel retenu par le bailleur dans l'héritage cédé et comme condition de son aliénation. A ce titre, la rente foncière était immeuble, elle n'était pas rachetable à moins de convention contraire ; elle n'était pas une dette person-

(1) Demolombe, *Cours de Code civil*, t. IX, n° 423 bis.

nelle et ne pesait que sur la propriété, si bien que le preneur pouvait s'en affranchir par l'aliénation de l'immeuble ou en déguerpissant, à moins que le contrat ne contint la clause de fournir et faire valoir.

Quant aux rentes viagères, elles n'étaient pas rachetables en raison de leur caractère aléatoire et c'était une question très discutée que celle de savoir si elles étaient meubles ou immeubles. Le Code civil mit fin à toute controverse par son article 529 *in fine* ainsi conçu : « Sont aussi meubles par la détermination de la loi les rentes perpétuelles ou viagères soit sur l'Etat, soit sur les particuliers. »

Aujourd'hui, les rentes perpétuelles sont extrêmement rares. La rente constituée à prix d'argent ne se retrouve plus que sous la forme d'emprunt d'Etat ; quant à la rente foncière, on peut dire qu'elle n'existe plus. Il n'en est pas de même des rentes viagères. Je n'ai pas besoin d'insister sur leur importance au point de vue économique, ni sur le grand développement qu'elles ont pris de nos jours. Qu'elle résulte d'un contrat, d'une donation ou d'un testament, la rente viagère est avant tout une œuvre de prévoyance ; elle joue le même rôle contre les risques de la vieillesse ou des infirmités que l'assurance sur la vie contre les risques de la mort. Aux personnes âgées ou infirmes ne possédant qu'un petit capital dont les intérêts seraient insuffisants pour les faire vivre, elle offre le moyen de se procurer un revenu plus considérable, régulier et à l'abri de toutes

les fluctuations du taux de l'intérêt de l'argent, si elles ont la prudence de contracter avec une bonne compagnie. Ce genre d'opérations en effet, en raison des risques qu'il comporte, n'est guère pratiqué que par de grandes sociétés, principalement des Compagnies d'assurances sur la vie, qui, par la multiplicité des contrats, arrivent à évaluer d'une façon presque certaine leurs chances de bénéfices, en établissant une moyenne entre les vies trop longues et les décès prématurés.

La rente viagère se rencontre encore fréquemment comme une charge imposée au donataire, surtout dans les donations à titre de partage anticipé faites par les père et mère ou autres ascendants à leurs enfants et descendants (art. 1073 et 1084 C. civ.).

Les règles spéciales aux rentes viagères font l'objet des articles 1968 à 1983 du Code civil, qui forment le chapitre II du titre douzième Des contrats aléatoires, chapitre improprement intitulé Du contrat de rente viagère, puisque la rente viagère peut provenir également d'une donation ou d'un testament.

Les arrérages d'une rente viagère comme les arrérages d'une rente perpétuelle, sont des fruits civils (art. 584 C. civ.) ; ils s'acquièrent jour par jour (art. 586), l'usufruitier a le droit de les toucher sans être tenu à aucune restitution (art. 588). Cependant dans la réalité des choses, les arrérages d'une rente viagère quand elles proviennent d'un contrat à titre onéreux, ne représentent pas seulement un simple re-

venu. Le taux de la rente a été fixé d'après l'âge du crédi-rentier, en prenant pour base de calcul le taux de l'intérêt de l'argent et la durée probable de la vie du créancier d'après les tables de mortalité dressées à cet effet, de telle sorte que le crédi-rentier qui a aliéné son bien à fonds perdu pour augmenter son revenu, reçoit avec chaque trimestre ou chaque semestre d'arrérages l'intérêt de son capital et une fraction de ce capital ; c'est la même opération qui a lieu par exemple pour les prêts consentis par le Crédit Foncier et remboursables par annuités en 30, 50 ou 75 ans, avec cette différence toutefois qu'ici le contrat n'est plus un contrat aléatoire mais un prêt remboursable à terme fixe.

Dans notre ancien droit, les jurisconsultes avaient discuté la question de savoir si l'usufruitier avait le droit de toucher sans restitution les arrérages d'une rente viagère échus pendant son usufruit et ils avaient fini par résoudre la question négativement. Pothier en donne pour raison que percevoir les arrérages d'une rente « serait s'arroger non pas un simple usufruit mais le fonds entier, un propriétaire n'en pouvant avoir davantage » et il décidait que l'usufruitier après avoir perçu les arrérages échus pendant son usufruit devait restituer « ce que valait la rente viagère au moment où son usufruit avait commencé » d'après une estimation à faire par experts (1).

(1) Pothier, *Du contrat de constitution de rente*, n° 242 ; M. Planiol, *op. cit.*, t. I, p. 542.

Quant aux rentes viagères, provenant d'une donation ou d'un testament, elles constituent évidemment un pur revenu sans aucun mélange de capital.

En dehors de ce mélange de capital et de revenu, propre aux arrérages d'une rente viagère, les rentes viagères diffèrent des rentes perpétuelles par les caractères suivants :

Elles ne sont pas rachetables (art. 1979 C. civ.) ; cette disposition qui s'explique, attendu le caractère aléatoire du contrat, ne se comprend plus quand il s'agit de rentes viagères provenant de donation ou de testament.

Elles peuvent être constituées au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer (art. 1976).

Par dérogation à la règle générale posée par l'article 1184 du Code civil, d'après laquelle la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, le crédi-rentier peut bien demander la résiliation du contrat si le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution (art. 1977), mais non pour le seul défaut de paiement des arrérages de la rente. Le créancier n'a que le droit de saisir et faire vendre les biens de son débiteur et de faire ordonner ou consentir sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages (art. 1978).

Enfin la rente viagère est temporaire tandis que la rente perpétuelle dure indéfiniment.

SECTION I. — De l'usufruit et des rentes viagères dont les époux sont propriétaires au jour du mariage.

1^o *Sous le régime de la communauté légale.*

La règle générale posée par l'article 1401 du Code civil est que tous les biens mobiliers appartenant aux époux le jour de la célébration du mariage entrent dans la communauté, qu'ils soient meubles par nature ou que ce caractère leur ait été donné par la loi et quelle qu'en soit l'origine, fût-elle essentiellement personnelle aux époux (1). Ainsi il a été jugé que la pension accordée à un blessé de Juillet en vertu de la loi du 30 août 1830 tombait dans la communauté (2).

L'usufruit n'étant qu'un démembrement de la propriété entrera dans la communauté sans récompense au profit de l'époux qui en était propriétaire, s'il porte sur des choses mobilières ; si, au contraire, il porte sur des immeubles, il restera propre à cet époux, seuls les revenus dont il est productif appartiendront à la communauté.

De même, toutes les rentes foncières ou constituées, perpétuelles ou viagères, meubles par la détermination de la loi (art. 529 C. civ.) feront partie de l'actif de la communauté non seulement pour les arrérages, mais

(1) Cass., 30 avril 1862, S. 62.1.1036 ; — Aubry et Rau, 5, § 507, texte et note 5, p. 282.

(2) Colmar, 20 décembre 1832, S. 33.2.185.

pour le capital ou le fonds même de la rente (1). Par suite si la rente est rachetée au cours de la communauté, le prix de rachat appartiendra à la communauté sans récompense.

La négative a cependant été soutenue par Toullier (2). D'après cet auteur, la communauté a seulement droit aux arrérages des rentes viagères créées antérieurement au mariage au profit des époux, par ce motif que les rentes viagères sont un bien essentiellement attaché à la personne qui en est bénéficiaire et qu'elles ne peuvent en être détachées sans sa volonté expresse ou sans une disposition spéciale de la loi ; l'opinion de Toullier est restée isolée. La rente viagère étant en général cessible, il n'y a pas en effet de motif pour ne pas la faire entrer dans la communauté comme une créance ordinaire.

D'un autre côté, cette considération que l'entrée d'un bien dans la communauté s'explique par une cession consentie tacitement par les époux conduit à exclure de la communauté le fonds même ou le capital de certaines rentes ou pensions qui, à raison de leur destination, ont été déclarées par la loi incessibles et insaisissables, notamment :

Les pensions de réforme ou de retraite :

Les pensions militaires de la Légion d'Honneur ;

(1) Aubry et Rau, 5, § 507, p. 282 ; — Req., 30 avril 1862, S. 62.1.1036.

(2) T. XII, p. 110.

Les pensions accordées aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851 (loi du 30 juillet 1831) ;

Les rentes constituées en vertu de la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (art. 3) ;

Les pensions et autres allocations accordées en vertu de la loi du 21 avril 1898, ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français, contre les risques et accidents de leur profession ;

Les rentes viagères de la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse (loi du 20 juillet 1886), lesquelles ne sont incessibles et insaisissables que jusqu'à concurrence de 360 francs (art. 8), mais qui cependant sont propres pour la totalité en vertu de l'article 13 § 3 ainsi conçu : « Le versement opéré antérieurement au mariage reste propre à celui qui l'a fait » ;

Et les rentes viagères constituées à titre de pension alimentaire et qui ont été déclarées incessibles et insaisissables par le donateur ou le testateur. En effet, si, en principe, l'inaliénabilité d'un droit est défendu par la loi comme contraire à la libre disposition des droits qui est une règle d'ordre public, la loi fait cependant exception pour certains biens comme les biens dotaux ou ceux qui sont grevés de restitution en vertu des articles 1048 à 1074 du Code civil ; en dehors de ces exceptions spécialement prévues par la loi, la jurisprudence admet aussi la validité de la clause d'inaliénabilité insérée dans les donations ou les testaments soit dans l'intérêt

du donateur, soit dans l'intérêt d'un tiers ou du gratifié lui-même ; lorsqu'elle a été stipulée dans l'intérêt du donateur ou d'un tiers, la clause d'inaliénabilité peut être établie pour toute la durée de la vie du donateur ou du tiers ; au contraire, lorsqu'elle a été stipulée dans l'intérêt du gratifié, elle doit être limitée à une période déterminée. A la vérité, aucun texte de loi n'autorise le testateur ou le donateur à rendre incessibles les sommes léguées ou données (1). En doit-il être de même lorsque l'incessibilité porte non plus sur un droit perpétuel mais sur un droit viager, usufruit ou rente viagère. La jurisprudence a fait ici une distinction ; elle a annulé comme contraire au principe de la libre circulation des biens la clause d'incessibilité, stipulée dans l'intérêt du gratifié, fût-ce même à titre alimentaire, lorsqu'elle porte sur un usufruit ; cette clause ne pourrait être permise que pour une période limitée de la vie du gratifié (2). La Cour d'appel de Paris a validé au contraire la même clause lorsqu'elle porte sur une rente viagère ; cette rente viagère peut être stipulée incessible par le donateur, même pour toute la vie du

(1) En ce sens : Cass., 8 novembre 1897, S. 1900.1.449 ; qui ne fait exception que pour le cas où l'inaliénabilité a été imposée dans l'intérêt légitime du donateur ou d'un tiers et dans les limites de cet intérêt.

(2) En ce sens : Paris, 2^e Chambre, 30 décembre 1901, S. 1904.2.201 ; Cass. civ., 8 novembre 1897, S. 1900.1.499.— En sens contraire, Paris, 5 novembre 1901, S. 1904.2.202.

crédi-rentier sans qu'il y ait violation du principe de la libre circulation des biens (1), soit à raison de la nature du contrat, la police (il s'agissait dans l'espèce jugée par la Cour d'appel de Paris d'une police d'assurance pour une rente viagère différée) constituant une stipulation pour autrui et le qualifié qui a accepté ayant par cela même adhéré à la condition d'incessibilité et renoncé à la faculté d'aliéner, soit à raison du caractère essentiellement temporaire de l'incessibilité stipulée, le bénéfice du contrat consistant pour l'assuré dans une série de créances subordonnées à son existence qui n'entreront définitivement dans son patrimoine que par l'événement de cette condition et dont il pourra alors disposer librement. D'après les motifs de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 5 avril 1905, la clause d'incessibilité doit au contraire être réputée non écrite, lorsqu'elle s'applique soit à la pleine propriété, soit à l'usufruit d'un bien qui est dans le commerce comme un immeuble ou un titre de rente. La rente viagère est en effet essentiellement un droit de créance, pouvant être garantie par une hypothèque, constituée *intuitu personæ* et qui n'est nullement destinée à circuler, à la différence d'un droit de propriété ou d'un titre de rente ; cette différence cependant entre la rente viagère et l'usufruit ne s'explique pas au moins dans tous les cas ;

(1) En ce sens : Paris, 5 avril 1905, D. 1905.2.225. — En sens contraire : jugement du tribunal de la Seine, 14 août 1903, infirmé par l'arrêt ci-dessus.

l'usufruit comme la rente viagère est un droit temporaire et ne voit-on pas tous les jours un testateur faire un legs de rente viagère et stipuler que pour la garantie de ce legs, il sera fait emploi d'un capital suffisant en l'achat d'un titre de rente devant être immatriculé au nom de ses héritiers pour la nue propriété et de son légataire pour l'usufruit (1).

Si la clause d'inaliénabilité n'est pas permise par la loi, il n'en est pas de même de la clause d'insaisissabilité.

La règle générale posée par l'article 2092 du Code civil est que tous les biens du débiteur répondent de ses obligations. Cependant, par dérogation à cette règle générale, la loi a déclaré insaisissables certains biens, notamment les sommes et objets disponibles déclarés insaisissables par le testateur ou donateur.

Les sommes et pensions pour aliment encore que le testament ou l'acte de donation ne les déclare pas insaisissables (art. 581, § 3 et 4, C. proc. civ.).

L'article 582 du même Code ajoute toutefois que ces

(1) La Cour d'appel de Paris, 2^e Chambre, s'est également prononcée pour la validité de la clause d'incessibilité des rentes viagères dans un arrêt du 7 novembre 1906 (*Journal des Assurances*, février 1907). Il est à noter que cet arrêt a accordé à la Compagnie d'assurances débi-rentière le droit de se prévaloir et de faire respecter elle-même la clause d'incessibilité insérée dans la police par cela seul que cette clause est licite et que la Compagnie est d'ailleurs seule juge de l'intérêt matériel et moral qu'elle peut avoir à la faire respecter.

En sens contraire : Cour d'appel de Besançon, 27 décembre 1905, D. 1906.2.218, — arrêt ayant déclaré inexistante et sans effet la clause d'un testament frappant d'incessibilité absolue la rente viagère constituée au profit du légataire.

objets pourront être saisis par des créanciers postérieurs à l'acte de donation ou à l'ouverture du legs et ce en vertu de la permission du juge et pour la portion qu'il déterminera.

Il convient de rapprocher de l'article 581 du Code de procédure civile, l'article 1981 du Code civil d'après lequel la rente viagère peut être déclarée insaisissable, mais seulement lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit.

Mais un droit insaisissable n'est pas par cela même incessible. Quel sera donc le sort des rentes viagères, constituées à titre d'aliment, sans que cependant le donateur ou le testateur les ait déclarées incessibles ?

D'après une première opinion, ces rentes ou pensions doivent entrer en communauté ; puisqu'elles peuvent être cédées expressément par leur titulaire, elles peuvent faire également l'objet d'une cession tacite (1).

D'après une seconde opinion, il faudrait distinguer les pensions alimentaires imposées *jure sanguinis* par les articles 205 et suivants du Code civil de celles qui proviennent d'une pure libéralité. Ces dernières seules entreraient en communauté (2). Il semble en effet contraire à l'esprit de la loi que les premières entrent en communauté.

Je préfère cependant une troisième opinion d'après

(1) En ce sens : Laurent, I, 278 ; Rodier et Pont, *Des contrats de mariage*, I, n° 426.

(2) Demolombe, t. IV, n° 78 ; Guillouard, t. I, n° 390.

laquelle toutes les pensions ou rentes constituées à titre d'aliment n'entrent pas en communauté.

Les partisans de cette troisième opinion disent que le législateur en déclarant ces pensions ou rentes insaisissables a voulu protéger celui qui en bénéficie ; or cette protection serait inefficace, si le bénéficiaire pouvait les aliéner expressément ou tacitement. L'incessibilité de ces droits viagers résulte même de l'esprit de la loi ; comment comprendre autrement les articles 1003 et 1004 du Code de procédure civile ainsi conçu : « Toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition. On ne peut compromettre sur les dons et legs d'aliments. » Enfin, ainsi que le disent MM. Aubry et Rau (1), il serait étrange « que l'époux donataire ou légataire d'une pension alimentaire pût, après le décès de son conjoint, être obligé de partager les arrérages ultérieures de cette pension avec des héritiers peut-être fort éloignés de ce dernier. Un pareil résultat ne serait-il pas évidemment contraire à l'intention de l'auteur de la libéralité et au but dans lequel il l'a faite ».

J'hésite d'autant moins à me ranger à cette troisième opinion qu'il faudrait à mon avis, dans une réforme de notre Code civil, exclure de la communauté même légale le fonds ou le capital de toutes les rentes viagères, qu'elles soient constituées à titre alimentaire ou

(1) T. IV, § 359, texte et note 18, p. 423 et t. V, § 507, texte et note 18, p. 286.

non ; une rente viagère, en effet, se conçoit difficilement, abstraction faite des arrérages dont elle est productive ; pourquoi donc faire entrer dans la communauté des arrérages qui vont échoir postérieurement à sa dissolution. Le motif donné par MM. Aubry et Rau peut s'appliquer à toutes les hypothèses dans lesquelles une rente viagère est constituée.

Il en est de même pour l'usufruit d'un droit mobilier qui devrait rester propre à son titulaire et l'un des époux ne devrait pas être forcé de partager avec les héritiers de son conjoint prédécédé l'usufruit par exemple d'un titre de rente qu'il apporte en se mariant.

Dans notre état économique actuel, la distinction des immeubles qui restent propres et des meubles qui entrent dans la communauté légale ne se comprend plus et est profondément injuste ; l'idéal, si l'on veut conserver la communauté comme régime de droit commun, serait la communauté réduite aux acquêts, qui est le régime de communauté presque toujours adopté par ceux qui font un contrat ; à cela, on objecte la nécessité d'un inventaire des biens mobiliers que les époux possèdent en se mariant ; mais cette objection tombe lorsqu'il s'agit d'un usufruit ou d'une rente viagère ; il sera toujours facile aux époux de prouver que cet usufruit ou cette rente viagère provenaient d'une cause antérieure au mariage.

Il faut ajouter que l'usufruit ou la rente viagère est un

droit attaché à la personne et que comme tel doit être exclu de la communauté,

2° Sous le régime de la communauté réduite aux acquêts.

La règle sous ce régime est que tous les biens mobiliers qui appartiennent aux époux au jour du mariage leur demeurent propres, et que seuls les fruits et revenus de ces biens, échus ou perçus pendant le mariage, appartiennent à la communauté.

Chacun des époux reprendra donc, s'il survit à la dissolution de la communauté, l'usufruit des biens mobiliers de même que la rente viagère dont il aurait été titulaire en se mariant, sans avoir droit à récompense pour les revenus de cet usufruit non plus que pour les arrérages de la rente viagère encaissés par la communauté, lesquels revenus et arrérages sont des fruits civils. On pourrait concevoir le contraire pour les arrérages de la rente viagère qui, dans la réalité des choses, représentent, comme je l'ai dit, une fraction du capital constitutif de la rente, si cette rente a été constituée à titre onéreux ; mais pour que l'époux propriétaire de la rente ait droit à une récompense pour cette fraction du capital encaissé par la communauté, il faudrait le stipuler expressément dans le contrat.

SECTION II. — Des rentes viagères dont les époux sont débiteurs au jour du mariage.

L'un ou l'autre des époux peut en se mariant être

non plus créancier mais débiteur d'une rente viagère. A quel patrimoine incombera définitivement le service des arrérages de cette rente.

1° Sous le régime de la communauté légale.

La communauté, dit l'article 1409 du Code civil, se compose passivement :

1° De toutes les dettes mobilières dont les époux étaient grevés au jour de la célébration du mariage ou se trouvent chargées les successions qui leur échoient durant le mariage, sauf la récompense pour celles relatives aux immeubles propres à l'un ou à l'autre des époux.

2° Des arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives, qui sont personnelles aux deux époux.

On peut rapprocher de cet article l'article 610 du même Code qui met à la charge du légataire de l'usufruit l'intégralité d'une rente viagère ou pension alimentaire léguée par testament sans aucune répétition de sa part.

La règle générale est donc que toutes les dettes mobilières dont les époux sont grevés au jour de la célébration du mariage, tombent dans le passif définitif de la communauté légale sans récompense et par dettes mobilières, il faut entendre toutes les dettes qui ont pour objet le paiement d'une somme d'argent ou toutes autres choses mobilières, quand bien même elles se trouveraient garanties par une hypothèque sur un immeuble propre à l'époux qui en est débiteur.

Le fonds même ou le capital d'une rente viagère dont l'un des époux était débiteur en se mariant, est donc à la charge de la communauté légale sans récompense. Le Code civil fait cependant une exception pour les dettes relatives aux immeubles propres à l'un ou l'autre des époux. Ces dettes comprennent d'après l'opinion commune toutes celles qui ont augmenté ou enrichi le patrimoine propre immobilier de l'époux qui en est débiteur, telles sont, par exemple, les dettes contractées pour l'acquisition, l'amélioration ou l'affranchissement d'immeubles dont cet époux était propriétaire au jour du mariage ou à raison de soulte ou retour de partage et d'échange de pareils immeubles (1). Quelques auteurs se sont demandé dernièrement si contrairement à l'opinion ancienne et presque générale, il ne faudrait pas ranger également parmi ces dettes relatives aux biens propres les dettes hypothécaires qui grevaient les biens propres des époux au jour de la célébration du mariage et si la communauté légale ne doit en être tenue que sauf récompense (2). Je n'examinerai pas cette controverse et m'en tiendrai à l'opinion ancienne qui est celle de la jurisprudence en général d'après laquelle ces dettes doivent être supportées définitivement par la communauté.

Si, exception faite pour ces dettes hypothécaires, les

(1) Aubry et Rau, t. V, p. 321.

(2) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Du contrat de mariage*, t. I, p. 421.

dettes relatives à un propre, ont été payées par la communauté, il lui en sera dû récompense par l'époux qui a profité du paiement. Il en sera ainsi dans le cas où la communauté aurait payé les arrérages d'une rente viagère, moyennant laquelle l'un des époux aurait acheté avant de se marier un immeuble qui lui resterait propre, et ce, par dérogation à la règle générale qui met à la charge de la communauté sans récompense les arrérages des rentes viagères (art. 1409, § 3, C. civ.) (1). Quel sera le montant de la récompense ?

D'après MM. Aubry et Rau, dont l'opinion me semble être la plus juste, la récompense sera égale à la différence entre les arrérages payés et les revenus de l'immeuble encaissés par la communauté ; ce n'est en effet que dans cette mesure que le patrimoine de l'époux propriétaire se sera enrichi puisque la communauté aura seule profité des revenus (2).

Si la rente viagère ne dépasse pas le revenu de l'immeuble, ce qui n'arrivera que très rarement, il n'y aura lieu à aucune récompense.

« Attendu, dit à ce sujet la Cour de cassation (3), que lorsque la rente viagère ne dépasse pas le revenu de l'immeuble acquis à titre de propre par l'un des époux,

(1) Cass., 13 juillet 1863, D. 63.1.393, S. 63.2.457.

(2) Aubry et Rau, t. 5, p. 322 et 323, texte et note 26. — Dans le même sens ; Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, I, p. 375 ; Guillouard, II, p. 135, n° 613 ; Laurent, t. XXI, n° 421 ; Cass. civ., 8 avril 1872, D. 72.1.308.

(3) Cass., 8 décembre 1874, D. 75.1.33.

elle ne représente pour aucune fraction le prix de cet immeuble en capital et qu'elle constitue alors une simple charge des fruits dont la communauté est légalement tenue pour le tout, comme des intérêts des autres dettes personnelles de chaque époux. »

Il faudrait au contraire appliquer le paragraphe 3 de l'article 1409 du Code civil si l'immeuble propre avait été acheté par l'un des époux avant son mariage moyennant une rente perpétuelle ; les arrérages de cette rente seraient à la charge de la communauté sans récompense (1).

Enfin, il faut remarquer que si l'époux propriétaire n'était débiteur de la rente perpétuelle ou viagère dont est grevé son immeuble qu'en qualité de caution réelle ou de tiers détenteur, il n'existe dans ce cas aucune dette mobilière qui puisse entrer en communauté ; en conséquence, le capital ou le fonds de cette rente restera d'une manière absolue, même à l'égard des tiers, exclue du passif de la communauté et si celle-ci en effectue le rachat, il lui en sera dû récompense (2).

2° *Sous la communauté de biens réduite aux acquêts.*

Les époux n'étant pas tenus sous ce régime des dettes et hypothèques antérieures à leur mariage, les rentes viagères dont l'un d'eux pourrait, en se mariant, être débiteur, ne tomberont pas dans le passif définitif de la

(1) Cass., 5 août 1878, S. 79.1.301, D. 79.1.71.

(2) Aubry et Rau, V, p. 382, § 514

communauté, au moins en ce qui concerne le fonds ou capital de la rente ? Mais la communauté aura-t-elle droit à récompense pour les arrérages qu'elle aura payés ? Il faut distinguer.

En principe, la communauté est tenue des intérêts et arrérages des dettes propres aux époux, c'est une charge des fruits qui, à l'inverse, entrent en communauté. L'article 1512 du Code civil, ainsi conçu, le dit expressément : « La clause de séparation de dettes n'empêche point que la communauté ne soit chargée des intérêts et arrérages qui ont couru depuis le mariage (1). » Si donc l'époux est débiteur en se mariant d'une rente constituée à titre gratuit soit par lui, soit par une personne dont il est l'ayant cause, les arrérages de cette rente viagère échus pendant le mariage seront à la charge de la communauté sans récompense.

On pourrait cependant concevoir le contraire. La valeur de la rente à la dissolution de la communauté sera en effet inférieure à celle qu'elle avait au jour du mariage et si cette rente avait été stipulée rachetable et que l'époux débiteur veuille user de cette faculté, la communauté étant dissoute, il aurait évidemment à payer une somme inférieure à celle qu'il aurait dû déboursier avant le mariage ; son patrimoine personnel s'est donc enrichi au détriment de la communauté ; mais pour l'obliger ainsi à une récompense égale à la

(1) En ce sens : Amiens, 10 avril 1877, S. 77.2.239.

fraction du capital amorti, il faudrait le stipuler expressément dans le contrat, sinon l'article 1512 devrait recevoir son application.

Au contraire si la rente viagère dont l'époux est débiteur en se mariant, représente le prix d'un immeuble qui appartenait en propre au futur époux, il faudra obliger cet époux à une indemnité comme sous le régime de la communauté légale. L'époux devra récompense à la communauté de la différence entre les arrérages payés et les revenus de l'immeuble touchés par la communauté ; c'est en effet une dette relative à un immeuble propre et les époux ne doivent pas s'enrichir au détriment de la communauté, que celle-ci soit réduite aux acquêts ou qu'elle soit légale.

3° *Usufruit.*

L'usufruit étant un droit réel, il n'y a entre le propriétaire et l'usufruitier aucun rapport d'obligation : tout propriétaire « subit seulement une charge réelle sur son bien (1) ».

On peut concevoir cependant que l'un des époux seul en se mariant, débiteur d'un usufruit, si cet usufruit porte sur un immeuble indéterminé, comme par exemple dix ares à prendre dans un terrain de plus grande superficie ou sur des choses déterminées *in specie* comme de l'argent ou des denrées qui se consomment

(1) V. Planiol, t. I, p. 563.

par le première usage. Sous le régime de la communauté légale, cette obligation de délivrance restera propre à l'époux qui en est débiteur ou sera définitivement à la charge de la communauté suivant que l'usufruit portera sur un immeuble ou sur des meubles ; sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, elle restera dans les deux cas une charge propre à cet époux.

SECTION III. — Des récompenses qui peuvent être dues par la communauté à l'un ou à l'autre des époux en raison de la transformation au cours de la communauté d'un droit perpétuel propre en un droit viager ou inversement d'un droit viager propre en un capital encaissé par la communauté.

Au cours de l'association conjugale, le patrimoine personnel de l'un ou de l'autre des époux peut subir des transformations qui vont enrichir ou appauvrir le patrimoine commun et donner lieu en conséquence à des récompenses d'après les principes généraux que j'ai étudiés dans mon chapitre deuxième.

J'examinerai d'abord sous la présente section les cas principaux où des récompenses peuvent être dues par la communauté à l'un ou à l'autre des époux, toujours en raison d'un usufruit ou d'une rente viagère.

1^{er} CAS. — *Vente au cours de la communauté d'un bien propre moyennant une rente viagère ou plus généralement moyennant un droit temporaire.*

Je suppose qu'au cours de la communauté un bien

appartenant en propre à l'un ou à l'autre des époux soit aliéné moyennant une rente viagère ou, pour poser la question en termes plus généraux, qu'un droit propre perpétuel soit transformé en un droit viager.

Cet époux, s'il survit à la dissolution de la communauté, exercera la reprise en nature de ce droit viager qui lui appartient en propre par subrogation réelle, comme représentant le prix d'un immeuble propre.

Aucun doute ne peut s'élever à ce sujet.

Mais qu'il survive à la dissolution de la communauté ou qu'il décède auparavant, sera-t-il dû récompense, à lui ou à ses héritiers, pour les arrérages encaissés par la communauté.

Cette question a donné lieu à deux systèmes principaux.

Le premier système refuse tout droit à récompense. Les partisans de ce système en donnent comme raison que la communauté est *usufruitière* de tous les biens propres aux époux, quelle que soit leur nature et quelles que soient les transformations successives que peuvent subir au cours de la communauté le patrimoine propre des époux ; or les arrérages d'une rente viagère sont des fruits civils, ils appartiennent à l'usufruitier tant que dure son usufruit et sans qu'il soit tenu à aucune restitution (art. 588, C. civ.).

Cette opinion a été principalement défendue par Marcadé.

« La communauté, dit cet auteur, est usufruitière de

tous les biens de l'époux ; la nature de ces biens est indifférente et alors même que la plus grande partie ou la totalité du patrimoine de l'époux se composerait de droits purement viagers et devant s'éteindre par la mort de cet époux, les héritiers de celui-ci n'en seraient pas moins non recevables, après une dissolution arrivée par sa mort, à rien réclamer de la communauté qui a tout absorbé...

« En un mot, le droit de la communauté est ni plus ni moins de jouir du patrimoine de l'époux et il subit par conséquent toutes les variations que ce patrimoine subit, augmentant d'étendue quand celui-ci augmente, diminuant quand il diminue ; donc, tant que la communauté n'a eu que la jouissance de ce patrimoine, tant qu'elle n'a recueilli que les fruits, elle ne peut devoir aucune indemnité et réciproquement, tant qu'elle a eu cette jouissance entière, que tous les fruits du patrimoine ont été pris par elle, aucune indemnité ne peut lui être due (1). »

Les partisans de cette opinion ajoutent qu'elle n'est pas injuste, puisque l'époux propriétaire du bien propre a consenti à l'aliénation.

Un deuxième système, qui a pour lui la majorité des auteurs et la jurisprudence, accorde à l'époux titulaire du propre un droit à récompense.

Ce système se fonde sur cette idée qui revient sans

(1) Marcadé sous l'article 1436, n° 2. — Dans le même sens, Besançon, 23 mars 1868, S. 69.2.173, D. 69.2.17.

cesse au cours de mon étude, que les arrérages d'une rente viagère acquise à titre onéreux constituent un mélange de capital et de revenu ; ils représentent pour partie la valeur du fonds et pour partie les fruits de ce fonds.

C'était dans l'ancien droit l'avis de Pothier.

« Lorsque l'un des conjoints, dit-il, durant la communauté, a aliéné son héritage propre pour une rente viagère, la reprise due à ce conjoint consiste dans la somme dont les arrérages de la rente viagère courus depuis l'aliénation de l'héritage jusqu'à la dissolution de la communauté excèdent les revenus dudit héritage (1). »

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour de cassation du 8 avril 1872, que lorsque l'immeuble a été, comme dans l'espèce, aliéné moyennant une rente viagère, cette rente constitue le prix, et ses arrérages, dont la durée est aléatoire, représentent pour partie les fruits de la chose et pour partie la valeur du fonds, que si la communauté qui les a perçus les retenait en totalité sans récompense, elle retirerait de ce mode d'aliénation à fonds perdu un avantage particulier en dehors des dispositions de la loi et des prévisions du contrat de mariage,

(1) Pothier, *De la communauté*, n° 594. — Dans le sens du droit à récompense : Aubry et Rau, t. V, § 514 p. 352 et 353, texte et note 4 ; Laurent, t. XXII, n° 466 ; Guillaud, t. II, 893 ; Colmet de Santerre, t. VI, 78 bis, 11 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, t. I, p. 685 ; Cass., 1^{er} avril 1868, D. 68.4.344, S.68.1.253 ; Cass., 8 avril 1872, D. 72.4.103 ; Orléans, 27 décembre 1883, Dall., *Rép., Supp.*, n° 564.

que si les arrérages des rentes même viagères sont expressément rangés parmi les fruits civils, et si la communauté, en sa qualité d'usufruitière, a le droit de les percevoir sans être tenue à aucune restitution, l'article 1401 restreint son usufruit aux arrérages provenant des biens qui appartiennent aux époux lors de la célébration du mariage ou qui leur sont échus pendant le mariage à quelque titre que ce soit, que ces dispositions sont aussi inapplicables au cas où, comme dans l'espèce, la rente viagère dont la communauté a perçu les arrérages a été constituée pendant le mariage avec le prix d'un immeuble propre à l'un des époux. »

Ce dernier système cependant a été critiqué, notamment par M. Garnier (1), qui fait remarquer « que c'est l'enrichissement en fait de la communauté qui motive la récompense » et il donne comme exemple le cas où une terre labourable propre à l'un des époux et rapportant 1.000 francs par an serait échangée contre une maison d'égale valeur, mais rapportant annuellement 2.000 francs. La communauté aurait retiré de cette opération un enrichissement au détriment du capital de l'époux converti d'une valeur stable en une valeur qui doit nécessairement être dépréciée et finir par disparaître : « Toute augmentation de revenu, dit cet auteur, s'offre au détriment du capital et est une emprise sur ce capital. » Et pourtant personne en pareil cas n'accorde à l'époux un droit à récompense.

(1) *Répertoire de l'enregistrement*, t. II, p. 610.

Le même argument en faveur du premier système est donné par M. Planiol (1).

Je me rallierai cependant aux partisans du second système, qui me paraît plus équitable et plus conforme à la nature de la rente viagère.

En outre, comme le disent MM. Aubry et Rau, « le système contraire offrirait aux époux un moyen de se faire pendant le mariage des libéralités irrévocables contrairement aux dispositions de l'article 1096 et présenterait ainsi, surtout pour la femme, les plus graves dangers ».

L'article 1433 du Code civil pose le droit à récompense pour toute aliénation d'un propre sans distinguer si cette aliénation a été faite moyennant un capital touché par la communauté ou moyennant une rente viagère.

Il faut ajouter que les règles habituelles en matière d'usufruit ne s'appliquent à la communauté que sous les modifications qui résultent des principes spéciaux de ce régime. Or un des premiers principes ayant trait au fonctionnement de la communauté est que celle-ci ne doit pas s'enrichir au détriment des biens propres (2).

L'article 588 invoqué par les partisans du premier système a pour objet de régler les rapports qui existent entre deux personnes ayant un droit réel et unique-

(1) *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, p. 387.

(2) En ce sens : Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, t. I, p. 686.

ment un droit réel sur une chose. On comprend que la communauté profite des arrérages d'une rente viagère dont l'un des époux était titulaire au jour du mariage. Mais dans l'hypothèse que j'envisage actuellement, ce n'est plus l'article 588 qui doit recevoir son application, mais l'article 1437 fondé sur cette idée que la communauté engendre entre les époux des rapports contractuels d'associé à associé. L'un ne doit pas s'enrichir au détriment de l'autre. C'est par la même raison qu'il est dû récompense à la communauté des coupes de bois qui n'auraient pas été faites au cours de sa durée alors que l'article 590 du Code civil décide le contraire lorsqu'il s'agit d'un usufruit ordinaire.

Si la pleine propriété d'un immeuble appartenant en propre à l'un des époux avait été échangée contre l'usufruit d'un autre immeuble dont les revenus sont supérieurs à ceux de l'immeuble aliéné, il faudrait appliquer les mêmes principes qu'en matière d'aliénation d'un droit perpétuel moyennant une rente viagère et accorder d'après le système de la jurisprudence une récompense à l'époux propriétaire.

Quel sera le montant de cette récompense dans l'un ou l'autre cas ?

Pothier décidait que le montant de la récompense devait être égal « à la somme dont les arrérages de la rente viagère courus depuis l'aliénation de l'héritage jusqu'à la dissolution de la communauté excèdent les revenus dudit héritage, lesquels seraient tombés dans la

communauté si l'héritage n'eut pas été aliéné (Pothier, *De la communauté*, n° 594).

C'est également ce que décide la jurisprudence (1).

En conséquence si l'immeuble aliéné ne produisait aucun revenu, la récompense serait égale au montant de toutes les annuités encaissées par la communauté (2).

M. Colmet de Santerre a proposé un autre mode d'évaluation de la récompense (3).

Il commence d'abord par distinguer suivant que le droit viager s'éteint par l'événement qui dissout la communauté ou suivant qu'il subsiste encore à cet événement.

Dans la première hypothèse, « l'époux, dit-il, a perdu toute la valeur qu'avait son propre aliéné puisqu'au lieu d'avoir encore ce propre au moment de la dissolution de la communauté, il n'a rien à transmettre à ses héritiers. La communauté a gagné annuellement la différence entre les revenus de l'ancien immeuble et ceux de l'usufruit ou de la rente viagère, en tout la somme de ces différences annuelles d'après le nombre d'années qu'a duré la communauté depuis l'échange. D'après les principes généraux la récompense doit être la moindre de ces deux sommes, puisque l'époux ne peut recevoir

(1) Cass., 1^{er} avril 1868, D. 68.1.311 ; Cass., 8 avril 1872, D. 72.1.408 ; Aubry et Rau, t. V, p. 356, texte et note 41, ; Guillouard, t. II, n°s 892 et 893.

(2) En ce sens : Guillouard, II, 914.

(3) Demante et Colmet de Santerre, t. VI, n° 78 bis, 12.

plus qu'il n'a perdu, ni la communauté devoir plus qu'elle n'a gagné ».

Ainsi, pour prendre un exemple, la communauté a duré trente ans, depuis l'aliénation du bien propre qui donnait un revenu annuel de 1.000 francs ; la rente viagère était de 1.400 francs ; d'où un excédent de revenu annuel de 400 francs, soit pour toutes les années cumulées de 12.000 francs. Si l'immeuble ne valait que 10.000 francs l'époux ou ses héritiers ne seront créanciers que de la moindre de ces deux sommes, soit de 10.000 francs égale à l'appauvrissement qu'a subi le patrimoine propre de l'époux. Si, au contraire l'immeuble valait 15.000 francs, cet époux ne sera créancier que des 12.000 francs dont la communauté s'est enrichi.

« Dans la deuxième hypothèse, dit encore M. Colmet de Santerre, l'époux qui a fait l'échange n'a pas tout perdu ; il avait un propre et il en a encore un à la dissolution de la communauté. Il n'a perdu que la différence entre la valeur de l'immeuble aliéné et celle du droit viager qui a été subrogé à cet immeuble. Cette dernière valeur sera déterminée par une estimation qui tiendra compte des chances de mortalité qui menacent celui sur la tête de qui est constitué ce droit.

« La communauté, dans ce cas comme dans le précédent, a gagné la différence des revenus ; la communauté doit donc une récompense déterminée par le moindre des deux chiffres qui représentent l'un la perte

éprouvée par l'époux, l'autre le gain fait par la communauté. »

Ainsi peut prendre le même exemple que précédemment, si à la dissolution de la communauté la valeur de rachat de la vente viagère est de 4.000 fr. ; comme l'immeuble valait 12.000 fr., l'époux titulaire de la rente viagère qui lui appartient en propre sera créancier de la différence soit 8.000 fr. ; cette somme est en effet égale à celle dont son patrimoine propre s'est appauvri.

Ce système, bien qu'ingénieux, n'a pas été appliqué par la jurisprudence.

Il méconnaît l'article 1436 du Code civil qui s'exprime ainsi, paragraphe *in fine* : « Dans tous les cas la récompense n'a lieu que sur le pied de la vente, quelque allégation qui soit faite touchant la valeur de l'immeuble aliéné. »

Dans l'espèce, l'opération a été aléatoire, les bonnes comme les mauvaises chances doivent être pour le compte ou à la charge de l'époux titulaire du propre aliéné.

Ainsi dans l'exemple précédent, si la communauté n'avait duré que 8 ans, la communauté ne se serait enrichie que de 3.200 francs et l'époux dans tous les cas ne pourrait pas être créancier d'une somme supérieure, bien qu'elle soit loin de représenter la valeur de son immeuble. L'opération pour lui a donc été mauvaise ;

il est juste qu'en compensation les bénéfices, quand il y en a, soient pour lui (1).

2^e CAS. — *Vente au cours de la communauté d'un droit viager (usufruit ou rente viagère) propre à l'un des époux moyennant un capital encaissé par la communauté ou rachat d'une rente viagère propre à l'un des époux.*

C'est l'opération inverse de celle que je viens d'examiner.

Pour savoir si l'époux, titulaire de l'usufruit ou de la rente viagère, aura droit à une récompense, il faut distinguer suivant que cet époux survit ou non à la dissolution de la communauté.

Dans le premier cas, le droit pour cet époux à une indemnité n'est pas contestable, car si l'opération n'avait pas eu lieu, il aurait exercé la reprise en nature de l'usufruit ou de la rente viagère aliéné ou rachetée; seulement la détermination du montant de cette indemnité a donné lieu à des controverses que j'examinerai plus loin.

Au contraire le droit même à une récompense est plus discutable dans le second cas.

Dans un premier système, aucune récompense ne serait due.

C'était primitivement l'opinion de Pothier qui ensuite a changé d'avis.

(1) En ce sens : Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, t. I, p. 699.

« Lorsque l'un des conjoints, dit-il, a vendu durant la communauté un droit d'usufruit ou de rente viagère qui lui était propre, si c'est par son prédécès que la communauté a été dissoute, ses héritiers ne peuvent prétendre à aucun emploi du prix ; car comme en ce cas ce droit s'il n'eût pas été vendu se serait entièrement confondu dans la communauté sans qu'il en restât rien au conjoint lors de la dissolution de la communauté, c'est la communauté qui doit seule profiter du prix pour lequel il a été vendu (1).

Ce système, qui est celui de la majorité des auteurs et de la jurisprudence, me paraît le plus juste.

La communauté, en effet, s'est bien enrichie en supposant que le prix de la vente soit supérieur au montant des fruits ou des arrérages qu'elle aurait encaissés, si l'aliénation n'avait pas eu lieu, mais d'autre part le patrimoine de l'époux ne s'est pas appauvri, il y a donc une des deux conditions nécessaires pour motiver le droit à récompense qui fait défaut (2).

Pothier a enseigné ensuite le contraire dans un autre passage de ses œuvres (3), et ce deuxième système est encore admis par quelques auteurs.

(1) Pothier, *Introduction à la Coutume d'Orléans*, tit. 10, chap. v, n° 106.

(2) En ce sens : Aubry et Rau, t. V, § 511, p. 353-354, texte et note 5 ; Colmet de Santerre, VI, n° 78 bis ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, t. I, p. 704, n° 828 ; Cass., 10 avril 1855, D. 55.1.177.

(3) *De la communauté*, n° 592

Ceux-ci, à l'argument donné par les partisans du premier système, que le patrimoine de l'époux n'a subi aucun appauvrissement, répondent qu'il n'en est pas moins vrai que la communauté a encaissé le prix d'un droit propre et qu'elle ne peut pas plus garder ce capital que s'il en avait été fait emploi en un immeuble d'égale valeur (1).

Mais, comme le font observer MM. Aubry et Rau, « cette opinion repose sur une fausse assimilation entre la propriété d'un immeuble et la cession du droit d'usufruit. L'usufruit qui ne consiste que dans la jouissance temporaire d'une chose appartenant à autrui s'éteint et se consume successivement par le fait même de son exercice. Or comme la communauté se trouve complètement substituée au droit de jouissance de l'époux titulaire d'un simple usufruit, il est évident que la cession qui en est consentie n'aura réellement porté que sur la jouissance de la communauté si celle-ci vient à se dissoudre par le décès de l'époux titulaire du droit d'usufruit (2). Ces réflexions s'appliqueraient également à la cession d'une rente viagère ».

Quel sera le montant de la récompense, si le conjoint titulaire du droit viager survit à la dissolution de la communauté ou bien si on lui accorde une indemnité

(1) En ce sens : Marcadé, sur l'article 1436 ; Rodière et Pont, t. II, n° 945 ; Planiol, 2^e édit., t. III, p. 388.

(2) Aubry et Rau, t. V, p. 353.

même dans le cas où la communauté viendrait à se dissoudre par son prédécès ?

Trois modes de calcul de cette récompense ont été proposés.

Dans un premier système, la récompense est toujours égale au montant du prix de la vente sans qu'il y ait lieu à faire aucune déduction pour la différence de revenus dont la communauté a été privée par suite de cette transformation d'un droit viager en un droit perpétuel.

Ce système est celui de Marcadé, fidèle à son principe, d'après lequel la communauté est usufruitière de tous les revenus du patrimoine personnel à chacun des époux, quelles que soient les transformations successives que peut subir ce patrimoine (1). Cette opinion me paraît contraire au principe fondamental en matière de récompense, d'après lequel la communauté ne doit récompense que de la somme dont elle s'est enrichie au détriment des propres de l'un des époux, or dans l'espèce cette somme est évidemment inférieure au capital encaissé par la communauté.

Dans ce deuxième système la récompense serait égale au capital encaissé par la communauté (prix de vente ou valeur de rachat), déduction faite de la différence entre les intérêts de ce capital et les arrérages ou reve-

(1) Marcadé, sous l'article 1436. — Dans le même sens : Rodière et Pont, II, n° 945 ; Planiol, *op. cit.*, t. III, p. 397.

nus du droit viager que la communauté aurait touchés si l'aliénation n'avait pas eu lieu.

Telle était l'opinion de Pothier au numéro 392 de son *Traité de la communauté*.

Ainsi je suppose que le droit viager aliéné ou racheté produisait un revenu de 4.000 francs par an et que le capital encaissé par la communauté ait été de 10.000 francs, donnant au taux de 4 0/0 un revenu annuel de 400 francs. La perte de jouissance pour la communauté est de 600 francs par an, soit, s'il s'est écoulé 5 ans depuis l'opération jusqu'au jour de la dissolution de la communauté, de 3.000 francs au total ; la récompense due par la communauté sera de 7.000 francs (1).

Sans doute il peut arriver dans ce système que la récompense soit égale à 0 ; mais c'est une opération aléatoire qu'a faite l'époux titulaire du droit viager ; c'est à lui à en supporter les risques. On ne peut pas dire que la communauté s'enrichit à ses dépens ; la communauté, d'autre part, ne sera jamais créancière de cet époux, celui-ci ne pouvant être débiteur d'une récompense, alors que son patrimoine ne s'est pas appauvri, mais au contraire s'est trouvé diminué.

On a reproché à ce deuxième système de ne pas tenir compte de la perte éprouvée par l'époux titulaire du droit viager. Ce que ce dernier perd, c'est la valeur du

(1) En ce sens : Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, Aubry et Rau, t. V, § 511, p. 356, texte et note 12 ; Guillouard, II, 917 ; Laurent, XXII, n° 470.

droit viager au jour de la dissolution de la communauté.

D'où un troisième système d'après lequel la perte de l'époux et le gain fait par la communauté étant déterminés, la récompense serait égale à la moindre de ces deux sommes parce que « le créancier de récompense n'a droit qu'autant qu'il s'est appauvri et le débiteur n'est tenu que dans les limites de ce dont il s'est enrichi » (1).

Ainsi dans l'hypothèse précédente, la valeur du droit viager au jour de la dissolution de la communauté étant par exemple de 5.000 francs, la récompense due par la communauté serait seulement de cette dernière somme ; ce système fait donc bénéficier la communauté des résultats heureux de l'opération, sans qu'elle ait à courir aucun risque, puisque la récompense due par elle est toujours au maximum de la valeur du droit viager aliéné au jour de la dissolution de la communauté et peut ensuite varier jusqu'à zéro.

On pourrait également décider que la récompense due par la communauté sera dans tous les cas égale à la valeur du droit aliéné au jour de la dissolution de la communauté ; en pareil cas l'époux titulaire de ce droit viager, certain d'en recouvrer la valeur intégrale, ne courrait plus aucun risque.

De tous ces systèmes, je préfère le deuxième ; la com-

(1) En ce sens : Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. VI, p. 189.

munauté ne doit récompense que de la somme dont elle s'est réellement enrichie ; les bons comme les mauvais résultats de l'opération sont pour l'époux vendeur.

Observations communes aux deux cas ci-dessus étudiés.

1^o J'ai supposé, comme il arrive le plus fréquemment, que l'usufruit ou la rente viagère reposaient sur la tête de l'époux qui en est titulaire, mais les principes et les conclusions à en tirer seraient les mêmes, si ce droit viager reposait sur la tête d'un tiers.

2^o J'ajoute que tout ce que je viens d'étudier reçoit son application, qu'il s'agisse de la communauté légale ou d'une communauté de biens réduite aux acquêts.

APPENDICE DE LA SECTION III. — *Vente de la nue propriété d'un bien propre à l'un des époux moyennant un capital encaissé par la communauté.*

Si l'un des époux avait vendu seulement la nue propriété d'un bien à lui propre en réservant à son profit et par suite au profit de la communauté l'usufruit de ce bien, il paraît juste de décider que la communauté qui a continué à jouir de tous les revenus de l'immeuble devrait récompense à cet époux en plus du prix par elle encaissé des intérêts de ce prix (1).

(1) En ce sens : Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville*, t. I, p. 701. — En sens contraire : Garnier, *Répertoire de l'Enregistrement*, t. II, p. 613 ; Rodière et Pont, t. II, n^o 944.

Mais que faudrait-il décider en cas d'aliénation d'un bien qui appartenait seulement en nue propriété à l'un des époux ?

Il faut distinguer deux cas :

1° L'usufruitier a survécu à la dissolution de la communauté.

Dans ce cas, il paraît juste de décider que la communauté qui n'aurait jamais profité du revenu de l'immeuble, doit récompense en plus du prix des intérêts de ce prix.

Je signale cependant l'opinion en sens contraire de M. Guillouard (1).

« Ce sont en effet, dit M. Guillouard, des intérêts d'un capital appartenant à l'un des époux et cela suffit pour qu'ils entrent en communauté, quelle que soit l'origine du capital. »

2° L'usufruit s'est éteint avant la dissolution de la communauté.

Si le bien n'avait pas été aliéné, la communauté aurait donc joui des revenus qu'il produisait à compter du jour du décès de l'usufruitier ; il est donc équitable qu'en compensation de la perte de ces revenus, elle puisse toucher à compter du même jour les intérêts du prix encaissé par elle ; elle ne devra donc récompense que de ce prix et des intérêts échus antérieurement au décès de l'usufruitier.

(1) T. II, n° 898 et t. I, n° 417. — Dans le sens de cette dernière opinion, 27 décembre 1855, D. 57.2.34.

Cependant d'après l'opinion presque générale les intérêts du prix antérieurs comme postérieurs à la mort de l'usufruitier appartiennent à la communauté.

« L'époux, dit M. Guillouard (1), a fait une opération aléatoire pour la communauté comme elle l'était pour lui-même. Par la vente de la nue propriété, la communauté perçoit immédiatement des intérêts, mais ce sont les intérêts d'un capital réduit fixé à forfait. Comment donc ce forfait qui peut être avantageux ou désavantageux pour la communauté comme pour l'époux pourrait-il donner lieu à récompense. »

Je signale en terminant l'opinion de MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville (2), d'après laquelle la communauté devrait récompense des intérêts du prix antérieurs à l'extinction de l'usufruit; de son côté, l'époux devrait récompense à la communauté si celle-ci ne trouvait pas dans les intérêts de ce prix postérieurs à l'extinction de l'usufruit l'équivalent des fruits de l'immeuble qui lui auraient été assurés si l'aliénation n'avait pas eu lieu.

Cette dernière opinion me paraît la plus logique et la plus conforme aux principes généraux en matière de récompense.

(1) T. II, n° 898.

(2) T. I, p. 703.

SECTION IV. — Des récompenses qui peuvent être dues à la communauté par l'un ou l'autre des époux par suite de la création à son profit d'un usufruit ou d'une rente viagère

1^{er} CAS. — *Vente d'un bien de communauté par le mari moyennant une rente viagère sur sa tête ou avec réserve d'usufruit à son profit exclusif.*

Le mari, muni des pouvoirs d'administration et de disposition que la loi lui confère sur les biens communs avec une telle largesse qu'on a pu dire qu'il était seigneur et maître de la communauté, peut aliéner à titre onéreux les biens qui en dépendent non seulement moyennant un capital, mais aussi moyennant une rente viagère constituée sur sa tête ou avec réserve d'usufruit à son profit exclusif (1) pourvu que cette aliénation soit faite sans fraude des droits de la femme.

En effet, la seule restriction apportée aux pouvoirs du mari en matière d'aliénation des biens communs est celle fixée par l'article 1422 du Code civil qui, entre autres dispositions, interdit au mari cette réserve d'usufruit pour le cas seulement où il disposerait des effets mobiliers de la communauté à titre gratuit et particulier.

Mais l'usufruit ou la rente viagère ainsi réservé ou

(1) Ainsi jugé en matière d'usufruit : Orléans, 14 mai 1864, D. 64.2. 173, en matière de rente viagère : Bordeaux, 7 février 1878, D. 79.2. 124.

créé au profit du mari n'appartiendrait pas par cela même à ce dernier, mais constituerait au contraire une valeur de communauté.

Cette conclusion est une conséquence de ce principe fondamental en matière de communauté, d'après lequel les époux ne peuvent au cours de la communauté se constituer des biens qui leur appartiennent en propre autrement que par voie d'échange ou en observant les formalités de remploi prescrites par les articles 1434 et 1435 du Code civil.

En conséquence si le mari survit à la dissolution de la communauté, cet usufruit ou cette rente viagère devront être partagés entre lui et les héritiers de sa femme prédécédée.

Ce droit viager pourrait même appartenir en entier aux héritiers du prémourant bien que reposant sur la tête du conjoint survivant, si tel était l'effet du partage (1).

2^e CAS. — *Vente d'un bien de communauté par le mari seul ou par les deux époux conjointement avec réserve d'usufruit, au profit de la femme ou moyennant une rente viagère sur la tête et au profit de cette dernière.*

Les mêmes raisons me conduisent à décider qu'en pareil cas l'usufruit réservé ou la rente viagère ainsi constituée font partie de l'actif de la communauté et doi-

(1) Paris, 19 février 1864, S. 65.2.4, et la note de M. Labbé, D. 65.2.74.

vent être partagés entre les deux époux si la communauté se dissout par un divorce, une séparation de corps ou de biens ou bien entre la femme et les héritiers du mari si la communauté se dissout par suite de décès de ce dernier (1).

On peut cependant se demander si ce droit viager ainsi créé au profit de la femme ne pourrait pas lui appartenir exclusivement après le décès du mari par l'effet d'une donation présumée de ce dernier.

C'est la même question qui se pose lorsqu'il s'agit d'une assurance sur la vie contractée par le mari au profit de sa femme ; la jurisprudence s'est souvent basée sur cette idée d'une donation présumée par le mari à la femme pour attribuer à cette dernière le capital assuré.

3^e CAS. — *Vente par le mari et la femme conjointement d'un bien de communauté moyennant une rente viagère à leur profit, sur leur tête et celle du survivant d'eux, sans réduction et avec clause de réversibilité au profit du survivant.*

Ainsi que je l'ai dit dans mon chapitre troisième, une rente viagère peut être constituée sur la tête de plusieurs personnes (art. 1972 C. civ.).

Elle peut être réversible en totalité sur la tête du ou des survivants, tant qu'une seule de ces personnes est encore en vie, ou bien au contraire être réduite à cha-

(1) En ce sens : Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Du contrat de mariage*, § 279.

que décès pour une fraction que généralement la convention détermine.

« On entend, dit M. Garnier (1), par réversion d'un droit en général la transmission de ce droit qui s'opère au décès d'une personne au profit d'une autre personne, en vertu d'une clause spéciale, dit clause de réversion, **contenue** dans l'acte d'acquisition de ce droit.

« La personne désignée pour recueillir éventuellement le droit dans le cas de sa survie à celle qui en est actuellement investie peut avoir été partie ou non dans le contrat d'acquisition. De même le droit dont on a stipulé la réversion peut être indifféremment un droit de propriété, un usufruit ou une rente viagère. »

Mais la réversibilité, à défaut d'une stipulation expresse dans le contrat d'acquisition peut encore résulter de l'intention des parties qui sera presque toujours présumée lorsque la rente viagère aura été constituée sur la tête des deux époux (2).

J'examinerai d'abord le cas où un immeuble de communauté aurait été vendu par les deux époux conjointement, moyennant une rente viagère à leur profit sur leur tête et celle du survivant d'eux sans réduction au décès du prémourant et avec clause de réversibilité au profit du survivant.

Deux opinions ont été émises au sujet de la validité d'une telle clause.

(1) Garnier, *Répertoire de l'Enregistrement*, t. III, p. 378.

(2) En ce sens : Pont, *Petits Contrats*, t. I, n° 692.

La première opinion, qui est celle de MM. Aubry et Rau dans la quatrième édition de leur célèbre commentaire, et de M. Laurent décide que la clause de réversibilité ne peut produire aucun effet et que la rente viagère doit appartenir à la communauté, les arrérages après le décès du premier mourant des époux doivent donc être partagés entre le survivant et les héritiers du prédécédé (1).

« D'après une opinion autre que celle de M. Troplong, que j'examinerai plus loin), disent MM. Aubry et Rau, que nous avons adoptée dans notre précédente édition,

(1) Aubry et Rau, t. V, § 507, texte et note 9, p. 283 ; Laurent t. XXI, n° 219 ; Mourlon, note, dans D. 65.2.74, sous arrêt de la Cour d'appel de Paris du 19 février 1864 ; Beaugé, 21 décembre 1872, S. 73.2.90 ; Paris, 31 octobre 1890, D. 94.1.337 et la note de M. Planiol.

Dans l'espèce jugée par ce dernier arrêt le mari était légataire de l'usufruit de tous les biens meubles laissés par sa femme. La Cour a jugé que le mari avait droit aux arrérages de la rente viagère réversible pour une moitié non pas à titre de propre, mais comme légataire et elle a écarté l'obligation pour le mari d'une récompense à la communauté.

Cet arrêt a été confirmé par la Cour de cassation, Chambre civile, le 24 janvier 1894, par ce motif que la testatrice avait entendu exonérer son mari de toute récompense et que cette déclaration était le résultat d'une appréciation souveraine qui rentrait dans les pouvoirs du juge du fonds. Mais, ainsi que le dit M. Planiol, en note sous l'arrêt précité, « la Chambre civile de la Cour de cassation prête à l'arrêt de la Cour d'appel un raisonnement qui n'est pas le sien. La Cour de Paris n'a pas constaté chez l'époux prédécédé l'intention de dispenser son conjoint de la récompense à laquelle il aurait été tenu d'après la jurisprudence habituelle de la Cour de cassation ; elle a au contraire nié la possibilité d'une récompense en déclarant nulle la clause de réversion qui seule aurait pu y donner lieu. Ainsi l'arrêt d'appel s'est trouvé confirmé par des magistrats qui pensaient tout autrement que les premiers sur la question de principe et l'accord entre les deux décisions n'existe qu'en apparence ».

la rente appartiendrait bien au survivant, mais à charge de récompense à la communauté. Un nouvel examen de la question nous porte à décider que, malgré le stipulation de réversibilité, la rente constitue un conquêt de communauté dont l'émolument sera le cas échéant, partageable entre le survivant et les héritiers du prémourant. Il ne saurait, en effet, dépendre des époux, en dehors des conditions prescrites pour le remploi, de créer des propres au profit de l'un d'eux, et il n'y a aucune raison de distinguer à cet égard entre l'acquisition d'une rente viagère et celle d'un immeuble. Toute convention expresse ou tacite qui aboutirait à un pareil résultat serait nulle, soit comme tendant à modifier les effets légaux du régime de communauté, soit comme constituant une donation mutuelle faite entre conjoints par le même acte (art. 1097). (Voyez en ce sens : Pothier, *Constitution de rente*, n° 242). »

M. Laurent, dans ses *Principes de Droit civil français*, t. 21, n° 219, exprime la même opinion :

« Nous croyons, dit-il, que MM. Aubry et Rau ont eu raison d'abandonner l'opinion qu'ils avaient enseignée dans leur première édition. Il est vrai que les époux doivent récompense à la communauté du profit personnel qu'ils en retirent. Mais cela suppose que ce profit est légitime. Or c'est précisément là la difficulté. Est-il permis de stipuler qu'un bien de communauté sera propre à l'un des époux ? Non, donc le système croule par sa base. »

Tel est également l'avis de MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville (1),

« Il n'est pas possible, disent ces auteurs, d'attribuer la rente au survivant sans se heurter à de graves objections déduites soit de l'article 1395, soit de l'article 1097. »

La Cour de cassation décide au contraire que la rente appartient en propre au survivant. Mais à quel titre. Ici je rencontre trois systèmes différents proposés par les auteurs.

1^{er} Système. — Dans un premier système, la rente viagère réversible serait bien un conquêt de communauté, mais la clause de réversion n'en doit pas moins produire son effet. Il est en effet de règle que, lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet que dans celui avec lequel elle ne peut en produire aucun (art. 1157, C. civ.). Dans l'hypothèse actuellement envisagée, il faut voir dans la clause de réversibilité une donation mutuelle faite par chaque époux à son conjoint pour le cas où il lui survivrait. Rien n'empêche en effet le mari de disposer au profit de sa femme d'un bien de communauté, comme il pourrait le faire au profit d'un tiers aux termes de l'article 1422 du Code civil, aucun texte d'un autre côté n'interdit à la femme qui est une véritable associée du mari de faire une sem-

(1) *Du contrat de mariage*, p. 279.

blable donation au profit de ce dernier ; ces donations par l'un des époux au profit de l'autre d'un bien de communauté sont même formellement autorisées par l'article 1480 du même Code.

En outre, ces donations, toujours dans la même hypothèse, se trouvent dispensées de la forme notariée en vertu de l'article 1973. Mais il est une objection plus grave tirée de l'article 1097 aux termes duquel les époux ne peuvent, pendant le mariage, se faire ni par acte entre vifs ni par testament, aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte. Pour répondre à cette objection, il faut se demander si cet article vise une règle de forme ou une règle de fond.

Les auteurs sont divisés sur cette question. Les uns n'y voient qu'une règle de forme, qui ne s'applique pas aux donations faites d'une façon accessoire.

« L'article 1097, dit M. Labbé, peut être écarté par ce motif qu'il régit les libéralités faites d'une façon principale et indépendante et non pas celles qui sont insérées accessoirement à un contrat principal à titre onéreux. L'article 1097 fait partie du système des formes prescrites pour les donations et l'article 1973 décide que l'attribution à une tierce personne de la rente constituée à titre onéreux, est, bien qu'ayant le caractère d'une libéralité, affranchie des formalités requises pour les actes à titre gratuit (1). »

(1) Labbé, note dans S. sous arrêt de la Cour d'appel de Paris du 12 février 1864, S. 65.2.4 et 77.1.393. — En ce sens : Lyon-Caen, note sous

D'autres auteurs voient au contraire dans l'article 1097 une règle de fond, une suite nécessaire de l'article 1096, aux termes duquel toutes donations entre époux pendant le mariage, quoique qualifiées entre vifs, sont toujours révocables ; l'article 1097 a été écrit spécialement pour sauvegarder cette révocabilité qui est de l'essence même des donations entre époux. Ces derniers, autrement, auraient pu se croire liés par ces donations faites par un seul acte, comme par un contrat à titre onéreux, irrévocable autrement que par le consentement des parties intéressées. En outre, on peut faire observer que l'hypothèque prévue par l'article 1973 est celle d'une donation accessoire faite par une seule des parties en faveur de l'autre ; rien n'indique que cet article s'applique aux donations réciproques entre époux ; celles-ci doivent donc continuer à être régies par l'article 1097 écrit spécialement pour elles quand bien même on ne verrait dans cet article qu'une pure règle de forme (1).

Quoi qu'il en soit, si l'on considère la clause de réversibilité comme une libéralité réciproque et éventuelle entre époux, cette libéralité sera incontestable-

Douai, 31 janvier 1876, S. 77.2.3, à propos d'une assurance contractée par deux époux communs en biens au profit de survivant d'entre eux.

(1) En ce sens : Mémin, *Traité de la Réversion d'un droit de propriété ou d'un droit viager entre époux*, p. 88 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, § 279 ; Garnier, *Répertoire de l'enregistrement*, t. III, n° 394 ; *Dictionnaire des Rédacteurs* au mot *Réversion*, n° 82 ; Nancy, 11 juin 1887, D. 88.2 183.

ment soumise à toutes les règles de fonds que régissent les donations entre époux et par suite elle sera réductible à la quotité disponible si elle est excessive.

En cas de dissolution de la communauté par le prédécès du mari, l'étendue de cette libéralité dépendra du parti que prendra la femme ; elle portera sur la totalité de la rente viagère si la femme renonce à la communauté, sur la moitié seulement si la femme accepte la communauté.

En cas de prédécès de la femme, elle portera seulement sur la moitié qui appartenait à la femme dans les biens communs (1).

2° *Système*. — Dans un deuxième système, la rente viagère provenant de l'aliénation d'un bien de communauté et stipulée réversible au profit du survivant appartiendrait en totalité à ce dernier, non pas par suite d'une libéralité que lui aurait faite son conjoint prédécédé comme le pensent les partisans du premier système ; mais en vertu d'un pacte aléatoire ; les époux tiendraient directement la rente viagère du tiers acquéreur avec lequel ils ont contracté ; par conséquent entre les époux il n'y aurait ni vente, ni donation.

La Cour de cassation (Ch. civ.) a jugé en ce sens dans un arrêt du 25 mai 1866, confirmatif d'un arrêt de la

(1) En ce sens : M. Labbé, note sous Cass. req., 9 mai 1881, arrêt confirmant un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 21 février 1880 rendu en sens contraire, S. 81.4.337, D. 82.4.97.

Cour de Rennes du 26 août 1863 rendu en matière d'enregistrement.

« Attendu, porte cet arrêt, que par divers contrats de vente les époux B... ont pendant l'existence de leur communauté aliéné sous leur garantie solidaire des capitaux et des immeubles qui en dépendaient, moyennant des rentes viagères constituées sur la tête de l'un et de l'autre avec stipulation expresse qu'elles ne seraient pas réduites au décès du prémourant ; qu'il n'en est pas de ce cas comme de celui d'une vente faite moyennant une rente viagère stipulée réversible au décès du vendeur sur un tiers qui n'en a pas fourni les fonds ; qu'il y a sans doute dans cette clause de réversibilité de la rente au profit du tiers une libéralité ajoutée au contrat à titre onéreux et qui n'en est pas une dépendance, mais qu'il en est autrement dans l'espèce actuelle ; qu'on ne peut voir dans la stipulation relative aux rentes viagères une donation réciproque et éventuelle de la moitié de ces rentes que le survivant des époux B... aurait été appelé à recueillir dans la succession du prédécédé, que le prix stipulé tout entier au profit du dernier vivant des dits époux est un des éléments de la vente de choses qui leur appartiennent en commun, qu'il forme une condition sans laquelle ni l'un ni l'autre des conjoints n'aurait consenti aux aliénations et qui ne peut en être séparée (1). »

(1) S. 66. 1.304, D. 66. 1.201.

Dans ce système, aucune récompense n'est due en raison de la réversibilité de la rente par l'époux survivant à la communauté.

La critique de ce système a été faite par M. Paul Dupré dans un rapport présenté au nom de la section de Législation du Conseil d'Etat dont je parlerai plus loin à propos de la clause de réversibilité de rente viagère ou d'usufruit contenue dans les partages d'ascendants :

« Lorsque deux époux, dit M. Dupré, emploient ensemble soit leurs biens communs, soit à la fois leurs biens communs ou propres à se procurer par une aliénation conjonctive, vente ou donation, une rente viagère qui ne s'éteigne qu'avec le survivant d'entre eux, il se passe nécessairement dans les trois hypothèses et dans les deux formes d'aliénation une double opération de droit. Vendeurs ou donateurs avec charge, il y a d'abord, vis-à-vis d'eux, une constitution de rente dans le cadre de l'article 1968, c'est-à-dire à titre onéreux. La rente est le prix de l'aliénation faite, et s'ils l'avaient faite isolément, chacun en droit soi de ce qui lui appartient, force serait à la loi de laisser s'évanouir la réserve, leur imprévoyance paternelle les eût-elle conduits jusque-là.

« Mais si les père et mère s'entendent, si les préoccupations conjugales viennent s'ajouter aux préoccupations personnelles, si, au prix d'une atténuation du taux de la rente pendant la vie commune, ils achètent au

profit l'un de l'autre, une prolongation de cette même rente au delà de ce terme, voilà, greffée sur l'autre, une seconde opération du droit. Au regard du débirentier, le contrat reste à titre onéreux. Au regard des époux, il est difficile de ne pas y voir une libéralité réciproque.

« La libéralité apparaît évidente dans la première des trois hypothèses (biens propres) et dans la troisième (biens communs et propres) lorsque les parts mises en société, toutes chances de survie égales d'ailleurs, sont inégales en soi.....

« Dans la seconde des trois hypothèses, celle d'une rente constituée au moyen de biens communs, il faudrait pour qu'on puisse contester l'existence d'une libéralité d'époux à époux supposer une égalité d'âge et de santé invraisemblable.

« Ceci soit dit pour ceux qui ne veulent juger de la libéralité que par l'événement même et par le bénéfice effectif qu'aura réalisé le survivant. Au fond et en réalité, la libéralité entre époux existe toujours, quels que soient les résultats effectifs et la tournure de l'aléa. »

Il faut ajouter que si l'on voit dans la clause de réversibilité un pacte aléatoire entre époux, une vente par laquelle l'un des époux cède à l'autre sa part dans les arrérages de la rente moyennant la chance qu'il a de recueillir la totalité de cette rente s'il survit à son conjoint, un pareil contrat tombe nécessairement sous le coup de l'article 1593 du Code civil qui interdit généra-

lement tous les contrats de vente entre conjoints, sauf le cas de dation en paiement et de remploi qu'il spécifie (1).

Au fond, dans la réalité des choses, un pareil système rend illusoire l'institution de la réserve légale et sacrifie complètement les héritiers réservataires à l'époux survivant puisqu'il n'oblige ce dernier à aucune récompense.

Aussi a-t-il été abandonné par la Cour de cassation qui, dans un troisième système, décide que la rente appartient au survivant, mais à charge par lui d'une récompense au profit de la communauté :

L'arrêt de la Cour de cassation du 20 mai 1873 rendu également en matière d'enregistrement, s'exprime ainsi : « Attendu qu'il est de principe dans le régime de la communauté, d'une part, que, en dehors des exceptions établies par la loi, toute acquisition faite à titre onéreux durant la société conjugale, constitue un conquêt de communauté destiné à être partagé entre les ayants droit lors de sa dissolution et, d'autre part, d'après l'article 1437 du Code civil, que généralement toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense ; que le jugement attaqué oppose vainement que les contrats du 5 août 1867, loin de procurer un avantage exclusif et personnel, soit à l'un, soit à l'autre des

(1) En ce sens : Dumaine, *Du contrat d'assurance sur la vie*, n° 147.

époux, avaient ménagé aux deux également les mêmes chances aléatoires, qu'il résultait du caractère aléatoire de ces contrats, non qu'ils ne procureraient pas au survivant des époux un profit qui lui serait personnel, mais uniquement qu'il était incertain, au moment de leur formation, quel serait celui des deux en faveur duquel l'avantage se réaliserait ; que toute incertitude à cet égard a cessé à l'événement du décès de sa femme et que le mari survivant au profit de qui l'avantage a été alors définitivement évalué, a été placé par là dans la nécessité de satisfaire à l'obligation consacrée par l'article 1437 (1). »

Il faut remarquer que la Cour de cassation dans cet arrêt commence d'abord par poser nettement le principe que, en dehors des exceptions établies par la loi, toute acquisition faite à titre onéreux durant la société conjugale constitue un conquêt de communauté et qu'ensuite, elle parle de récompense à propos d'une rente viagère qui provient de l'aliénation d'un bien de communauté sans dire à quel titre cette rente viagère réversible au profit du survivant lui appartient en propre.

Aussi peut-on dire que la Cour de cassation a été inspirée plutôt par des nécessités pratiques que par des raisons strictement juridiques, et je crois que la meilleure façon de justifier sa jurisprudence est de dire que

(1) S. 73.1.339, D. 74.1.72. — Dans le même sens : Cass. req., 16 décembre 1867, S. 67.1.118, D. 68.1.270.

la rente viagère réversible est propre au survivant parce que sa destination essentielle est d'être propre (1).

Si la femme renonce à la communauté, les auteurs en général et la jurisprudence admettent que la réversion n'en produit pas moins son effet (2).

Seulement en pareil cas la réversibilité de la rente est considérée comme une libéralité faite à la femme par le mari prédécédé et non plus comme un simple droit de prélèvement *jure dominii*, mais la femme en pareil cas ne doit plus de récompense à la communauté. Cette possibilité pour la femme de faire évanouir la récompense par sa renonciation est une des critiques qui a été faite au système de la Cour de cassation, « système, dit M. Garnier (3), hybride, compliqué et rempli de contradictions ».

Montant de la récompense.

Quel sera le montant de la récompense dans le système de la jurisprudence qui admet, que la rente viagère réversible appartient en propre au survivant à charge d'une indemnité à la communauté.

(1) Dans le même sens que l'arrêt précité : Paris, 26 juin 1880, S. 80. 2.315 ; Cass. civ., 22 octobre 1888, S. 89.1.15 ; Amiens, 4 avril 1889, S. 89.2.164 ; Cass. civ., 4 décembre 1894, S. 98.1.487 ; Rodière et Pont, II, 871 et 951 ; Guillouard, I, 377.

(2) Cass. req., 15 mai 1844, S. 44.1.409, D. 44.1.229 ; Cass., 15 juillet 1863, S. 63.1.439, D. 63.1.287 (ce dernier arrêt rendu en matière de réversibilité d'usufruit) ; Pont, *Petits contrats*, n° 702 ; Rodière et Pont, *Contrat de mariage*, n° 871.

(3) *Op. cit.*, t. III, n° 401.

Je signale d'abord sans y insister l'opinion de Pont (1) et de MM. Rodière et Pont (2) d'après laquelle le survivant devra à titre de récompense rendre aux héritiers du prédécédé la moitié des arrérages de la rente viagère qu'il touchera. Je ne vois à ce système rien qui le rende différent de celui adopté par MM. Aubry et Rau dans leur quatrième édition et M. Laurent, d'après lequel la rente viagère stipulée réversible appartiendrait à la communauté et devrait être partagée entre le survivant (la femme en cas de prédécès du mari étant supposée acceptant la communauté) et les héritiers du prédécédé, sauf que dans l'opinion de MM. Rodière et Pont c'est le survivant qui touche seul les arrérages de la rente et exception faite pour le cas où le survivant deviendrait insolvable, car en pareille hypothèse les héritiers du prédécédé au lieu d'être créanciers directs du débiteur de la rente seraient seulement créanciers du survivant.

Cette opinion écartée, il reste trois manières différentes de calculer le montant de la récompense.

1^{er} *Système*. — Dans un premier système, la récompense serait égale au montant du capital constitué ou aliéné, si la rente a été constituée à titre onéreux, au capital au denier 10 de la rente si elle a été constituée sans expression de capital.

Ce système avait été adopté par l'administration de

(1) *Petits Contrats*, I, 701.

(2) *Contrat de mariage*, t. II, nos 871 et 951.

l'Enregistrement (1) ; il se base sur l'article 14 de la loi du 22 frimaire de l'an VII ainsi conçu : « La valeur de la propriété, de l'usufruit ou de la jouissance des biens meubles est déterminée par la liquidation et le paiement du droit proportionnel, § 6 : pour la création de rentes soit perpétuelles, soit viagères ou de pensions à titre onéreux par le capital constitué et aliéné, § 7 : pour la cession ou le transport desdites rentes ou pensions et pour leur amortissement ou rachat par le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement. »

Je n'ai pas l'intention d'examiner la question au point de vue fiscal, je fais seulement remarquer que la règle de la loi du 22 frimaire de l'an VII ne peut être invoquée qu'en matière de perception de droit d'enregistrement et qu'elle n'a pas d'autre portée. Au point de vue purement civil ce système est facilement critiquable en ce sens qu'il ne tient nullement compte des arrérages encaissés par la communauté et qui représentent une fraction du capital aliéné ; la récompense évidemment ne peut être égale au montant intégral de ce capital qui est supérieur au profit personnel retiré par l'époux survivant de l'opération.

2° *Système*. — Dans un deuxième système, le montant de la récompense due par l'époux survivant serait égale à la valeur au jour du décès du prémourant de la

(1) Instruction générale n° 2.355, § 6.

rente viagère réversible, c'est-à-dire à la somme qu'il faudrait verser à une Compagnie d'assurance pour obtenir, vu l'âge du crédi-rentier, une rente viagère équivalente (1).

Ce système à première vue paraît équitable et conforme à l'article 1437 du Code civil, puisque le montant de la récompense est égal au profit personnel retiré par l'époux survivant de l'opération. Mais il ne tient pas compte de la seconde règle en matière d'évaluation des récompenses dues par l'un des époux à la communauté d'après laquelle la récompense ne peut être supérieure à la somme dont la communauté a été appauvrie (2).

Or ce système, dans l'hypothèse que j'examine actuellement, laisse supposer que la perte de la communauté a été égale au gain du survivant, ce qui n'est pas vrai dans la généralité des cas.

D'où un troisième système ; la récompense due par l'époux survivant sera égale à la valeur de la rente viagère au jour du décès du prémourant, à moins que cette somme ne soit supérieure à celle que la communauté a dû déboursier pour obtenir que la rente soit réversible sur la tête du survivant auquel cas la récompense ne

(1) Dalloz, *Supplément au Répertoire, Contrat de mariage*, n° 390 ; Cass., 6 décembre 1867, S. 68.1.118, D. 68.2. 270 ; Paris, 26 juin 1880, D. P. 81.2.207 ; Lyon, 6 janvier 1881, D. P. 82.2.169 ; Amiens, 4 avril 188, S. 89.2.164 ; Trib. civ. Seine, 25 février 1903 ; Guillouard, *Du Contrat de mariage*, t. I, n° 377 et t. II, n° 1014.

(2) Cass. civ., 23 octobre 1889, D. P. 90.1.62.

sera que de cette dernière somme ; en d'autres termes la récompense sera égale au prix de la réversibilité de la rente viagère, toutes les fois que ce prix sera inférieur à la valeur de la rente viagère au jour de la dissolution de la communauté.

Ce prix de réversibilité est facile à déterminer quand les époux ont traité avec une Compagnie d'assurances sur la vie. S'ils ont traité avec un particulier, il faudra tenir compte du capital aliéné, de l'âge du crédi-rentier, des circonstances plus ou moins heureuses dans lesquelles l'opération a été conclue ; on pourra également se servir du tarif des Compagnies d'assurances, pour en tirer « non des nombres, parce que les époux en traitant avec un particulier ont fait une affaire meilleure ou pire que celle qu'ils auraient faite en traitant avec une Compagnie, mais pour en tirer des proportions parce que les tarifs des Compagnies sont dressés d'après les indications des tables de mortalité et qu'en conséquence les rapports qui existent entre les différents prix qu'ils indiquent sont les mêmes que ceux qui existent entre les différents risques qui correspondent à ces prix » (1).

Le système d'après lequel le montant de la récompense doit être égal au prix de la réversibilité de la rente calculée à l'époque du contrat a été adopté par la Cour d'appel de Paris dans un arrêt du 6 novembre

(1) Article de M. Dubois publié dans le *Répertoire juridique de l'enregistrement*, n° 4967, année 1878.

1903 (1) infirmant un jugement du tribunal civil de la Seine du 25 février 1903, qui avait admis, conformément à la jurisprudence antérieure, le deuxième système d'après lequel la récompense doit égaler la valeur de la rente au jour du décès du prémourant des époux, calculée d'après le tarif des Compagnies d'assurances :

« Considérant, dit cet arrêt, que, après avoir déterminé la cause et l'occasion de la récompense, la loi civile en a fixé la quotité, que celle-ci devra consister dans la somme prise sur la communauté déboursée par elle, que la cause, l'occasion naîtra toutes les fois que l'un des époux aura tiré un profit des biens de la communauté sans qu'il y ait lieu de rechercher ou de mesurer l'avantage qui lui est advenu de ce fait.

« Considérant qu'en cet état de faits, c'est en vain qu'on arguerait de la difficulté de fixer la quotité de la récompense qui lui est due puisqu'elle est adéquate à la somme déboursée au jour de la constitution de la rente, sans qu'il y ait lieu, comme il a été dit ci-dessus, de rechercher si le profit qu'en a retiré l'époux débiteur est égal ou supérieur à la dépense.

« Considérant que le contrat susvisé était intéressé de part et d'autre dans lequel chacun des conjoints a aliéné une moitié des fonds formant le prix de la vente, puisqu'ils ont été pris sur la communauté appartenant également et au même titre aux deux époux pour avoir

(1) D.P.1904.2.77. — Dans le même sens : Jugement du tribunal civil de Laval, 17 janvier 1907 (*Journal des assurances*, juillet 1907).

droit l'un et l'autre à la réversibilité de la rente en cas de survie, qu'il comporte en échange d'avantages réciproques qu'aucun des époux en stipulant ainsi et eu égard au caractère aléatoire inhérent à la nature de ce contrat, ne cherchait à améliorer sa condition aux dépens de celle de l'autre, que dès lors c'est en vain qu'on soutiendrait que l'appelant s'est enrichi aux dépens de la communauté qui, à raison même du principe de la récompense et de son application, recouvre le montant de sa dépense ; que décider autrement, ce serait lui attribuer une somme qu'elle n'a pas déboursée et lui assurer un gain en dehors des règles sus-rappelées qui régissent les récompenses en matière de société conjugale ; que ce gain de communauté serait ainsi survenu à la communauté après sa dissolution, ce qui serait inadmissible. »

D'après cet arrêt, il semble qu'attendu le caractère aléatoire de l'opération, le montant de la récompense doit égaler la somme versée à la Compagnie d'assurances pour prix de la réversibilité de la rente, quand bien même cette somme serait supérieure à la valeur de la rente au jour du décès du prémourant.

Tel est également l'avis de M. Maurice Coquelin qui commente cet arrêt dans le *Répertoire de jurisprudence* de Dalloz.

« L'hypothèse inverse, dit-il, pourra se produire si le mariage dure longtemps après la passation du contrat de rente viagère. Dans ce cas la récompense sera

supérieure à la valeur de la rente au jour de la dissolution de la communauté et par conséquent au profit personnel que l'époux survivant en aura tiré. Mais ce résultat ne doit pas, selon nous, faire écarter le mode d'évaluation adopté par la Cour de Paris ; cela se justifie par le caractère aléatoire du contrat de rente viagère réversible sur la tête du survivant des époux, l'aléa consiste à leur égard dans les chances de survie qui permettront à l'un ou à l'autre de bénéficier de la clause de réversibilité et c'est le prix de cet aléa dont il est dû récompense à la communauté. »

Je ne suis pas de cet avis et je crois que dans tous les cas la récompense due par l'époux survivant ne peut être supérieure à la moindre de ces deux sommes. On aboutirait autrement si les deux époux vivent jusqu'à un âge très avancé, à faire payer au survivant une récompense qui pourra être souvent bien supérieure au profit personnel qu'il retire de l'opération, c'est-à-dire à la valeur de la rente au jour du décès de son conjoint (1).

On peut se demander s'il n'y aurait pas lieu d'ajouter au prix de réversibilité de la rente payée par la communauté qui n'est pas autre chose que le prix d'une rente différée, les intérêts de ce prix jusqu'au jour de la dissolution de la communauté, intérêts dont celle-ci s'est trouvée appauvrie en même temps que du capital.

(1) En ce sens : *Dictionnaire des droits d'enregistrement* par les rédacteurs du *Journal de l'Enregistrement*, au mot *Réversion*, § 402.

On objecterait vainement que ces intérêts s'ils avaient profité à la communauté auraient été dépensés par les époux *latius vivendo*, car en matière de récompense peu importe que le profit personnel retiré par l'un des époux provienne de sommes prises sur les capitaux ou sur les revenus de la communauté.

Si la communauté n'était liquidée qu'après le décès du survivant des époux, il semble qu'alors aucun doute ne puisse s'élever sur le montant de la récompense et que celle-ci doit être égale au total des arrérages encaissés par l'époux qui a survécu à son conjoint depuis que la communauté est dissoute (1).

En résumé, de tous les systèmes proposés pour expliquer légalement la réversibilité au profit du survivant des époux, d'une rente constituée au moyen de l'aliénation d'un bien commun, celui qui me paraît répondre davantage aux besoins de la pratique est celui adopté par la Cour de cassation, d'après lequel la rente viagère stipulée réversible appartient en propre au survivant à charge de récompense.

Mais ce système ne me semble pas légal parce qu'il méconnaît ce principe général en matière de communauté, d'après lequel les époux ne peuvent au cours du

(1) En ce sens : Cass. civ., 4 décembre 1894, S. 98.1.487 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, n° 851.

Opinion contraire émise par les rédacteurs du *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, V° *Réversion*, n° 112. C'est au jour de la dissolution, disent-ils (Aubry et Rau, § 511 bis, texte et note 5), et non postérieurement que l'on doit évaluer le profit fait par le survivant.

mariage se constituer des propres autrement que par subrogation réelle ou en remplissant les formalités prescrites par les articles 1434 et 1435 du Code civil pour le emploi.

Il répond en partie à l'intention des époux puisque le survivant d'entre eux jouira seul de la rente viagère réversible, mais d'un autre côté il oblige cet époux à payer, sous forme de récompense à la communauté, le prix de cette rente viagère et cela, quand bien même la succession du prédécédé serait représentée par des héritiers au 12^e degré ou par l'État, ce que les époux n'auraient pas voulu dans la plupart des cas.

Il est vrai que les époux peuvent obvier à cet inconvénient en dispensant le survivant par une donation ou un testament de cette obligation de fournir une récompense ; cette dispense constitue alors une libéralité sujette à réduction si elle dépasse les limites de la quotité disponible.

Peut-être même pourrait-on voir dans les termes mêmes de l'acte de vente une dispense tacite de récompense par chaque époux au profit du survivant (1) ; mais alors s'élève la controverse que j'ai déjà examinée au sujet de la validité de semblables donations entre époux, faites par un seul et même acte, aussi est-il plus prudent, pour éviter une controverse qui n'est pas encore

(1) Paris, 14 février 1867, S. 67.2.359 ; Civ. rej., 24 janvier 1894 ; D. 94.1.337 et la note de M. Planiol.

éteinte, que cette dispense de récompense soit contenue dans un acte séparé, testament ou donation.

Quant au mode d'évaluation de la récompense, je l'estimerai ainsi que l'a fait l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 6 novembre 1903 au prix de réversibilité de la rente déboursé par la communauté, quand ce prix est inférieur à la valeur de la rente au jour du décès du survivant calculé d'après le tarif des Compagnies d'assurances, sinon à cette valeur même.

4^e Cas. — Vente par les deux époux conjointement d'un bien de communauté moyennant une rente viagère à leur profit, sur leur tête et celle du survivant sans clause de réversibilité ou moyennant une rente viagère réversible seulement pour partie.

Ainsi que je l'ai déjà dit, il n'est pas nécessaire, pour que la rente viagère appartienne en totalité au survivant, que la clause de réversibilité soit expresse ; la réversibilité devrait être admise si les termes de l'acte de vente ne laissent à ce sujet aucun doute sur l'intention des parties.

Si au contraire il résultait du contrat que le décès du survivant des époux a été pris seulement comme base de calcul de la rente viagère et pour en fixer la durée, il faudrait décider que la rente viagère est une valeur de communauté qui doit être partagée entre le survivant et les héritiers de prédécédé (1).

(1) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, § 279 ; Paris, 19 février 1864, S. 65.2.4, D. 65.2.73 ; Poitiers, 1^{er} août 1872, S. 72.2.202, D. 73.2.109.

On ne saurait objecter qu'il y avait en réalité deux rentes viagères reposant chacune sur la tête de l'un des époux et que par suite lors du décès de l'un d'eux la rente doit être réduite de moitié ; il n'est pas en effet de l'essence de la rente viagère d'être limitée à la vie de celui au profit duquel elle a été établie ; elle peut reposer sur la tête d'une autre personne ; pour décider le contraire, il faudrait une stipulation expresse dans l'acte constitutif de la rente (1).

Si la rente viagère avait été stipulée réversible seulement pour partie, il y aurait lieu, je crois, d'appliquer la même solution que celle donnée pour le cas où la rente viagère aurait été stipulée réversible en totalité ; il n'y a pas en effet de raison pour distinguer les deux cas ; la rente viagère réduite appartiendrait donc en totalité au survivant à charge de récompense d'après le système adopté par la Cour de cassation.

5^e ET 6^e CAS. — *Donation par le mari d'un bien de communauté à la charge pour le donataire d'une rente viagère à son profit ou au profit de son épouse, et donation par le mari et la femme conjointement d'un bien de communauté moyennant une rente viagère à leur profit sur leur tête et celle du survivant d'eux sans réduction et avec réversibilité au profit du survivant.*

La donation est de sa nature un contrat de bienfaisance, c'est-à-dire un contrat dans lequel l'une des par-

(1) Pont, *Petits Contrats*, n° 692 ; Cass., 29 mai 1865, S. 65.1.324.

ties procure à l'autre un avantage purement gratuit (art. 1105, C. civ.).

La donation cependant peut n'être pas entièrement gratuite ; le donateur peut imposer au donataire des charges qui en diminuent d'autant la valeur ; la donation ressemble alors partie à un contrat à titre onéreux, partie à un contrat à titre gratuit. C'est ainsi que le mari, chef de l'association conjugale, peut donner à un tiers un bien meuble de communauté à la charge d'une rente viagère soit au profit du mari lui-même, soit au profit de son épouse. L'article 1422 du Code civil permet en effet au mari de disposer des effets mobiliers de communauté à titre gratuit et particulier, au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit.

Mais la rente viagère ainsi constituée n'en formera pas moins une valeur de communauté qui devra être partagée au décès du mari ou de la femme ; il n'y a pas en effet de motifs pour distinguer à ce point de vue la donation avec charges d'avec la vente.

Le même article interdit au mari de disposer entre vifs à titre gratuit des immeubles de la communauté et de l'universalité ou d'une quotité du mobilier, si ce n'est pour l'établissement des enfants communs. On admet généralement que le concours de la femme à la donation fait cesser cette prohibition édictée dans son intérêt exclusif ; c'est une conséquence du caractère

juridique de la communauté qui n'est pas une personne morale (1).

La donation faite conjointement par le mari et la femme d'un bien de communauté à la charge par le donataire d'une rente viagère réversible en totalité sur la tête du survivant, donne lieu aux mêmes controverses que la vente d'un bien de communauté fait par les deux époux dans les mêmes conditions.

S'il s'agissait d'une donation ordinaire, il y aurait donc lieu, je crois, d'admettre la même solution qu'en matière de vente, c'est-à-dire que la rente appartiendrait au survivant des époux à charge de récompense au profit de la communauté, d'après le système adopté par la Cour de cassation. Mais c'est le plus souvent dans les donations à titre de partage anticipé faites par les père et mère et autres ascendants à leurs enfants et descendants (articles 1075 et suiv., C. civ.), que l'on trouve une semblable charge imposée par les donateurs aux donataires. Faut-il appliquer encore en pareil cas la même solution ?

L'administration de l'Enregistrement l'avait primitivement soutenue et son opinion avait été adoptée par un jugement du tribunal de Rouen du 18 mars 1869 (2). Le tribunal de Beauvais, au contraire, dans un jugement du 11 novembre 1867, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à récompense par ce motif que la stipulation de réversi-

(1) Cass., 23 juin 1869, D. 70.1.5 et la note de M. Bédant.

(2) *Dictionnaire des droits d'enregistrement* par les rédacteurs du *Journal de l'Enregistrement*, au mot *Réversion*, n° 112 et suiv.

bilité de la rente était un des éléments essentiels de la donation-partage des biens de communauté dont les époux étaient co-propriétaires et co-donateurs, une disposition dérivant nécessairement de cette démission de biens (1).

En effet, ont dit les défenseurs de cette dernière opinion, le partage anticipé fait par les ascendants ouvre en quelque sorte leurs successions réciproques. Il permet en conséquence des conventions qui faites dans un autre acte seraient défendues par l'article 1130 du Code civil ; les enfants donataires peuvent donc convenir que la rente réversible ne donnera lieu à aucune récompense et cette dispense de récompense devrait même être présumée dans une acte qui contient l'abandon par les ascendants donateurs de la totalité ou de la presque totalité de leurs biens : on peut même dire qu'en pareille hypothèse la récompense ne peut exister.

Depuis l'administration de l'Enregistrement a adopté cette opinion, mais en y apportant un tempérament. Dans une solution du 3 novembre 1875, elle décide que le survivant des donateurs ne peut être obligé à récompense que si la rente n'est pas en proportion avec la valeur des biens donnés par chaque époux. La rente ne saurait donc appartenir au survivant, au moins sans que ce dernier n'ait à en payer le prix sous forme de récompense à la communauté, s'il existait entre les

(1) Dans le même sens : jugement du tribunal de Dunkerque du 20 juillet 1871.

deux époux une grande différence d'âge ; la clause de réversibilité ne pourrait plus alors être considérée comme une simple condition de la donation. Comme le font observer les rédacteurs du *Dictionnaire de l'enregistrement* (1), il faut tenir compte « de ce que la rente stipulée dans une démission de biens a fréquemment, lorsque les ascendants se sont dessaisis de la totalité ou de la presque totalité de leurs biens, un caractère alimentaire qui justifie la décision de l'Administration ».

Au point de vue du droit civil, la validité de la réversibilité d'une rente viagère comme condition d'une donation à titre de partage anticipé a été et est encore vivement critiquée. Beaucoup d'auteurs et d'arrêts l'ont considérée comme nulle par application de l'article 1097 du Code civil.

En 1886, le Conseil d'État fut consulté sur l'utilité qu'il y aurait à compléter cet article par la disposition suivante :

« Les réserves d'usufruit ou de rente viagère stipulées en faveur du survivant des donateurs dans les donations partages ne sont pas soumises à cette prohibition. »

L'avis négatif du Conseil d'État (2) a été précédé d'un rapport remarquable, présenté au nom de la section de législation du Conseil par M. Paul Dupré, conseiller d'État, rapport dont j'ai déjà cité quelques passages à propos de la vente d'un bien de communauté moyennant

(1) Au mot *Réversion*, n° 21.

(2) Séances des 15 et 17 avril 1886.

une rente viagère réversible. M. Dupré commence par « isoler l'une de l'autre, sauf à les rapprocher en dernière analyse », la réversibilité d'usufruit des biens donnés qui aurait été réservé par les ascendants donateurs, que j'examinerai plus loin, et la réversibilité des rentes viagères, « parce que, dit le rapporteur, tandis que les constitutions d'usufruit à titre gratuit ne sont au Code civil l'objet d'aucune disposition spéciale et qu'elles n'y ont d'autre siège que le titre des donations, les constitutions de rente viagère sont au contraire la matière d'un titre spécial au Livre III » et aussi parce que les dispositions de la jurisprudence sont tout autres quand il s'agit de rente viagère que lorsqu'il s'agit d'usufruit. Dans le premier cas, la jurisprudence se montre plus facile pour valider la clause de réversibilité.

Le rapporteur conclut dans les termes suivants que je crois utile de reproduire :

« Dans de telles conditions, la clause de réversibilité d'usufruit prend en quelque sorte le dessus sur l'acte principal de partage, qui n'a plus de la donation que la forme et qui dans bien des cas peut n'être que le prétexte de l'excès de la libéralité entre époux.

« Il faut en dire autant d'une rente viagère réversible dont le taux serait supérieur à ce que les deux époux pourraient obtenir l'un et l'autre de leurs biens de la part d'étrangers. Tout ce qui dépassera ce taux normal commercialement débattu ne sera plus que le fruit d'un marchandage, marchandage d'autant moins respectable

que les parents auront été moins scrupuleux, que devant des enfants majeurs et maîtres de leurs droits, ils auront plus ou moins usé de la menace de mettre tout leur avoir ailleurs en viager, que devant des mineurs, ils auront fixé eux-mêmes et sans contrôle le taux de la rente à leur gré.

« Que si au contraire, les choses se sont passées avec justice, paternellement, si les époux ne se sont réservé même réversible que l'usufruit ou la rente calculée sur leurs besoins mêmes, laissant à leurs enfants toute la part de jouissance compatible avec ces besoins, il ne restera entre époux que les apparences d'une libéralité....

« Ce sera toujours une question de mesure et d'espèce. Les clauses de réversibilité cacheront toujours en elles un inconnu qu'il n'appartient qu'au juge de dégager, Et il lui appartiendra toujours de rester maître de sa décision sans contrôle possible de la part de la Cour suprême, pourvu que, désintéressant les principes, il se borne à rechercher si, *en fait*, la clause suspecte recèle ou non un avantage entre époux.

« Si c'est non, la clause est bonne ; si c'est oui, elle est nulle. »

L'avis du Conseil d'Etat conclut dans le même sens que la clause de réversibilité doit être tenue pour une libéralité réciproque ou pour une simple charge du partage, suivant son importance au regard des biens distribués.

La Cour d'appel de Paris, dans un arrêt du 23 juillet 1900 (1), a également vu dans la clause de réversibilité d'une rente viagère, lorsque celle-ci est excessive, une libéralité entre époux prohibée par l'article 1097 du Code civil.

« Considérant, dit cet arrêt, que lorsque deux époux donnent leur immeuble en s'en réservant l'usufruit pendant leur vie et pendant celle du survivant d'entre eux, il y a de la part de chaque conjoint donation au profit de l'autre en cas de survie de l'usufruit de la portion de biens qui lui appartient ; considérant que la situation est la même quand les époux, au lieu de se réserver l'usufruit, ont imposé le service d'une rente viagère qui en est l'équivalent ;

« Que dans ce cas l'un des conjoints fait à l'autre en cas de survie donation de sa part de la rente viagère afférente aux biens du prémourant, que le survivant bénéficie d'une rente viagère qui n'est pas payée seulement par l'acquisition de ses biens, mais qui est payée aussi par l'acquisition des biens du prédécédé ; qu'il y a donc eu donation en sa faveur ;

« Considérant que s'il est vrai que la rente viagère de 600 francs n'était réversible sur la tête du survivant que jusqu'à concurrence de 500 francs, cette légère réduction ne saurait, eu égard à la valeur et à la provenance des immeubles donnés, empêcher qu'il y ait eu au profit

(1) Dalloz, 1900, 2.492.

du survivant des père et mère un avantage constitutif de libéralité mutuelle et réciproque que l'article 1097 interdit aux deux époux de consentir par un seul et même acte ;

« Considérant que la nullité de la donation entre époux entraîne par voie de conséquence la nullité de la prohibition d'aliéner qui en était une condition accessoire et qui était destinée à garantir le droit que les époux s'étaient réservé ;

« Considérant que toutefois les conclusions de l'appelant étant limitées à la nullité de la clause d'inaliénabilité et ne s'étendant pas à la nullité de la donation à titre de partage anticipé, la licitation ne doit être ordonnée que pour les biens compris dans le lot de.... »

La Cour d'appel dans cet arrêt n'a pas eu à statuer sur le sort du partage, la clause de réversibilité étant déclarée nulle ; j'examinerai cette question plus loin à propos de la réversibilité d'usufruit.

En résumé, dans le cas que je viens d'examiner d'une donation à titre de partage anticipé de biens de communauté par les père et mère à leurs enfants ou descendants à charge d'une rente viagère réversible sur la tête du survivant, il ne peut, dans aucun cas, d'après la jurisprudence, y avoir lieu à récompense, par l'époux survivant au profit de la communauté, en effet, ou bien la rente viagère est modique par rapport à la part du survivant des époux dans les biens donnés ; elle lui appartient alors en totalité comme une condition même

de la donation ; il n'y a eu entre les époux ni vente ni donation prohibée ; ou bien la même rente est excessive par rapport à la part du survivant dans les mêmes biens, et en pareil cas la clause de réversibilité est nulle comme constituant une donation mutuelle entre époux prohibée par l'article 1097 du Code civil

7° CAS. — *Vente ou donation par le mari et la femme d'un bien de communauté avec réserve d'usufruit à leur profit et avec stipulation de réversibilité au profit du survivant d'entre eux.*

La réversibilité de l'usufruit d'un bien de communauté au profit du survivant des époux a donné lieu aux mêmes controverses que la réversibilité d'une rente viagère.

J'étudierai d'abord le cas le plus fréquent où la clause de réversibilité se trouve insérée dans une donation à titre de partage anticipé par les père et mère ou autres ascendants à leurs enfants et descendants.

Ainsi que le dit M. Dupré dans le rapport que j'ai cité précédemment, « la question a deux faces, le droit civil et le droit fiscal s'y pénètrent réciproquement ».

Au point de vue de la jurisprudence, il faut distinguer : d'une part, les arrêts qui ont eu à statuer sur le point de savoir si, au décès du premier mourant des ascendants donateurs, il était dû un droit de mutation par suite de la réversibilité d'usufruit, la légalité même de cette réversibilité n'étant pas mise en cause, l'administration de l'Enregistrement ayant pour mission de per-

cevoir l'impôt, tel qu'il résulte des conventions des parties sans avoir à contrôler la valeur juridique de ces conventions, et d'autre part les arrêts qui ont eu à statuer sur la légalité même de la clause de réversibilité.

Il ne rentre pas dans le cadre de mon sujet d'examiner à fond cette question. Je dois seulement me demander si cette clause de réversibilité d'usufruit donne ou ne donne pas lieu à récompense par l'époux survivant au profit de la communauté.

Il semble tout d'abord qu'il y ait lieu de distinguer suivant que la donation-partage comprend des biens propres et des biens communs ou seulement des biens communs. Cette distinction avait été primitivement faite par l'administration de l'Enregistrement qui, dans une délibération du 21 octobre 1831, avait décidé qu'à l'égard des acquêts la réversibilité d'usufruit au profit du survivant n'était qu'une condition aléatoire, sans réciprocité de libéralité et ne donnait lieu en conséquence à aucun droit de mutation (1). Mais elle a été abandonnée depuis par cette administration (2), en présence de la jurisprudence constante de la Cour de cassation qui dans les deux hypothèses, qu'il s'agisse de biens propres et de biens communs ou de biens communs seulement, a toujours jugé que la clause de réversibilité d'usufruit constituait au point de vue fiscal une donation

(1) *Dictionnaire des Rédacteurs du Journal de l'Enregistrement*, au mot *Réversion*, n° 48.

(2) Solution du 30 juin 1855.

mutuelle entre époux passible au jour du décès du premier mourant d'un droit de mutation (1).

Il est en effet difficile de soutenir, comme en matière de rente viagère, que la réserve d'usufruit est une condition de la donation et que le donateur survivant le tient directement des enfants donataires, puisque cet usufruit n'est jamais sorti du patrimoine des ascendants donateurs (2).

On a répondu cependant à cette objection qu'il était possible aux donataires de disposer de cet usufruit pour le jour où, à défaut de clause contraire, ils en seraient devenus propriétaires par suite de l'expiration du terme fixé pour la durée de cet usufruit. Les donataires disposent ici d'une chose future, ce que leur permet l'article 1130, § 1, du Code civil (3). A l'appui de ce système et pour montrer qu'il n'y avait pas donation par le pré-mourant des époux au profit du survivant, on avait même imaginé de ne faire courir l'usufruit que quelques jours après le décès du premier mourant des donateurs.

(1) Cass., 3 nivôse an XIII ; 21 juin 1837, S. 37.1.208 ; 15 juin 1846, S. 46.1.449, D. 46.1.266 ; 31 août 1853, S. 53.1.771, D. 53.1.52 ; 30 janvier 1856, S. 56.1.457, D. 56.1.92 ; 6 mai 1857, D. 57.1.298 ; 24 janvier 1860, S. 60.1.754, D. 60.1.73.

Remarque : La donation-partage et la réserve d'usufruit portaient seulement sur des biens communs dans les espèces jugées par les arrêts des 3 nivôse an III et 24 janvier 1860 ; elles portaient sur des biens propres et des biens communs dans les espèces jugées par les autres arrêts.

(2) En ce sens : *Dictionnaire des Rédacteurs du Journal de l'Enregistrement*, au mot : Réversion, n° 42.

(3) Garnier, *Répertoire de l'Enregistrement*, t. III, p. 639.

Mais la Cour de cassation a fait justice de ces combinaisons et a maintenu sa jurisprudence antérieure (1).

Au point de vue civil, la Cour de cassation voit dans la réversibilité d'usufruit une clause contraire à l'article 1097 du Code civil et l'annule en conséquence (2).

Les Cours d'appel de Poitiers et de Nîmes se sont cependant prononcées en sens contraire et ont vu dans la clause de réversibilité une charge, une condition *sine qua non* de la donation (3).

Si la clause de réversibilité est déclarée nulle, quel sera le sort du partage. La Cour d'Amiens le fait tomber tout entier (4), la Cour de cassation maintient la donation et n'annule que la clause de réversibilité d'usufruit qu'elle considère comme non écrite (5).

Tout ce que je viens de dire précédemment s'appliquerait, s'il s'agissait, au lieu d'une donation à titre de partage anticipé, d'une vente d'un bien de communauté » (6).

J'ai supposé jusqu'à présent que la donation-partage

(1) Cass., 26 juillet 1869, D. 69.1.476, S. 69.1.475.

(2) Cass., 26 mars 1855, S. 55.1.355, D. 55.1.64; Cass., 19 janvier 1881, S. 81.1.109, D. 81.1.181. — Dans le même sens : Aubry et Rau, t. VIII, § 744, p. 102, texte et note 13.

(3) Poitiers, 9 mai 1883, D. 84.2.29; Nîmes, 16 février 1865, S. 66.2.214, D. 66.3.332.

(4) Amiens, 16 novembre 1853, D. 54.2.92.

(5) Cass., 26 mars 1855 et 19 janvier 1881, arrêts précités.

(6) Voir cependant, Cass. req., 18 janvier 1882, D. 83.1.196, qui semble voir dans la clause de réserve d'usufruit au profit du survivant une question d'interprétation du contrat rentrant dans les pouvoirs souverains du juge du fond.

comprenait tous les biens de communauté et que l'usufruit était réversible en totalité sur la tête du survivant des donateurs. Si cet usufruit n'était réversible qu'en partie ou si la donation ne comprenait qu'une fraction des biens des ascendants donateurs, je crois avec la plupart des auteurs qu'il faudrait appliquer à la solution précédente le même tempérament qu'en matière de réversion de rente viagère, c'est-à-dire qu'il ne faudrait supposer une libéralité d'un époux à l'autre que dans le cas où l'usufruit réversible serait d'une valeur excessive par rapport à la part de l'ascendant donateur dans les biens donnés.

Le rapport que j'ai cité précédemment de M. Dupré ainsi que l'avis du Conseil d'Etat qui en est la suite concluent dans le même sens :

« Toutes les fois, dit le Conseil d'Etat, que l'usufruit réservé n'étant assis que sur une partie des biens mis en partage, la valeur en reste inférieure à la part de jouissance que les époux s'abstiennent de retenir, la réserve d'usufruit dans son ensemble se résout en une charge alimentaire que légitime le sacrifice fait aux enfants par les époux. »

Et le Conseil d'Etat ajoute: « Ainsi restreinte la clause de réversibilité ne présente plus d'une libéralité entre époux que les apparences et elle échappe alors, même dans le droit actuel et sans qu'il soit nécessaire d'en modifier les termes, à l'article 1097 et à l'article 1096 tout à la fois.

« Il n'appartenait qu'aux tribunaux de reconnaître surchaque espèce, d'après l'ensemble des dispositions du partage et en tenant compte de l'importance respective des avantages que les époux y concèdent et de ceux qu'ils s'attribuent, les cas où les deux articles s'appliquent et ceux où ils ne s'appliquent pas. »

Dans le même sens l'administration de l'Enregistrement a décidé (1) que le droit de mutation par décès n'était dû pour la réversion de l'usufruit qu'autant que le revenu de cette partie d'acquêts excédait celui de la moitié de tous les biens de même nature existant dans la donation.

Le *Dictionnaire des Rédacteurs du Journal de l'Enregistrement* fait observer à ce sujet qu'il n'en serait sans doute pas de même, si l'aliénation de biens communs avait été faite non pas à titre gratuit comme dans l'espèce de la solution du 5 janvier 1869 (citée en note), mais à titre onéreux.

« Il est manifeste, disent les rédacteurs, que le prédécédé que nous supposons toujours plus âgé que son conjoint aurait vendu sa moitié de la nue propriété du bien aliéné à un prix plus élevé s'il n'avait pas consenti à la stipulation de l'usufruit réservé, même réduit au profit du survivant moins âgé. Ce dernier reçoit donc un avantage soit du prédécédé, soit de la communauté (2).

En résumé, la clause de réversibilité d'usufruit au

(1) Solution du 5 janvier 1869.

(2) *Dictionnaire des Rédacteurs*, au mot *Réversion*, n° 59.

profit du survivant des époux contenue dans une donation ou dans une vente de biens communs ne donne jamais lieu à récompense ; en effet, ou bien l'usufruit n'est réversible qu'en partie ; sa valeur est modique et il n'a qu'un caractère alimentaire ; ou bien il est réversible soit en totalité soit partiellement, mais sa valeur est excessive, et la clause constitue alors une libéralité entre époux, incompatible avec l'idée même de récompense et qui se trouve annulable par application de l'article 1097 du Code civil.

8^e CAS. — *Acquisition au cours de la communauté de l'usufruit d'un bien dont la nue propriété appartient déjà en propre à l'un des époux.*

Si l'un des époux acquérait au cours de la communauté l'usufruit d'un bien quelconque meuble ou immeuble, autrement que par donation ou succession, cet usufruit appartiendrait évidemment à la communauté en vertu de l'article 1401 du Code civil.

Mais que faudrait-il décider si l'un des époux acquérait d'une tierce personne au cours de la communauté l'usufruit d'un bien dont la nue propriété lui appartenait déjà en propre ? C'est le cas prévu par l'article 617, § 3, où l'usufruit s'éteint par la consolidation ou la réunion sur la même tête des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire. Cet usufruit va-t-il appartenir en propre à l'époux antérieurement nu propriétaire à charge de récompense, ou bien au contraire va-t-il constituer un bien de communauté ?

Les partisans de la première opinion invoquent par analogie l'article 1437 du Code civil qui prévoit le rachat de services fonciers dont pourraient être grevés les immeubles propres à l'un des époux, ou encore l'article 1408 aux termes duquel l'acquisition faite pendant le mariage, à titre de licitation ou autrement, de portion d'un immeuble dont l'un des époux était propriétaire par indivis ne forme point un conquêt, sauf à indemniser la communauté de la somme qu'elle a fournie pour cette acquisition.

La loi, dit-on, a voulu éviter qu'il y ait une indivision entre la communauté et l'un des époux. Est-ce que l'inconvénient ne sera pas le même, dans le cas où la communauté viendrait à se dissoudre antérieurement au décès du tiers sur la tête de qui repose l'usufruit, si l'on décide que cet usufruit appartient à la communauté.

Tel était dans notre ancien droit l'avis de Pothier.

Pothier cependant distinguait suivant que le tiers usufruitier était décédé avant la dissolution de la communauté ou lui avait survécu. Dans le premier cas, l'époux nu propriétaire ne devait aucune récompense parce que l'opération ne lui avait procuré aucun avantage. Dans le deuxième cas, Pothier décidait que la récompense ne devait pas être égale à la somme déboursée par la communauté. La jouissance de l'usufruit acheté a procuré à la communauté un revenu supérieur aux intérêts de la somme déboursée, la récompense ne devra être que de la différence entre la somme déboursée

sée et cet excédent de revenus. Pothier ajoutait encore que si l'époux trouve que la somme ainsi fixée est supérieure à la valeur de l'usufruit au jour de la dissolution de la communauté, il sera autorisé à ne pas payer de récompense et à laisser l'opération à la charge de la communauté ; l'usufruit devra alors être compris dans la masse de communauté à partager...

L'article 244 de la coutume de Paris, dont j'ai déjà rapporté le texte dans mon chapitre deuxième, décidait en ce sens que si une rente foncière dont était grevé un immeuble propre à l'un des époux venait à être rachetée au cours du mariage, cette rente constituait un conquêt et devait être partagée entre le survivant et les héritiers du prédécédé.

Pothier ne donne cette solution que comme correctif, car sur ce point la coutume lui semble critiquable.

Les partisans de l'opinion contraire, d'après laquelle l'usufruit doit toujours appartenir à la communauté, font observer qu'entre le nu propriétaire et l'usufruitier il n'y a pas d'indivision et que par suite on ne peut tirer un argument par analogie de l'article 1408 du Code civil ; l'usufruit est quelquefois qualifié de servitude personnelle, c'est-à-dire établie au profit d'une personne, mais ce n'est pas un service foncier. Il n'y a donc aucune raison pour ne pas appliquer la règle générale d'après laquelle toute acquisition faite au cours du mariage est un bien de communauté.

En vain objecterait-on que la communauté n'est pas

personne morale, que par suite l'usufruit acheté ne peut lui appartenir et qu'il y a forcément consolidation au profit de l'époux nu propriétaire. L'objection est sans portée, l'effet de la confusion en matière de dette comme de la consolidation en matière d'usufruit et de nue propriété n'est pas un effet qui s'impose ; quand il y a intérêt à considérer comme subsistant le droit consolidé, il faut le maintenir (1).

C'est ce dernier système qui a été suivi par la jurisprudence (2).

9^e CAS. — *Acquisition au cours du mariage d'un usufruit avec clause de réversibilité au profit du survivant.*

Tout ce que j'ai dit précédemment au sujet de l'aliénation au cours du mariage d'un bien de communauté avec réserve d'usufruit sur la tête des deux époux et avec réversibilité au profit du survivant peut recevoir ici son application.

Je signale cependant un jugement du tribunal de Mortagne du 17 mai 1878 (3) qui a décidé que l'usufruit réversible appartenait en totalité au survivant à charge d'une récompense à la communauté égale à la valeur de cet usufruit au jour de la dissolution de la communauté, calculée d'après le tarif des Compagnies

(1) En ce sens : M. Massigli, à son cours.

(2) Cass. rej., 16 juillet 1845, S. 45.1.721, D. 45.1.321. Dans le même sens : Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, t. I, n° 315 ; Aubry et Rau, t. V, p. 295, § 507, texte et note 44 ; Laurent, t. 21, n° 160 ; Guillouard, t. I, n° 424.

(3) Garnier, *Répertoire de l'enregistrement*, t. III, n° 614.

d'assurances sur la vie et en prenant pour base de calcul l'âge de l'usufruitier et le revenu de l'immeuble.

APPENDICE A LA SECTION IV. — *Dérogations apportées au régime de communauté par des lois spéciales.*

1^o *Lois du 18 juin 1850 et du 20 juillet 1886 relatives à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.*

Ces deux lois, dont la première a été abrogée par la seconde, ont apporté aux règles de droit commun en matière de communauté, en ce qui concerne les constitutions de rente viagère, d'importantes modifications.

L'article 13 de la loi du 20 juillet 1886, §§ 5 et 6, est ainsi conçu :

« Le versement fait pendant le mariage par l'un des deux conjoints profite séparément à chacun d'eux par moitié.

« Peut néanmoins profiter à celui des conjoints qui l'effectue le versement opéré après que l'autre conjoint a atteint le maximum de rente (1.200 fr.) ou après que les versements faits dans l'année au profit exclusif de celui-ci soit antérieurement au mariage, soit par donation, ont atteint le maximum des versements annuels (500 fr.).

« Ainsi la rente ainsi que le capital réservé, au lieu d'être communs, appartiennent pour moitié et d'une façon définitive à chacun des époux comme s'ils n'étaient pas mariés. »

Il n'y a pas lieu de distinguer à ce sujet entre la rente et le capital réservé (1).

« Il y a là, dit M. Garnier (2), comme une sorte d'obligation naturelle entre époux. Le mari qui avec des deniers dont il a seul la disposition constitue un livret à son épouse, la femme qui, avec ses deniers propres, en fait autant dans l'intérêt de son mari, ne font ni une avance ni une libéralité au profit de l'autre époux, ils assurent le paiement d'une dette alimentaire. »

La Cour de cassation a jugé en ce sens dans un arrêt du 25 juin 1888.

« Attendu, dit cet arrêt, que de tout ce qui précède, il résulte manifestement que la législation sur la Caisse des retraites pour la vieillesse a, dans son ensemble, dérogé aux règles de droit commun en matière de statut matrimonial et qu'elle a attribué à chacun des époux un droit propre tant sur la rente que sur le capital versé à la Caisse (3). »

Dans ces conditions, aucune récompense ne peut donc être due à la dissolution de la communauté par l'époux bénéficiaire de la rente.

Le contraire a cependant été jugé par le tribunal de la Seine (jugement du 29 mars 1888, antérieur par conséquent à l'arrêt précité de la Cour de cassation). Le

(1) En ce sens : Garnier, *op. cit.*, t. II, p. 234, n° 40.

(2) Garnier, *op. cit.*, t. II, p. 225, n° 42.

(3) En ce sens : trib. civ. d'Avranches, 29 mars 1904. *Revue du Notariat*, 1905, p. 73.

tribunal a jugé qu'il n'apparaissait d'aucune disposition de la loi du 18 juin 1850 qu'elle ait entendu déroger à l'article 1437 du Code civil et qu'en conséquence l'époux survivant devait une récompense à la communauté.

2° Loi du 9 avril 1898, article 3.

Une autre dérogation a été apportée aux règles du droit commun en matière de communauté par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

Cet article décide en effet que les rentes constituées en vertu de la dite loi sont incessibles et insaisissables ; elles doivent donc rester propres à l'époux qui en est bénéficiaire ; seuls les arrérages appartiennent comme tous les fruits d'un bien propre à la communauté (1).

On peut même se demander à ce sujet s'il ne conviendrait pas d'étendre cette règle à une rente viagère qui aurait été accordée à l'un des époux en réparation d'un accident autre que ceux résultant du travail. Beaucoup d'auteurs considèrent que les dommages et intérêts dus pour préjudice causé même à la personne physique de l'un des époux appartiennent à la communauté ; les dépenses du ménage, dit-on, se paient avec les bénéfices communs et la communauté souffre de tout ce qui peut amoindrir la faculté de travail de l'un des époux.

(1) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, t. I, n° 470.

MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville pensent qu'il faudrait laisser en pareil cas aux tribunaux un large pouvoir d'appréciation (1). Je crois également qu'il faut décider que la rente ainsi créée reste propre à l'époux qui en est titulaire ; on ne peut pas dire d'un autre côté que cet époux a tiré de la communauté un profit personnel qui l'oblige à récompense ; la communauté a été dédommée des bénéfices dont elle a pu être privée par les arrérages qu'elle a encaissés ; à la dissolution de la communauté, l'époux titulaire de la rente doit en bénéficier seul.

3^e Loi du 21 avril 1898, article 12.

Je signale en terminant la loi du 21 avril 1898 ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques des accidents de leur profession et dont l'article 12 est ainsi conçu :

« Les pensions et autres allocations accordées en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables. »

Elles sont donc exclues de la communauté.

(1) En ce sens : Cass. Req., 23 février 1897, D. 98.1.121 et la note de M. Capitant. — La Cour de cassation dans cet arrêt a jugé que l'indemnité accordée à une femme mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts en réparation du préjudice qui lui avait été causé par un accident, lui restait propre.

CHAPITRE IV

DU CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE. — DÉFINITION. —
CARACTÈRE JURIDIQUE. — DE LA RÉSERVE MATHÉMATI-
QUE DES PRIMES. — DE LA VALEUR DE RÉDUCTION ET DE
LA VALEUR DE RACHAT. — DE LA PARTICIPATION AUX
BÉNÉFICES.

Le domaine du contrat d'assurance en général est tellement vaste qu'il est difficile d'en donner une définition s'appliquant à tous les cas.

Voici comment le définit le projet de loi du Gouvernement du 12 juillet 1904, dont je parlerai dans mon chapitre V.

« L'assurance est un contrat par lequel l'assureur s'oblige, moyennant une rémunération appelée prime ou cotisation, à indemniser l'assuré des pertes ou dommages que peut éprouver celui-ci par suite de la réalisation de certains risques relatifs à ses biens ou à sa personne. »

Cette définition a été copiée sur la loi belge de 1874 et le Code italien de 1882.

L'idée fondamentale sur laquelle repose cette définition est que l'assurance est un contrat d'indemnité con-

tre des risques provenant de certains faits (1) ; risque, perte, indemnité, voilà les trois principes fondamentaux de l'assurance.

Ces trois principes se trouvent en effet à la base de beaucoup d'assurances ; je citerai par exemple : les assurances contre l'incendie, l'assurance agricole contre la grêle et la mortalité du bétail, les assurances contre le transport par terre, les assurances contre l'insolvabilité des débiteurs, les assurances de responsabilité, les assurances du chef d'entreprises contre les accidents du travail.

Dans tous ces cas d'assurance, il y a égalité entre l'indemnité et le risque couru ou le préjudice éprouvé.

Il n'en est plus de même en cas d'assurance sur la vie. Le contrat d'assurance sur la vie n'est pas un contrat d'indemnité et ne peut pas être considéré comme tel (2), car le plus souvent l'indemnité n'est pas égale au préjudice éprouvé, en supposant même que le bénéficiaire de l'assurance éprouve toujours un préjudice.

Qu'est-ce donc que l'assurance sur la vie ?

Dans un premier système, ce serait une capitalisation aléatoire reconnue valable et munie d'action par la loi (lois du 24 juillet 1867 et du 27 mai 1905), le risque consiste dans l'éventualité d'une mort prématurée qui arrête l'assuré dans son œuvre d'épargne et

(1) M. Thaller, à son cours : *Des assurances et particulièrement de assurances contre l'incendie et des assurances sur la vie*. 2^e semestre, 1906-1907.

(2) M. Thaller, cours précité.

de capitalisation. Ce système a été défendu par M. Planiol (1). Il se comprend très bien quand il s'agit de l'assurance en cas de décès, par exemple de l'assurance vie entière, mais ne se comprend plus quand il s'agit de l'assurance en cas de vie. En outre l'assurance n'est pas à vrai dire une capitalisation ; rien ne ressemble plus à une tontine qu'une société d'assurances mutuelles, or l'idée de capitalisation est évidemment absente de la tontine (2).

Dans un 2^e système, on accepte l'assimilation de l'assurance sur la vie aux autres assurances, puisque le veulent ainsi le langage et les textes juridiques, et l'on définit ainsi l'assurance sur la vie : « un contrat par lequel une personne se couvre contre un risque qui peut être soit la prolongation de la vie elle-même, soit au contraire la survenance de la mort. »

De ces deux systèmes, je crois utile de rapprocher, ainsi que l'a fait M. Thaller (3), celui de Vivente, professeur de droit commercial à Rome. D'après ce jurisconsulte, l'assurance sur la vie ne doit pas être définie par son objet, car elle n'a pas nécessairement l'indemnité pour but. C'est une mutualité de risques ; il n'y a pas de contrat individuel d'assurance pouvant être étudié isolément entre l'assureur et l'assuré, mais un contrat collectif qui suppose une multiplicité de risques ; en

(1) *Traité de droit civil*, 2^e édit., vol. 2, p. 665 et suiv.

(2) M. Thaller, cours précité.

(3) Cours précité.

d'autres termes, l'assurance sur la vie n'est pas autre chose qu'un contrat de participation à un fonds de primes réuni entre les mains de l'assureur et que celui-ci distribuera entre les sinistrés. Vivente n'a pas pu s'affranchir de l'objet de l'assurance, mais à l'idée d'indemnité, il substitue celle de risque collectif.

Cette conception qui nie l'assurance individuelle pour ne voir qu'un faisceau d'assurances réuni entre les mains de l'assureur contient en germe toute la théorie de la réserve mathématique des primes dont je parlerai plus loin.

Cette doctrine est très ingénieuse, mais l'admettre serait annuler tout contrat d'assurance conclu entre deux personnes isolément, ce qu'aucun texte de nos Codes ne permet ; au contraire les articles 1968 à 1983 qui traitent du contrat de rente viagère, véritable assurance en cas de vie, ne font apparaître en aucune façon la nécessité d'un fonds commun de primes (1).

La base de toute assurance sur la vie cependant est bien la mutualité et si ce genre d'assurance est pratiqué surtout en France par des sociétés à primes, cela tient à ce que les sociétés d'assurances mutuelles sont souvent mal gérées ; quelquefois elles confient le soin de la direction à un gérant étranger, le plus souvent une société anonyme, de sorte que les avantages de la mutualité qui consistent principalement dans le taux moins élevé des primes disparaissent en grande partie.

(1) En ce sens, M. Thaller, cours précité.

La terminologie en matière d'assurance sur la vie n'étant pas toujours très précise, je crois utile de définir ici les termes en usage et dont je me servirai par la suite.

J'emprunte ici la définition suivante à l'excellent traité de M. Dupuich (1).

« L'assurance sur la vie, dit M. Dupuich, est un contrat par lequel une personne nommée assureur (généralement une société) promet à une personne nommée preneur d'assurance, en retour d'une prestation appelée prime, de procurer un certain bénéfice à une personne nommée bénéficiaire en cas de vie ou en cas de décès d'une personne nommée assuré. »

Le bénéficiaire peut être soit le preneur d'assurance lui-même, soit ses ayants droit, soit une autre personne désignée par lui et appelée en pareil cas tiers bénéficiaire.

L'assuré est la personne sur la tête de laquelle repose l'assurance, celui en d'autres termes, par analogie avec les assurances de biens mobiliers ou immobiliers, dont la vie est mise en risque. Ce peut être soit le preneur d'assurance lui-même, soit une tierce personne.

Le consentement de cette personne est alors nécessaire (2).

Cependant le mot assuré est souvent pris par des

(1) *Traité pratique de l'assurance sur la vie*, p. 12.

(2) Avis du Conseil d'Etat, du 28 mai 1818.

auteurs dans un sens tout différent et désigne le bénéficiaire même du contrat (1).

Le bénéfice du contrat peut être soit une somme d'argent, soit une rente viagère.

Le contrat d'assurance sur la vie se présente sous des formes multiples qui, juridiquement, se ramènent toutes à trois types principaux :

L'assurance en cas de décès ;

L'assurance en cas de vie ;

Et l'assurance mixte.

L'assurance en cas de décès est celle qui subordonne le paiement du capital à la condition que le décès de l'assuré survienne au cours du contrat (2).

Ses principales formes sont :

L'assurance vie entière aux termes de laquelle l'assureur s'engage à payer au bénéficiaire une somme déterminée, au décès de l'assuré, à quelque époque que se produise ce décès ; la prime peut être viagère, c'est-à-dire payable tant que l'assuré est en vie, ou temporaire, c'est-à-dire payable seulement pendant un temps déterminé, avant le décès de l'assuré (3).

L'assurance temporaire, aux termes de laquelle l'assureur s'engage à payer un capital déterminé à la mort de l'assuré, si le décès de ce dernier a lieu dans un certain délai ; si le décès de l'assuré a lieu après, la Com-

(1) Couteau, t. I, n° 38 ; Planiol, t. II, p. 665, n° 2177.

(2) Dupuich, p. 15 ; Couteau, t. I, n° 24 ; Lefort, t. I, p. 117.

(3) Couteau, I, n° 116 ; Lefort, I, p. 122.

pagnie ne doit rien et les primes payées lui sont acquises (1).

L'assurance de survie, aux termes de laquelle l'assureur s'engage à payer un capital déterminé au bénéficiaire s'il survit à l'assuré (2).

L'assurance en cas de vie est celle qui subordonne le paiement du capital assuré à la condition que l'assuré sera vivant à une date déterminée (3).

On appelle dans la pratique cette forme du contrat d'assurance, assurance de capitaux différés ou assurance différée.

Celui qui contracte une telle assurance fait une opération analogue à celle que font l'Etat et les grandes Compagnies lorsqu'ils retiennent une partie des salaires de leurs fonctionnaires ou employés pour leur constituer une pension de retraite payable à un âge déterminé.

L'assurance mixte est un contrat aux termes duquel l'assureur s'engage à payer un capital déterminé à l'assuré ou à un tiers bénéficiaire, à une époque fixée, si l'assuré est encore vivant à cette date, ou s'il décède antérieurement, à ses héritiers ou au tiers bénéficiaire désigné, aussitôt après son décès.

Cette variété du contrat d'assurance renferme, on le voit, deux assurances distinctes, une assurance en cas

(1) Couteau, I, n° 110 ; Lefort, I, p. 119.

(2) Couteau, I, n° 153 ; Lefort, I, p. 124.

(3) Dupuich, p. 18 ; Couteau, I, n° 157 ; Lefort, I, p. 101.

de vie et une assurance en cas de décès (1), contenues dans une seule police mais qui peuvent faire l'objet de deux cessions distinctes (2).

Le décès de l'assuré joue ici le rôle de condition résolutoire pour l'assurance en cas de vie et de condition suspensive pour l'assurance en cas de décès.

En cas d'assurance mixte, le capital peut être stipulé payable non plus immédiatement après le décès de l'assuré, mais à la même époque que celle à laquelle il aurait dû être payé, si l'assuré avait survécu ; en pareil cas, les primes cessent d'être dues après le décès de l'assuré. Cette forme d'assurance est souvent appelée assurance dotale (3).

Le contrat d'assurance en cas de décès peut être conclu sur deux ou même sur plusieurs têtes. Ainsi deux époux peuvent contracter conjointement une assurance sur la tête de chacun d'eux au profit du survivant. Il y a en réalité, comme je le montrerai plus loin, dans cette opération deux assurances soumises l'une et l'autre à la condition suspensive de la survie de l'un des époux et à la condition résolutoire du prédécès de son conjoint.

Aucun article de nos Codes ne parle du contrat d'assurance sur la vie, mais personne aujourd'hui ne peut

(1) Dupuich, p. 20 ; Labbé, note au Sirey, 1888.1.49, sous arrêt de la Cour d'appel de Douai du 14 février 1887.

(2) Req., 22 octobre 1888, D. 89.1.161, S. 89.1.289.

(3) Dupuich, p. 23.

en contester la légalité, depuis la loi du 24 juillet 1867, article 66, alinéa 1, qui a consacré légalement l'existence des Compagnies d'assurances sur la vie et depuis la loi du 17 mars 1905 qui a réglementé ce genre d'assurance en tant qu'entreprise.

L'assurance en tant que contrat a fait l'objet d'un projet de loi élaboré par une commission extra-parlementaire siégeant au ministère du commerce et dont je parlerai dans mon chapitre V.

Je signale aussi la loi du 21 juin 1875 dont l'article 6 est ainsi conçu :

« Sont considérées pour la perception du droit de mutation par décès comme faisant partie de la succession d'un assuré sous la réserve des droits de communauté, s'il en existe une, les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré. Les bénéficiaires à titre gratuit de ces sommes, rentes ou émoluments sont soumis aux droits de mutation suivant la nature de leurs titres et leurs relations avec le défunt conformément au droit commun. »

Cette loi ne résout qu'une question purement fiscale et ne peut s'appliquer en matière de droit civil (1).

L'assurance sur la vie n'ayant fait l'objet d'aucune disposition de nos lois en tant que contrat, on a dû se demander à quel titre le tiers bénéficiaire pouvait rece-

(1) Dumaine, *op. cit.*, n° 93 ; — Cass., 22 juin 1891, D. 92.1.205.

voir le capital assuré. De là toute une théorie de l'assurance sur la vie qui a été l'œuvre de la doctrine et de la jurisprudence depuis une trentaine d'années.

Aujourd'hui, la jurisprudence et la majorité des auteurs (1) sont d'accord pour ne voir dans l'assurance sur la vie qu'un cas d'application de la stipulation pour autrui, « cet instrument de création, dit M. Edouard Lambert, dont la jurisprudence se sert, comme le préteur romain se servait de l'exception de dol, pour permettre à des institutions qui surgissent lentement de l'évolution de la vie, de se dessiner et de se préciser » (2).

C'est un principe général de notre droit civil que les contrats n'ont d'effets qu'entre les parties contractantes (art. 1165 C. civ.) et qu'on est censé acquérir pour soi et pour ses héritiers.

L'article 1119 du Code civil, ainsi conçu : « On ne peut, en général, s'engager ni stipuler en son propre nom que pour soi-même », n'est qu'une application du premier de ces principes.

C'est la reproduction de la vieille règle romaine : *Alieni stipulari nemo potest* (3), laquelle se comprenait très bien dans une législation comme la législation romaine qui n'admettait pas la représentation, mais qui

(1) Lefort, t. I, p. 214 et les auteurs cités ; Boistel, note D. 89.2.129, sous arrêt de la Cour d'appel de Caen du 3 janvier 1888.

(2) Edouard Lambert, *Du contrat en faveur des tiers*, p. 194.

(3) Digeste, liv. 45, t. I, fr. 38, § 17. Institutes, liv. 3, t. XIX, § 19.

s'explique plus difficilement dans la nôtre où la personne du mandataire s'efface devant celle du représenté.

A ce principe, du reste, l'article 1121 de notre Code civil apporte une dérogation telle que la prohibition de la stipulation pour autrui dans notre droit actuel, est lettre morte. Cet article est ainsi conçu :

« On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer si le tiers a déclaré vouloir en profiter. »

Il convient de rapprocher de cet article l'article 1973 que j'ai déjà cité à propos des constitutions de rente viagère.

Déjà le droit romain avait apporté un tempérament à la rigueur de la règle : « *Alteri stipulari nemo potest* » d'abord par la pratique de l'*adjectus solutionis gratia*, tiers mentionné dans la stipulation, qui avait qualité pour recevoir le paiement, mais qui n'avait pas d'action pour l'exiger, ensuite en donnant une action utile en cas de donation *sub modo*, c'est-à-dire avec charge, au tiers bénéficiaire du *modus*, et en cas de restitution de la dot, au tiers désigné pour la recevoir à défaut du constituant (1).

Dans notre ancien droit, la stipulation pour autrui se

(1) Constitution de Dioclétien, Code, liv. 8, t. 55, liv. 3 ; Paul, Digeste, liv. 24, tit. 3, frag. 45 ; Planiol, *op. cit.*, 2^e édit., t. II, p. 378.

généralisa. Elle donna notamment naissance à la théorie des substitutions fidéi-commissaires. Nos anciens auteurs en reconnurent la validité, toutes les fois qu'elle s'appliquait à un cas où il y avait non plus seulement une donation, mais « une dation » (1). Quelques-uns même considéraient la vieille règle romaine comme une pure subtilité qui n'avait plus de raison d'être (2).

Les rédacteurs du Code civil se sont contentés de mettre l'une en regard de l'autre la tradition romaine et la tradition coutumière (3), et rien n'indique qu'ils aient eu l'intention de vouloir restreindre les anciens cas d'application de la stipulation pour autrui. La jurisprudence en a fait de même.

Si l'on s'en tenait rigoureusement à l'exception prévue par l'article 1121 du Code civil, l'assurance sur la vie au profit d'un tiers bénéficiaire spécialement désigné ne pourrait s'expliquer juridiquement, à moins qu'on ne voie dans le fait du paiement des primes une dation suffisante comme dans notre ancien droit pour que la stipulation au profit du tiers produise son effet.

On a songé également à donner comme base juridique à cette stipulation accessoire au profit du tiers bénéficiaire l'intérêt moral que le contractant peut avoir à souscrire une police au profit de la personne qu'il veut gratifier. Cet argument se trouve reproduit notamment

(1) Pothier, *Obligations*, n° 71 ; Planiol, t. II, n° 1214.

(2) A. Lambert, *Du contrat en faveur des tiers*, p. 3.

(3) A. Lambert, *op. cit.*, § 5.

dans un arrêt de la Cour de cassation du 16 janvier 1888 (1). Cet intérêt moral apparaissait bien dans l'espèce jugée par la Cour où il s'agissait d'une assurance contractée par un père de famille au profit de sa femme et de ses enfants, mais il n'apparaît pas dans tous les contrats d'assurance en général. Cependant la Cour de cassation, ainsi que la plupart des Cours d'appel, continuent à voir dans l'assurance au profit d'un bénéficiaire, abstraction faite de tout intérêt moral pour le contractant, un cas d'application de l'article 1121 du Code civil, c'est-à-dire des règles qui régissent la stipulation pour autrui (2), mais on ne trouve dans leurs arrêts aucune analyse juridique de cette stipulation pour autrui.

J'en ferai de même et je ne parlerai pas des principaux systèmes (système de l'offre, de la gestion d'affaires, de la dette à créancier alternatif, de l'engagement par déclaration unilatérale de volonté) qui ont été proposés pour expliquer cette dérogation à la règle du droit commun.

Que l'on prenne parti pour l'une ou l'autre de ces théories, il est certain qu'on peut considérer aujour-

(1) S. 88.1.121, D. 88.1.76.

(2) Civ. rej., 9 mars 1896, D. 96.1.391 ; Civ. rej., 20 juin 1896, D. 97.1.73 ; Nancy, 17 janvier 1888, D. 89.2.153 et la note de M. Boistel ; Paris, 30 avril 1891, D. 92.2.153 ; Cass. civ., 8 avril 1895, D. 95.1.441 et la note de M. Dupuich ; Douai, 10 décembre 1895, D. 96.2.417 ; Paris, 10 mars 1896, D. 96.2.465 ; Seine, 3 avril 1897, D. 98.2.375 et sur appel, Paris, 5 mai 1899.

d'hui comme incontestables les principes suivants qui résultent de l'évolution de la jurisprudence en matière d'assurance sur la vie.

Le tiers bénéficiaire a, dès le jour du contrat, un droit propre au capital assuré qui a pris naissance directement dans son patrimoine sans passer par celui du stipulant. Ce droit propre du bénéficiaire ne fait pas obstacle à la faculté que possède le stipulant, avant l'acceptation du bénéficiaire, de céder la police, de la racheter, de la donner en nantissement ; il ne fait alors qu'user du droit de révocation prévu par l'article 1121 du Code civil. L'acceptation du bénéficiaire a pour effet de consolider son droit ; elle rend ce dernier irrévocable. Cette acceptation peut avoir lieu après le décès ou après la faillite du stipulant ; elle peut même être tacite, c'est-à-dire résulter des circonstances. Mais le droit acquis au bénéficiaire qui a accepté est, à moins de convention contraire, intransmissible à ses héritiers ; c'est une exception à la règle généralement admise en matière de stipulation pour autrui, exception nécessitée par la nature même du contrat, d'assurance sur la vie. De même le droit de révocation accordé au stipulant, tant que le bénéficiaire n'a pas accepté, ne passe pas à ses héritiers, c'est un droit personnel au stipulant qui, en cas de faillite de ce dernier, ne peut pas être exercé par le syndic. Après l'acceptation du bénéficiaire, le droit de révocation n'appartient plus au stipulant qu'en vertu des prin-

cipes généraux que régissent la révocation des donations (1).

Quand on étudie, on effet, le contrat d'assurance sur la vie dans les rapports qu'il fait naître entre le stipulant et le bénéficiaire, une question se pose, celle de savoir si le bénéficiaire acquiert à titre gratuit ou à titre onéreux, question très importante à plusieurs points de vue, principalement au point de vue du rapport à succession, de la réserve héréditaire, des droits des créanciers en cas de faillite du stipulant et des récompenses dues à la communauté. D'après quelques auteurs le bénéficiaire serait réputé acquérir toujours à titre onéreux, puisque le contrat d'assurance a pour but de réparer le préjudice qui lui est causé par le décès prématuré de l'assuré. J'ai déjà fait observer que ce caractère d'indemnité pour réparation d'un préjudice causé que l'on veut attribuer au contrat d'assurance sur la vie en général, n'apparaît pas dans toutes les circonstances. La question, comporte une distinction nécessaire. « L'acte juridique, dit à ce sujet M. Planiol (2), qui se cache sous l'attribution à un tiers du capital d'une assurance en cas de décès n'est pas déterminé par la seule désignation du bénéficiaire, il en est de cette attribution comme d'un versement d'espèces qui peut être un don, un prêt, un dépôt, le paiement d'une

(1) Dans le sens de la révocation d'une assurance contractée par un mari au profit de sa femme, Amiens, 4 août 1898, D. 1902.2.24.

(2) Note dans D.93.1.401, sous arrêt de la Cour de cassation du 22 février 1893. — Dans le même sens : note de M. Labbé, S.94.1.66, sous le même arrêt ; Douai, 16 janvier 1897, D. 97.2.425.

dette, un cautionnement et autres choses encore. La nature de l'opération dépend soit des relations antérieures existant entre les parties, soit de leur commune intention au moment de l'acte. Les juges du fait doivent rechercher d'après les circonstances dans quel but et à quel titre la désignation du bénéficiaire a été faite. Leur pouvoir est souverain tant qu'ils se bornent à constater les éléments de fait qui déterminent leur appréciation et à interpréter les conventions des parties.»

Plusieurs auteurs notamment ont vu dans le cas spécial d'une assurance contractée par un mari au profit de son épouse l'acquittement d'une obligation naturelle (1), ou plutôt légale, les époux se devant mutuellement secours et assistance et la succession de l'époux prédécédé devant des aliments à l'époux survivant s'il est dans le besoin (art. 205 C. civ.) et ils en ont conclu que la femme bénéficiaire ne devait aucune récompense à la communauté en raison des primes qu'elle aurait payées. J'examinerai plus loin cette hypothèse.

Si l'on met de côté cet acquittement d'une obligation naturelle, faut-il dire que l'assurance sur la vie contractée par le mari pendant le mariage au profit de sa femme, fût-ce en raison d'une obligation contractée par celle-ci dans l'intérêt de la communauté, ne peut constituer qu'une libéralité entre époux pendant le mariage, laquelle est toujours révocable. L'affirmative a été ju-

(1) En ce sens : Trib. civ. Seine, 4 mars 1902, D., 1903.2.13,

gée par la Cour de cassation (1), dans une espèce où un mari avait contracté une assurance sur la vie au profit de sa femme qui s'était portée caution des engagements pris par lui, puis l'avait révoquée. La Cour de cassation a basé son arrêt sur ce motif que les récompenses dues par la communauté à l'un des époux ne s'exercent qu'à la dissolution de la communauté et que pendant la durée de celle-ci, il ne peut être constitué aucun propre en dehors des stipulations du contrat de mariage. « Cette solution, dit M. Planiol (2), est peut être un peu rigoureuse. Sans doute la première condition requise pour que le règlement des récompenses puisse avoir lieu, c'est que la communauté soit dissoute. . . Mais si l'action en reprise exercée avant la dissolution de la communauté serait prématurée, cela ne veut pas dire que tout acte relatif au règlement des reprises, soit interdit. D'abord quand les reprises ont pour objet des deniers sujets à placement à titre de propre, la loi autorise le règlement immédiat sous forme d'emploi ou de remploi et ce règlement est quelquefois non seulement possible, mais obligatoire pour le mari. En dehors même de ce cas, l'article 2195 du Code civil autorise la femme mariée à faire valoir ses droits sous forme de collocation hypothécaire lorsqu'un immeuble du mari vient à être

(1) Arrêt précité du 22 février 1893 cassant un arrêt de la Cour de Bourges du 3 juin 1891.

(2) Note précitée. Dans le même sens : note de M. Labbé dans *Sirey* sous le même arrêt. :

aliéné. Il est donc possible d'accomplir des actes de prévoyance tendant à assurer le paiement des reprises lors de leur échéance normale... Ce qui est interdit, c'est la restitution immédiate et définitive d'une indemnité qui a encore un caractère éventuel et dont le montant et l'existence même sont subordonnés à un règlement de compte dont les éléments ne pourront être connus qu'après la dissolution de la communauté. Or dans l'espèce le mari ne remboursait pas immédiatement sa femme, il prenait ses précautions se sachant, insolvable, afin qu'on pût trouver à son décès un capital suffisant pour l'indemniser. »

A côté de ce commentaire du savant professeur, tout ce que je pourrais dire serait superflu. Je crois utile cependant de signaler que la Cour d'Orléans statuant comme Cour de renvoi (1) a jugé dans le même sens que la Cour de cassation mais en faisant observer que dans l'espèce les obligations contractées par la femme l'avaient été postérieurement à l'assurance. Aussi la Cour d'Orléans a-t-elle pu dire qu'il n'existait aucun lien entre l'assurance et l'engagement ultérieur de la femme.

Je crois donc qu'une assurance sur la vie peut être contractée par le mari au profit de sa femme en garantie du paiement de ses reprises au jour de la dissolution de la communauté ; il faudra alors rechercher

(1) Arrêt du 17 janvier 1894, S. 94.2.76.

quelle aura été l'intention du mari (1), s'il a voulu constituer une garantie ou au contraire faire une donation ; dans le premier cas, le mari ne pourra plus révoquer le bénéfice de l'assurance si elle a été acceptée par sa femme (2).

L'assurance contractée par l'un des époux au profit de son conjoint lorsqu'elle constitue une donation, est révocable *ad nutum* comme toute donation entre époux faite au cours du mariage. On s'est demandé si la révocation devait porter simplement sur la donation des primes, le capital assuré restant appartenir à l'époux qui en est bénéficiaire. La jurisprudence décide généralement que la révocation porte sur le capital même (3). Je ne vois pas en effet à quel titre l'époux donataire pourrait recueillir ce capital, puisque la révocation a pour effet de lui enlever sa qualité même de donataire (4).

Le bénéficiaire spécialement désigné a un droit propre au capital assuré lorsque sa désignation est faite soit dans la police même, soit dans un avenant qui fait corps avec la police (5). Le bénéficiaire a encore un droit propre qu'il tient du jour du contrat lorsque la police primitivement contractée au profit d'un tiers

(1) En ce sens : Douai, 16 janvier 1897, D. 97.2.425.

(2) Paris, 10 mars 1896, D. 96.2.465.

(3) Amiens, 4 août 1898, D. 1902.2.24.

(4) Parmi les auteurs qui jugent que la révocation doit porter seulement sur la donation des primes et que le capital assuré reste appartenir à l'époux bénéficiaire, je citerai Balleydier et Capitant, *Livre du Centenaire du Code civil*, p. 548.

(5) Cass., 7 août 1888, D. 89.1.118.

déterminé lui a été transmise ensuite avant l'acceptation de ce dernier par voie d'endossement ; il y a alors substitution d'un bénéficiaire à un autre, qui laisse au contrat le caractère juridique de stipulation pour autrui (1).

Au contraire le tiers bénéficiaire doit être considéré comme l'ayant cause du souscripteur lorsque la police primitive qui lui a été cédée, a été faite primitivement sans désignation de bénéficiaire déterminé (2) ou au profit du souscripteur lui-même, ou encore lorsqu'il est désigné par ce dernier dans son testament ; il y a alors transmission de la créance contre la Compagnie du patrimoine du souscripteur au patrimoine du bénéficiaire.

Je fais remarquer que le projet de loi sur le contrat d'assurance dont je parlerai ultérieurement (art. 55) supprime toutes ces distinctions et que dans tous les cas le tiers bénéficiaire a un droit direct contre la Compagnie, même lorsqu'il a été désigné par testament.

Dans les explications qui vont suivre, je supposerai toujours que le bénéficiaire spécialement désigné est directement créancier de la Compagnie par l'application des règles de la stipulation pour autrui (3).

(1) En ce sens : Cass. civ., 4 mai 1904, D. 1905.

(2) En ce sens : Cass. req., 15 mai 1905, D. 1905 et la note de M. Dupuich.

(3) Dans le cas où la femme aurait été désignée par testament, il y

Je n'examinerai pas les questions si multiples et si controversées que soulève le contrat d'assurance sur la vie quand on envisage les rapports du bénéficiaire avec les héritiers du stipulant ou avec ses créanciers en cas de faillite, mon étude étant limitée au contrat d'assurance sur la vie dans ses rapports avec le régime de communauté.

Avant d'aborder cette étude, je parlerai sommairement de la réserve mathématique des primes qui joue un rôle considérable dans la théorie de l'assurance sur la vie et qui sert de base au calcul de la valeur de réduction et de la valeur de rachat. Je dirai ensuite quelques mots de la participation aux bénéfices.

Tout calcul d'assurance se ramène à ce problème essentiel : Quelle est la valeur actuelle, d'après un taux d'intérêt donné ($3\frac{1}{2}\%$ d'après le décret du 20 janvier 1906), d'un capital payable dans n années, pourvu qu'une personne déterminée soit en vie à cette époque. Cette valeur actuelle ainsi fixée constitue la prime unique à payer par le preneur d'assurance ; elle dépend donc à la fois du capital assuré, du terme de paiement et des chances de vie ou de mort de l'assuré (1).

Cette prime unique n'est guère employée que pour la constitution des rentes viagères ; elle ne répond pas, en

aurait lieu d'appliquer l'article 1423 du Code civil. — En ce sens : Cass., 24 février 1902, D. 1903, 1.433.

(1) Hans, Théorie juridique de la réserve mathématique des contrats. (Assurance-vie), *Annales de droit commercial*, année 1906, p. 214.

effet, au but de l'assuré qui se propose le plus souvent de constituer un capital à son profit ou au profit de bénéficiaires déterminés par des versements annuels généralement prélevés sur les revenus; aussi a-t-on substitué à la prime unique des primes annuelles payables suivant les cas durant la vie de l'assuré ou pendant une période déterminée. Ces primes sont de plus uniformes; leur valeur actuelle totale doit être évidemment égale à la valeur actuelle de la prime unique, puisqu'elles sont le prix d'un même contrat. Mais par suite de cette uniformité, la prime annuelle n'assure pas exactement le risque couru par l'assureur pendant l'année pour laquelle elle est payée. Si l'on tient compte en effet de ce risque, il est évident que la prime, lorsqu'il s'agit d'une assurance en cas de décès, doit augmenter avec l'âge de l'assuré, puisque les chances de mortalité augmentent avec cet âge.

La différence entre la prime réellement proportionnelle au risque couru par l'assureur pendant l'année et la prime uniforme payée par le souscripteur est portée chaque année au crédit du compte ouvert au groupe d'assurés de même âge qui ont contracté avec la Compagnie dans les mêmes conditions. Ces versements annuels avec leurs intérêts capitalisés constituent ce qu'on appelle la réserve mathématique des primes, réserve qui appartient au groupe d'assurés du même âge en regard desquels elle constitue non pas une société douée

d'une personnalité civile, mais une indivision d'un genre particulier (1).

La loi du 17 mars 1905 donne de cette réserve mathématique des primes la définition suivante : « La différence des engagements respectivement pris par l'assureur et par les assurés. »

On appelle prime pure la prime calculée en prenant seulement pour base de calcul les risques courus par l'assureur ; à cette prime l'assureur ajoute une certaine somme dite chargement pour les frais généraux et la rémunération des capitaux engagés dans l'entreprise ; le total donne la prime que le souscripteur aura à payer et qui est appelée, par opposition à la prime pure, prime chargée ou prime brute.

Les primes payées annuellement par le souscripteur se décomposent donc en deux fractions.

L'une sert à acquitter les risques de l'exercice en cours.

L'autre vient grossir la réserve mathématique ; elle servira au paiement des risques des exercices futurs lorsque par suite de l'âge de l'assuré la prime moyenne devient inférieure à la prime vraie.

La réserve est collective ; elle constitue un compte global et anonyme dans lequel figurent tous les assurés du même groupe auxquels elle appartient indivisément.

(1) Hans, *op. cit.*, p. 222.

Si l'un des assurés se retire avant l'arrivée du terme ou de la condition prévue pour le paiement du capital assuré, il a droit au remboursement de sa part dans cette créance indivise « corrélative au risque dont la réserve se trouve par suite déchargé (1) ».

La part de l'assuré dans la réserve lui est payée de deux façons :

Ou bien le capital stipulé à l'origine est réduit à une somme qui varie d'après le nombre des primes payées; il s'opère alors comme un nouveau contrat d'assurance formé par une prime unique, mais aucun autre changement n'est apporté aux conditions de la police primitive, notamment en ce qui touche la désignation du bénéficiaire; on dit alors que l'assurance est réduite.

Ou bien le montant de ce capital réduit est remis immédiatement à l'assuré, déduction faite d'une indemnité de résiliation prélevée par l'assureur et de l'escompte à intérêts composés pour le temps restant à courir jusqu'au jour de l'échéance. On dit alors que la police est rachetée.

A la différence de la réduction, le rachat ne peut jamais être exigé par le bénéficiaire de l'assurance. En outre généralement les polices n'accordent pas le droit au rachat pour les assurances en cas de vie. Pour les assurances en cas de décès, le droit au rachat ou à la réduction n'est accordé au bénéficiaire que si trois

(1) Hans, *op. cit.*, p. 221.

primes au moins ont été payées ; exceptionnellement, les assurances temporaires et les assurances de survie ne comportent ni réduction ni rachat : les assurances dotales ne peuvent être rachetées que du vivant du contractant, ce dernier en choisissant ce genre d'assurance ayant manifesté l'intention que le capital assuré fût payé au bénéficiaire à une époque fixée.

Pour les assurances mixtes et à terme fixe, la valeur de réduction est déterminée en divisant le capital assuré par le nombre de primes annuelles à acquitter pendant toute la durée du contrat et en multipliant le résultat obtenu par le nombre de primes payées.

Je ne veux pas examiner la question de savoir par qui peut être exercée la faculté de demander la réduction ou le rachat. Je note seulement qu'il a été jugé par la Cour d'appel de Douai (28 mars 1887), la Cour de Paris et la Chambre civile de la Cour de cassation (1), que la faculté de rachat n'était pas un de ces droits exclusivement attachés à la personne qui ne peuvent être exercés par les créanciers de l'assuré, le syndic ou le liquidateur judiciaire. Il s'agissait dans l'espèce d'une assurance contractée au profit de l'assuré ou de bénéficiaires indéterminés. S'il s'agissait au contraire d'une assurance au profit d'un bénéficiaire déterminé, la demande de rachat ne pourrait, à mon avis, être exercée que par

(1) 8 avril 1895, D. 96. 1. 442 et la note en sens contraire de M. Dupuich.

l'assuré lui-même, puisqu'elle constitue une manière de révoquer la donation par lui faite (1).

D'autre part, il a été jugé que le rachat d'une assurance sur la vie contractée au profit d'un bénéficiaire déterminé ne pouvait être exercé par les créanciers de ce dernier si celui-ci n'avait pas encore déclaré vouloir profiter de la stipulation faite en sa faveur, les créanciers n'ayant pas qualité pour accepter une donation faite à leur débiteur (2).

La prime mise à la charge de l'assuré excédant en réalité les risques courus par l'assureur, la différence constitue une partie des bénéfices des Compagnies. Celles-ci ont l'habitude d'en tenir compte à leurs assurés en répartissant entre eux d'après une proportion qui dépend soit de la prime annuelle versée par l'assuré, soit de la somme assurée, soit encore du total des primes payées, une fraction, déterminée d'avance par la police, de leurs bénéfices annuels. C'est ce qu'on appelle la participation aux bénéfices. Il ne faut pas voir dans cette participation aux bénéfices une sorte d'intérêts ou des dividendes dans le profit de l'entreprise ; c'est plutôt la restitution d'un trop perçu sur la prime.

Trois moyens s'offrent à l'assuré pour toucher sa part dans les bénéfices.

(1) En ce sens : note de M. Dupuich sous arrêt de la Cour de Rouen ci-après énoncé.

(2) En ce sens : Rouen, 18 janvier 1894, D. 94.2.154 et la note de M. Dupuich.

Ou bien cette part lui est payée en espèces.

Ou bien elle vient en déduction du montant de la prime que l'assuré aura à payer.

Ou encore elle reste entre les mains de la Compagnie et constitue la prime d'une seconde assurance qui augmente d'autant le capital assuré par la première.

Enfin d'après un quatrième système pratiqué principalement par des sociétés étrangères, la part de chaque assuré dans les bénéfices au lieu de lui être remise sous l'une des formes précédemment indiquées, sert à constituer des fonds spéciaux qui sont distribués après une période d'accumulation donnée (en général de 5 à 20 ans) aux assurés dont les contrats sont encore en vigueur à cette époque. C'est ce qu'on appelle le système d'accumulation des bénéfices ou encore de répartition tontinière, lequel se trouve réglementé par l'article 7 de la loi du 17 mars 1905.

Je termine ici cet exposé sur le contrat d'assurance sur la vie en général. Je vais examiner maintenant les conséquences qui peuvent résulter, notamment au point de vue de l'attribution du bénéfice du contrat, de ce fait que le contractant ou le bénéficiaire sont mariés sous le régime de la communauté.

SECTION I. — Assurance antérieure au mariage.

1^o *Sous le régime de la communauté légale.*

1^{er} CAS. — *Assurance contractée par l'un des époux antérieurement au mariage à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées.*

Je suppose que l'un des époux mariés sous le régime de la communauté légale de biens, ait avant son mariage contracté une assurance à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées, telles que ses ayants droit, héritiers, etc. ; l'assurance en pareil cas dépend, ainsi que je l'ai dit précédemment, du patrimoine du contractant. Pour savoir ce que va devenir le bénéfice de cette assurance sous le régime de la communauté légale, il convient de distinguer deux hypothèses.

a) La communauté se dissout par le fait même du décès de l'époux assuré ou bien, si l'on prend le cas où l'assurance aurait été contractée sur la tête d'une tierce personne, postérieurement au décès de cette dernière.

Le bénéfice de l'assurance appartient alors à la communauté comme toute créance mobilière, sans récompense au profit de l'époux contractant pour les primes payées par lui antérieurement au mariage.

b) La communauté se dissout antérieurement au décès de l'assuré.

Les époux ou leurs héritiers peuvent alors choisir entre trois partis :

1° Ils demandent le rachat du contrat, et obtiennent ainsi une somme d'argent à partager comme tous les autres biens de communauté.

2° L'assurance est réduite. D'où un nouveau contrat d'assurance constitué moyennant une prime unique et dont le bénéfice appartient à la communauté dissoute comme une créance éventuelle.

3° L'époux contractant bénéficiaire du contrat demande à continuer le paiement des primes ; pour rester seul bénéficiaire de l'assurance, il devra tenir compte à la communauté de la valeur acquise au contrat au jour de la dissolution de cette communauté, c'est-à-dire de la valeur de rachat.

Je rappelle que si l'assurance contractée antérieurement au mariage est une assurance mixte, le contrat en réalité renferme deux assurances ; si l'une d'entre elles a été contractée au profit d'un bénéficiaire déterminé, suivant qu'elle recevra ou ne recevra pas son effet, le bénéfice du contrat sera exclu de la communauté ou lui appartiendra.

2^e CAS. — *Assurance contractée par un tiers au profit de l'un des époux antérieurement au mariage.*

Ainsi que je l'ai dit dans mon exposé préliminaire, l'acceptation du tiers bénéficiaire nominativement désigné dans la police, a pour effet de le rendre propriétaire

ab initio du capital assuré ; en d'autres termes son acceptation est non pas acquisitive mais confirmative de son droit. Le plus souvent, dans la pratique, l'acceptation du bénéficiaire à titre gratuit n'intervient qu'après le décès de l'assuré ; car c'est seulement à cette époque que le bénéficiaire a connaissance du contrat, exception faite pour le cas d'une assurance souscrite par la femme au profit du mari, puisque l'autorisation de ce dernier est nécessaire à la femme pour contracter.

D'après les principes généraux, le bénéfice d'une assurance contractée par un tiers au profit de l'un des époux nominativement désigné doit tomber dans la communauté légale, quelle que soit la date de l'acceptation de l'époux bénéficiaire. Cette solution cependant, dans la plupart des cas, est contraire à l'intention du contractant et au but même du contrat d'assurance ; logiquement, avec ce système, la femme instituée bénéficiaire, n'aurait aucun droit au capital assuré, si elle renonçait à la communauté. Aussi la jurisprudence et la plupart des auteurs décident que le bénéfice du contrat reste propre à l'époux institué bénéficiaire par application de l'article 1401-1^o du Code civil, aux termes duquel le mobilier donné aux époux entre dans la communauté, à moins que le donateur n'ait exprimé le contraire (1).

(1) En ce sens : Paris, 4 juin 1878, D. 79.2.25 et la note de M. Levallain ; Cass. Req., 10 novembre 1879, D. 80.1.175, S. 80.1.337 et la note de M. Labbé dont l'opinion est dans le sens d'une volonté for-

L'intention du donateur n'a pas besoin à cet égard d'être exprimée en termes sacramentels; elle peut même être tacite et résulter « soit de l'ensemble des clauses de l'acte soit, de la nature même de l'objet donné », dit la Cour de cassation dans son arrêt du 10 novembre 1879, rendu à propos d'une assurance contractée par un époux non marié au profit de sa future femme, à une époque où la communauté n'était même pas encore à l'état de projet.

*2° Sous le régime de la communauté de biens
réduite aux acquêts.*

1^{er} CAS. — *Assurance contractée par l'un des époux antérieurement au mariage à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées.*

La créance résultant du contrat d'assurance conclu antérieurement au mariage par l'un des époux à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées, reste propre à cet époux comme toute créance antérieure au mariage. Mais si des primes ont été payées par la communauté au cours du mariage, le capital assuré devra-t-il être partagé, d'après une proportion à déterminer, entre les époux ou leurs héritiers et ayants cause, ou bien, appartiendra-t-il en totalité à l'époux bénéficiaire du contrat ou à ses héritiers, à

muellement exprimée. La loi parle d'une volonté expresse, dit M. Labbé, or, une volonté expresse est l'opposée d'une volonté tacite. — En sens contraire : Bordeaux, 10 avril 1906, D. 1906.2.305.

charge par eux de payer une récompense à la communauté pour les primes déboursées par elle ? L'un et l'autre de ces deux systèmes ont leurs défenseurs.

Les partisans du premier système font remarquer que tout contrat d'assurance, au moins lorsqu'il s'agit d'une assurance vie entière ou même d'une assurance mixte, se décompose en une série de contrats successifs qui se renouvellent chaque année, par tacite reconduction pour ainsi dire, à la volonté du contractant libre de cesser le paiement des primes (1) ; ils décident en conséquence que le capital assuré appartiendra pour une partie en propre à l'époux contractant originaire et bénéficiaire tout à la fois dans l'hypothèse que j'envisage ou à sa succession, et pour l'autre partie à la communauté, qui peut être considérée comme une véritable contractante à partir du jour où elle continue le paiement des primes. Le propre consistera dans la valeur de réduction du contrat au jour du mariage ; la différence entre cette valeur de réduction et le montant du capital assuré, dans l'hypothèse où la communauté se dissout par la mort de l'assuré, constituera l'acquêt (2).

Au contraire, d'après les partisans du deuxième système auquel je me rallie, le capital assuré appartiendra en totalité à l'époux contractant, à charge par lui de

(1) En ce sens : Dumaine, *op. cit.*, n° 21, p. 37.

(2) En ce sens : Dumaine, *op. cit.*, n° 123, p. 231 ; Lefort, t. II, p. 386.

payer une récompense à la communauté égale au montant des primes payées par elle. Le contrat d'assurance est en effet un contrat unique, bien que mathématiquement, pour l'évaluation des risques, il puisse se décomposer en une série d'assurances annuelles. L'époux, avant son mariage, en contractant avec la Compagnie a fait une bonne ou une mauvaise opération, les chances de gain ou de perte qui en résultent sont au profit ou à la charge de son patrimoine personnel ; la communauté a seulement droit à la récompense de ce dont elle s'est appauvrie, c'est-à-dire dans l'espèce au montant des primes.

2^e Cas. — *Assurance contractée par l'un des époux antérieurement au mariage au profit de personnes déterminées.*

En pareil cas, d'après la jurisprudence, le bénéficiaire désigné, quelle que soit la date de son acceptation, est censé avoir été propriétaire *ab initio* du capital assuré. Mais si les primes ont été payées par la communauté, l'époux contractant lui en devra-t-il récompense ! Beaucoup d'auteurs, qui forment je crois la majorité, ont refusé à la communauté tout droit à récompensé pour les motifs suivants.

Le patrimoine de l'époux contractant ne s'est pas enrichi ; la communauté d'un autre côté n'a rien payé pour la conservation ou l'amélioration de ce patrimoine puisque le capital assuré n'en a jamais fait partie. En outre on ne peut pas dire que la communauté a payé

une dette de l'époux contractant antérieure au mariage puisque le paiement des primes est facultatif. Enfin, troisième motif, si l'assurance a été contractée par le mari, celui-ci avait, aux termes des articles 1421 et 1422 du Code civil, le droit de prendre sur l'actif de la communauté de quoi payer les primes de l'assurance et d'en faire ainsi donation au bénéficiaire désigné. Si l'assurance a été contractée par la femme, le mari chef de la communauté en payant les primes a usé du même droit (1).

Le droit à récompense par l'époux contractant au profit de la communauté ne se comprendrait que si cet époux avait retiré un profit personnel de l'opération, par exemple si l'assurance avait été contractée au profit d'un de ses créanciers pour une dette antérieure au mariage, ou en faveur d'un enfant d'un premier lit, ou encore pour doter personnellement un enfant commun.

Quelques auteurs ont dit également que la communauté n'avait droit à aucune récompense parce qu'elle est tenue des intérêts et arrérages des dettes propres des époux. Mais je ne crois pas cet argument fondé, car on ne peut pas considérer les primes d'une assurance comme des intérêts ou des arrérages.

Je fais observer que sous le régime de la communauté légale, la question du droit à récompense dans l'hypothèse que j'envisage actuellement ne peut pas être sou-

(1) En ce sens : Dumaine, p. 232, n° 424 ; Couteau, t. II, n° 581.

levée ; car les primes constituent une dette mobilière, quoique facultative, laquelle est à la charge de la communauté bien qu'étant antérieure au mariage, en vertu de l'article 1409-1^o du Code civil.

3^e CAS. — *Assurance contractée par un tiers antérieurement au mariage au profit de l'un des époux.*

En pareil cas, le capital de l'assurance reste propre à l'époux qui en est bénéficiaire, puisque les époux en adoptant le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts ont voulu exclure de cette communauté tout ce qui ne provenait pas de l'industrie commune des époux ou des économies faites sur les revenus de leurs biens propres.

Mais l'époux bénéficiaire devrait-il récompense à la communauté dans le cas où cette dernière aurait payé tout ou partie des primes de l'assurance. Je crois qu'il faut répondre par l'affirmative, les primes ainsi que je l'ai dit précédemment n'étant pas assimilables aux intérêts ou arrérages des dettes propres que l'article 1409 du Code civil met à la charge de la communauté.

SECTION II. — Assurance contractée au cours du mariage.

1^{er} CAS. — *Assurance contractée par le mari à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées telles que ses héritiers ou ayants droit.*

L'assurance contractée par le mari à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées appar-

tient à la communauté. C'est l'application de ce principe général d'après lequel toutes les acquisitions faites au cours du mariage sous le régime de la communauté légale ou de la communauté réduite aux acquêts sont communes, les époux ne pouvant se créer des biens propres autrement que par subrogation réelle ou en remplissant les formalités exigées par la loi pour le remploi ou encore à moins de stipulation contraire contenue dans le contrat de mariage.

Tous les auteurs et la jurisprudence sont d'accord sur ce point (1).

En vain objecterait-on que la communauté lorsqu'elle se dissout par suite du décès du conjoint assuré n'a pu être propriétaire du capital assuré puisque ce capital ne s'est formé qu'au jour de ce décès. Il n'en est pas moins vrai qu'il existe dès le jour du contrat au profit du bénéficiaire et contre l'assureur une créance à terme ou éventuelle suivant les cas, ayant ce capital pour objet, créance qui doit appartenir à la communauté comme toute créance mobilière acquise au cours du mariage.

Si la communauté se dissout avant le décès de l'assuré, il y aura lieu d'appliquer pour le règlement des droits des parties un des trois procédés que j'ai indiqués plus haut (section I, 1^{er} cas d'assurance) ; rachat du

(1) Cass., Civ. rej., 15 décembre 1873, D. 74.1.113, S. 74.1.199 ; Nancy, 23 janvier 1904, D. 1906.2.174. — Dupuich, p. 465, n° 242 ; Couteau, t. II, n°s 561, 562 ; Lefort, t. II, p. 384 ; Dumaine, n°s 127 et 387, p. 136.

contrat, réduction ou attribution de l'assurance à l'époux contractant qui veut continuer le paiement des primes à charge par lui de payer à la communauté une récompense égale à la valeur du rachat. Si la communauté au moment de sa dissolution n'avait payé qu'une ou deux primes, la valeur de rachat ou de réduction serait nulle. Le bénéfice du contrat appartiendra-t-il alors en entier à l'assuré, toujours dans l'hypothèse où il survit à la dissolution de la communauté ? Je ne le crois pas. Les copartageants auront alors deux partis à prendre : ou bien abandonner le bénéfice du contrat à l'époux survivant moyennant une somme fixée à forfait, ou bien laisser l'assurance dans l'indivision. Dans ce cas, si les primes continuent à être payées soit par l'époux survivant soit par un tiers, il faudra considérer comme dépendant de la communauté dissoute la fraction du capital assuré correspondant à la première ou aux deux premières primes payées par elle (1).

2^e CAS. — *Assurance contractée par le mari au profit d'un bénéficiaire désigné autre que la femme.*

Le mari ayant, aux termes de l'article 1422 du Code civil, le droit de disposer des objets mobiliers de la communauté à titre gratuit et particulier, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit, peut contracter une assurance au profit d'une personne déterminée. Le bénéfice du

(1) En ce sens : Dumaine, p. 247, n^o 130.

contrat en pareil cas, par suite de l'effet rétroactif de l'acceptation, n'a jamais appartenu à la communauté(1).

Le mari ne sera tenu à aucune récompense envers la communauté, excepté dans le cas où il aurait retiré du contrat un profit personnel, par exemple si l'assurance avait été contractée au profit d'un de ses créanciers pour une dette qui ne doit pas tomber en communauté, ou bien au profit d'un enfant d'un premier lit, ou encore si le mari a voulu doter personnellement l'enfant commun (art. 1469, C. civ.). Ces hypothèses sont en effet spécialement prévues par le Code civil (art. 1437 et 1469), mais il est encore d'autres cas qui donneront lieu à récompense. Il faudra toujours se demander si le mari en contractant une assurance au profit d'un tiers déterminé n'a pas retiré de cette opération un avantage personnel, quoiqu'indirect, dont il doit compte à la communauté. J'ai déjà expliqué dans mon chapitre deuxième le sens très large que certains auteurs donnent aux mots « profit personnel » employés par l'article 1437 du Code civil. La même controverse sur le sens à donner à ces mots s'applique ici (2).

On s'est même demandé à ce sujet si la succession du mari ne devrait pas récompense à la communauté dans

(1) Dupuich, n° 244 ; Couteau, t. II, n° 562 ; Lefort, t. II, p. 387, 388, 389 ; Dalloz, *Supplément au Répertoire*, au mot : *Assurance*, n° 466.

(2) Je citerai à ce sujet : une note de M. Beudant dans D. 70.1.6 et 7, sous arrêt de Cass. du 13 juin 1869, et un arrêt de la Cour de Cass. Req., 14 avril 1886, D. 87.1.169, S. 86.1.289.

le cas où le mari aurait contracté une assurance au profit de l'un de ses successibles qui devrait le rapport sinon du capital assuré, au moins des primes, à ses co-héritiers, ou même au profit d'un étranger qui serait tenu au même rapport pour le calcul de la quotité disponible, ce qui aurait pour effet d'augmenter l'actif de la succession du mari.

La négative est généralement décidée par les auteurs et par la jurisprudence, parce qu'on ne peut pas voir dans le rapport réel ou fictif un avantage personnel au mari (1).

S'il y a lieu à récompense par le mari ou sa succession au profit de la communauté, il semble évident que le montant de cette récompense doit égaler le total des primes payées par la communauté. M. Dumaine signale cependant un autre mode de calcul de cette récompense, que j'exposerai plus loin (2).

3^e Cas. — *Assurance contractée par le mari au profit de son épouse.*

Le fait que le bénéficiaire du contrat d'assurance est l'époux du contractant ne peut faire échec à l'application de ce principe, aujourd'hui universellement admis en jurisprudence, d'après lequel le bénéfice du contrat appartient *ab initio* au tiers expressément désigné dans

(1) Req., 30 avril 1862, D. 62.1.522 ; Civ. rej., 7 décembre 1898, D. 99.1.97 et la note de M. Planiol.

(2) Dumaine, p. 239, n° 128 et p. 143, n° 71.

la police (ou dans un avenant qui fait corps avec la police) (1). Seulement si cet époux bénéficiaire, la femme dans le cas que j'envisage actuellement, est marié sous le régime de la communauté de biens, légale ou réduite aux acquêts, ce dernier principe va se trouver en conflit avec cet autre principe général en matière de communauté aux termes duquel toute acquisition faite au cours du mariage autrement que par succession ou donation appartient à la communauté (C. civ., art. 1401, 1°). Il en résulterait que la femme n'aurait droit au bénéfice du contrat que si elle acceptait la communauté et que même en cas d'acceptation elle ne pourrait prétendre qu'à la moitié du capital assuré, en tant que femme commune en biens. En outre le capital assuré serait, comme toute valeur de communauté, le gage des créanciers tant de la communauté que du mari, puisque quiconque est créancier du mari a action sur les deux patrimoines confondus du mari et de la communauté. Un pareil résultat serait absolument contraire à l'intention du contractant et apporterait de grandes entraves au développement de l'assurance sur la vie entre époux. Le but du contrat ne peut être atteint que si le bénéfice de l'assurance reste propre à la femme (2). C'est à cette dernière solution que s'est arrêtée, ainsi que je le montrerai ci-après, la jurisprudence de la Cour de cassation et de la majorité des Cours d'appel,

(1) Civ. Cass., 7 août 1888, D. 89.1.118, S. 89.1.97.

(2) En ce sens : note de M. Levillain, D. P. 79.2.25.

après une longue période d'hésitation. Mais comment justifier ce droit propre de la femme en présence des textes actuels du Code civil ? Plusieurs systèmes ont été proposés à cet effet.

Dans un premier système le capital assuré n'appartiendrait pas à la communauté parce qu'il ne se forme qu'au jour où la communauté est dissoute. Cela n'est vrai que de certains cas d'assurance, ainsi de l'assurance vie entière. En outre, je crois ce système critiquable en ce sens que si le capital n'est exigible qu'au décès de l'assuré, il n'en existe pas moins au profit du bénéficiaire dès le jour du contrat une créance qui a ce capital pour objet.

Dans un deuxième système, le capital assuré dépend originairement de la communauté ; seulement le mari en dispose aussitôt au profit de son épouse (1). Cette donation lui est permise tant par l'article 1422 du Code civil que par l'article 1480 du même Code, dont les termes généraux s'appliquent aussi bien aux donations faites par l'un des époux à l'autre sur sa part de communauté et dans la mesure où il est copropriétaire de l'actif commun qu'aux donations qui portent sur des objets appartenant en propre à l'époux donateur. Ce système qui voit dans l'assurance par le mari au profit de sa femme une acquisition pour le compte de la communauté puis une donation par le mari à la femme a

(1) En ce sens : Douai, 46 janvier 1897, D. 97.2.425.

été primitivement celui de la Cour de cassation (1).

Dans ce système la femme doit rapporter à la succession du mari sinon la totalité du capital assuré comme quelques-uns l'ont soutenu, au moins la moitié de ce capital (2), donation qui se trouve par suite être sujette à réduction si elle dépasse les limites de la quotité disponible. Ce système en outre ne remédie qu'en partie aux inconvénients que j'ai signalés plus haut, car il n'empêche pas que le bénéfice du contrat n'ait dépendu, ne fût-ce qu'un instant de raison, de la communauté et ne soit devenu par cela même le gage des créanciers du mari et de la communauté ; enfin il ne permet pas d'échapper à l'application de l'article 564 du Code de commerce, que l'on convient d'étendre à tous les avantages faits par le mari à la femme au cours du mariage.

D'autres auteurs pour exclure le capital assuré de la communauté ont fondé leur opinion sur l'article 1401-1^o du Code civil et sur les derniers mots qu'il contient : « Si le donateur n'a exprimé le contraire ». Mais il semble douteux que les rédacteurs du Code civil aient pensé en rédigeant cet article aux donations faites par le mari à la femme ; de plus ce système laisse supposer une donation par le mari à la femme et a contre lui les inconvénients signalés plus haut ; enfin, il s'agit toujours de la donation du capital assuré, or tout l'effort de la

(1) Req., 2 mars 1881, D. 81.1.400, S. 81.1.145 et la note de M. Labbé.

(2) En ce sens : Douai, 16 janvier 1897, D. 97.2.425.

jurisprudence est au contraire d'arriver à reconnaître que le tiers bénéficiaire n'est pas donataire du capital assuré, mais qu'il en est propriétaire *ab initio* par l'effet d'une stipulation pour autrui ; s'il y a une donation, elle ne peut porter que sur les primes.

Pour arriver à ce résultat, un troisième système a été proposé. Le mari prélève sur la communauté le montant des primes et il en fait donation à la femme avec l'intention d'en faire un bien propre à cette dernière, ainsi que le permet l'article 1401-1° du Code civil. « La créance contre la compagnie d'assurances, dit M. Lacoste (1), est acquise moyennant le paiement de ces primes. Cette créance est donc un meuble substitué à un propre et les meubles substitués à un propre étant propres eux-mêmes (Pothier, *De la communauté*, n° 99 ; C. civ., art. 1433), la créance contre la compagnie d'assurances est un propre de la femme, comme les primes dont elle tient la place. »

Dans ce système, le rapport à la masse en cas de faillite, ou la réduction en cas d'atteinte à la réserve ne peut porter que sur les primes. Mais ce système qui suppose toujours une donation par le mari à la femme offre encore une partie des inconvénients signalés plus haut ; en outre, je ne vois pas pourquoi on ne l'appliquerait pas à l'acquisition de biens autres que le bénéfice d'une

(1) Examen de quelques questions relatives à la donation contenue dans une assurance en cas de décès au profit d'un tiers déterminé. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, p. 211.

assurance et qui se trouveraient ainsi propres à la femme ; que deviendrait alors ce principe fondamental en matière de communauté , d'après lequel il ne peut être créé pendant le mariage aucun bien propre à la femme en dehors des conditions prévues par la loi ou par le contrat de mariage.

Enfin il faut remarquer que dans tous ces systèmes qui se fondent sur l'idée d'une donation, la question de savoir si la femme doit une récompense à la communauté ne se pose plus, car l'idée de donation du capital ou des primes est incompatible avec celle de récompense ; il ne peut y avoir de récompense à la charge de la femme que si elle a retiré des fonds de la communauté un profit personnel et non pas si elle a reçu de son mari une donation. On pourrait même se demander si ce ne serait pas le mari qui devrait une récompense à la communauté pour cette donation par lui faite à son épouse ; il faudrait répondre par la négative, le mari pouvant disposer des effets mobiliers de la communauté à titre gratuit et particulier au profit de toutes personnes pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit (art. 1422, C. civ.)

Enfin dans un dernier système auquel je me rallie le capital assuré serait propre à la femme par suite de sa nature même qui est d'être rigoureusement personnelle à l'époux qui en est bénéficiaire (1). Le bénéfice d'une

(1) En ce sens : note de M. Labbé dans Sirey, 1877.1.397.

assurance contractée par le mari au profit de son épouse doit lui appartenir en propre comme lui appartiendrait le bénéfice d'une rente viagère qui lui serait allouée en réparation d'un accident dont elle aurait été victime.

Dans ce système, la femme ne peut être tenue envers la communauté pas plus qu'envers la succession du mari ni au rapport réel, ni au rapport fictif pour le calcul de la quotité disponible du capital de l'assurance, qui n'a jamais appartenu à la communauté ni au mari pour une fraction quelconque.

La seule question qui peut se poser est celle de savoir si la femme doit récompense à la communauté pour le profit personnel qu'elle a retiré du contrat. Je crois qu'il faut répondre à cette question par l'affirmative. Le contraire ne se comprendrait que si on pouvait voir dans l'assurance contractée par le mari au profit de sa femme l'exécution d'une obligation naturelle (1). Or, de quelle obligation naturelle peut-il s'agir ici ? Ce ne peut être l'obligation mutuelle de secours et assistance imposée par l'article 212 du Code civil aux époux, car je raisonne dans l'hypothèse où la femme est appelée à recueillir le bénéfice du contrat après le décès du mari. Ce ne peut donc être que l'obligation alimentaire imposée à la succession de l'époux prédécédé au profit de l'époux survivant, obligation qui n'existe que dans le cas où l'époux survivant ne trouve pas dans l'usufruit

(1) Dans ce sens : Besançon, 2 mars 1887, D. 88.2.4, S. 87.2.213 ; Seine, 4 mars 1903, D. 1903.2.43, arrêt précité.

légal qui lui est accordé par l'article 767 du Code civil des ressources suffisantes pour vivre, ou encore dans le cas où il aurait été privé de cet usufruit par des dispositions testamentaires faites par son conjoint prédécédé. En dehors de cette hypothèse, on ne peut pas dire que l'assurance sur la vie contractée par un époux au profit de son conjoint a pour but l'exécution d'une obligation naturelle ou plutôt d'une obligation imposée par la loi.

La femme doit donc récompense à la communauté pour le profit personnel qu'elle a retiré du contrat, récompense qui, ainsi que je le dirai ci-après, doit être égale au montant des primes payées par la communauté, lorsque ce montant est inférieur ou égal au capital assuré, sinon à ce capital même.

Il faut reconnaître cependant qu'obliger la femme à une récompense serait dans bien des cas une charge trop lourde pour elle et qui ne répondrait pas à l'intention du mari. Mais rien n'empêche le mari de faire donation à son épouse de sa part dans cette récompense (1). Cette donation n'a pas besoin d'être faite en termes exprès (2). Dans la plupart des cas, elle devra être présumée, surtout lorsque les héritiers du mari sont des

(1) En ce sens : Labbé note dans Sirey, sous Rennes, 9 février 1888, S. 89.2.121.

(2) Nancy, 16 mars 1901, D. 1902.2.170. — Dumaine, *op. cit.*, n° 72 ; Dupuich, *op. cit.*, n° 58. — D'après M. Lefort, t. II, p. 365, il faudrait même pour que la femme soit tenue à une récompense une manifestation de volonté formelle de la part du mari.

collatéraux ; il faut raisonner ici comme en matière de récompense due à la communauté par l'époux survivant bénéficiaire d'une rente viagère réversible acquise avec des deniers communs.

Cette donation devra être rapportée pour le calcul de la quotité disponible et de l'usufruit accordé à l'époux survivant, aux termes de l'article 767 du Code civil ; elle sera imputable sur ce droit d'usufruit et sera réductible si elle dépasse les limites de la quotité disponible.

Si la femme renonce à la communauté, la donation portera sur la totalité de la récompense ; si elle accepte, elle ne portera que sur la moitié (1), la femme étant copropriétaire dans cette proportion des biens de la communauté, après prélèvement toutefois des reprises en deniers de l'un ou de l'autre des époux (art. 1474, C. civ.).

La récompense doit égaler le montant total des primes payées par la communauté ; c'est en effet la somme dont elle s'est appauvrie au profit de l'époux bénéficiaire. Je signale cependant un reproche qu'on a pu faire à ce mode de calcul, celui de ne pas tenir compte de la capitalisation des intérêts (2).

M. Dumaine a proposé un autre mode de calcul (3). D'après lui, la récompense devrait être égale :

(1) Paris, 30 avril 1891, D. 92.2.153 ; Seine, 2 avril 1898, D. 98.2.373.

(2) Hans, *op. cit.*, p. 242.

(3) Dumaine, *op. cit.*, nos 71 et 72.

« 1° A la prime payée pour l'année pendant laquelle le conjoint vient à décéder ;

« 2° A la réserve que la Compagnie a faite sur les primes antérieures et qu'elle a capitalisée.

« En effet, dit M. Dumaine, la somme totale que la Compagnie d'assurances verse au bénéficiaire comprend :

« 1° Les deux sommes précitées ; 2° pour le surplus une somme provenant des primes des autres assurés qui comprenaient le groupe auquel le défunt appartenait.

« Or il est évident que le conjoint survivant ne doit pas se faire récompenser de cette dernière somme, la récompense ne doit comprendre que les deux premières. »

Ce mode de calcul, d'après moi, doit être rejeté ; car, ainsi que je l'ai dit précédemment, le contrat d'assurance est un contrat indivisible, bien que le paiement de la prime soit facultatif ; peu importe par exemple les changements que subirait la capacité du souscripteur au cours du contrat. « Les primes annuelles ne sont que des dérivées de la prime unique ; elles constituent un mode de paiement à échéance périodique substitué à un paiement intégral une fois fait, mais elles n'ont pas pour effet de fractionner le contrat (1). »

La récompense devra donc être égale au total des

(1) Hans, *op. cit.*, p. 237.

primes payées par la communauté ; s'il arrive, l'assuré ayant vécu bien au delà du terme fixé par les tables de mortalité, que ce total soit supérieur au capital assuré, la récompense ne sera que de ce capital, car dans aucun cas elle ne peut être supérieure aux sommes payées par la communauté (1).

Je passe maintenant à l'examen de la jurisprudence.

Un point qui paraît aujourd'hui définitivement admis par elle, c'est que l'époux bénéficiaire de l'assurance (la femme dans l'espèce que j'examine actuellement) ne peut être tenu qu'au rapport des primes. Dans ses arrêts célèbres des 6 janvier, 6 février, 22 février et 27 mars 1888, la Cour de cassation a jugé en effet que le capital assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant, échappait en cas de faillite à la masse des créanciers ; cependant la Cour de cassation, par un arrêt du 8 février de la même année, décidait que le capital assuré devait être rapporté à la succession du stipulant lorsque le bénéficiaire se trouvait en présence non plus de créanciers de ce dernier mais de cohéritiers ; le principe que le bénéfice de l'assurance appartient en propre au tiers spécialement désigné devait fléchir devant l'égalité des partages. Cet arrêt a donné lieu dans la doctrine à de vives controverses. Les Cours d'appel restaient divisées sur la question du rapport du capital ou des primes, lorsque la Cour de cassation par un arrêt du

(1) En ce sens : Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, n° 853.

29 juin 1896 (1) décida : « que le capital stipulé n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant ne constituant pas une valeur successorale, ne saurait par suite entrer en compte pour le calcul de la réserve » à laquelle avait droit dans l'espèce la mère du stipulant.

Quant à la question du rapport des primes à la succession du mari, la Cour de cassation l'a écartée pour ce motif que la femme bénéficiaire de l'assurance n'était pas héritière de son mari, dans l'espèce la succession s'était ouverte antérieurement à la loi du 9 mars 1891.

Depuis cet arrêt célèbre de la Cour de cassation, les tribunaux et les Cours d'appel sont presque unanimes pour ne faire porter le rapport ou la réduction que sur les primes (2), sous réserve de la distinction ci-après.

Quand cette question de rapport des primes se pose en matière de faillite, la Cour de cassation a plusieurs fois jugé que la restitution n'était due par la femme que suivant les circonstances (3).

On considère alors les primes comme faisant partie de cette espèce de monnaie courante, destinée à être dépensée par les époux d'une façon ou d'une autre, à

(1) Ch. civ., D. 97.1.73 ; et antérieurement : Paris, 30 avril 1891, D. 91.2.153.

(2) Cependant, pour le rapport du capital, voir : Douai, 16 janvier 1897, D. 97.2.425 ; Rouen, 29 mai 1897.

(3) Cass., 22 février 1888, D. 88.1.193 ; 7 août 1888, D. 89.1.188 ; 23 juillet 1889, D. 90.1.383.

laquelle on peut appliquer la vieille expression romaine, *latius virisset* (1).

En matière de rapport ou de réduction pour atteinte à la réserve, plusieurs arrêts de Cours d'appel distinguent suivant que les primes ont été payées par le stipulant sur son revenu ou sur son capital ; dans le premier cas elles échappent au rapport et même à la réduction (2).

Cette distinction est difficile à justifier ; d'abord elle peut être difficile à appliquer en pratique ; peut-on dire où commencent et où finissent les revenus ? Les revenus, variables chaque année, d'un industriel ou d'un commerçant ne peuvent pas évidemment être assimilés aux revenus plus fixes d'un rentier ; l'assuré peut être obligé pendant les mauvaises années de prendre sur son capital pour faire face au paiement des primes de l'assurance, alors que, pendant les années ordinaires, il lui est très facile de faire ce paiement avec ses revenus. En outre, cette distinction ne peut se justifier ni de la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation ni d'aucun texte de loi.

L'article 852 dispense bien du rapport les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents d'usage, cet article étant le résumé d'un passage de Pothier (*Suc-*

(1) Boistel, note dans D. 89.2.158, col. 1.

(2) En ce sens : Paris, 10 janvier 1900, D. 1900.2.489, et la note de M. Dupuich.

cessions, chap. IV, art. 2 et 3) qui ne s'occupait que des successions en ligne directe, le rapport n'étant pas dû dans notre ancien droit en ligne collatérale et les dépenses énumérées par l'article 852 étant considérées moins comme des libéralités que comme l'accomplissement d'un devoir (1). Mais si cet article dispense du rapport ces dépenses, ce n'est point parce qu'elles ont été faites sur les revenus ; elles échapperaient au rapport même si elles avaient été prises sur le capital.

Les partisans de la distinction en question citent également à l'appui de leur opinion l'article 856 du Code civil qui dispose que les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession. Cet article ne peut s'appliquer dans mon hypothèse où les objets donnés sont les revenus eux-mêmes ; les primes de l'assurance constituent le montant de la donation, ce sont seulement les intérêts de ces primes qui sont dispensés du rapport.

Cette distinction est du reste rejetée par la Cour de cassation en matière de rapport à succession. « Est sujette à rapport, dit-elle, toute libéralité même faite sur les revenus, si elle ne rentre pas dans les termes de l'article 852 du Code civil. C'est la cause et la nature de la dépense et non l'origine des fonds qu'il faut considérer pour savoir si elle est rapportable (2). »

(1) Planiol, *op. cit.*, t. III, p. 663.

(2) Cass., 13 avril 1899, D. 1901.1.233 et la note de M. Boistel, D. 1902.1.185.

J'ajoute que même si on admettait que l'emploi des revenus, des fruits en libéralité échappe à la réduction, c'est ainsi que le dit M. Labbé (1), « à la condition que ces libéralités elles-mêmes aient le caractère de fruits, de revenus destinés à être consommés au jour le jour, à entretenir la vie. Mais si les revenus sont capitalisés et donnés comme tels, le rapport, la réduction s'exercent en général sur ces dons pour rétablir le patrimoine amoindri en son intégrité. En général, ajoute M. Labbé, car les règles du rapport sont moins sévères que celles de la réduction ».

Cependant si la distinction entre les primes payées sur le capital ou sur les revenus ne se justifie pas, je crois qu'on pourra dans bien des cas considérer les primes comme dispensées du rapport par l'intention présumée du stipulant ; cette intention résultera alors des circonstances et non plus de la distinction précédente (2). La dispense de rapport d'après la jurisprudence ne résulte pas en effet nécessairement d'un acte écrit ; elle peut être tacite et résulter des circonstances (3).

Cette théorie a en outre l'avantage de s'accorder avec

(1) Note dans Sirey, 92.1.177.

(2) En ce sens : Wahl, L'assurance en cas de décès au point de vue du rapport successoral, de la quotité disponible et des récompenses. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 41.

(3) Cass., 11 janvier 1897, D. 97.1.473 ; Douai, 8 janvier 1897, D. 99.2.73 ; Cass., 18 novembre 1903 (pour les dons manuels), S. 1904.1.40 ; Planiol, *op. cit.*, t. III, p. 654.

la jurisprudence qui s'est formée sur les donations déguisées, lesquelles peuvent être présumées dispensées du rapport, d'après les circonstances dont les juges du fond sont souverains appréciateurs et parmi lesquels ils peuvent faire entrer le déguisement même de la donation à la condition de n'en pas faire le motif unique de leurs décisions (1).

Quand il s'agit maintenant non plus du rapport entre cohéritiers mais du rapport pour le calcul de la quotité disponible, les primes dans tous les cas doivent à mon avis être rapportées à la masse ; la volonté du stipulant ne peut pas modifier les règles de la réduction et rien ne permet de soustraire les primes données à l'application des articles 913 et 922 du Code civil ; dans tous les cas, le rapport est dû aux héritiers réservataires qui n'ont pas à prouver comme les créanciers en cas de faillite que la donation des primes a été faite en fraude de leurs droits.

Si le montant des primes dépassait le capital assuré, le rapport et la réduction ne pourraient à mon avis porter que sur le capital ; il faut en effet pour le rapport et la réduction considérer deux choses, l'appauvrissement du donateur d'une part et l'enrichissement du donataire d'autre part ; or si le patrimoine du donateur s'est appauvri du montant des primes, celui du donataire ne s'est enrichi que du capital ; cette conclusion

(1) Cass., 4 novembre 1885, S. 88.1.455 ; Planiol, *op. cit.*, t. III, p. 655 ; Wabl, *op. cit.*, p. 46.

est d'accord avec l'article 853 du Code civil qui n'oblige l'héritier à rapporter que le profit qu'il a pu retirer des conventions passées avec le défunt et avec l'article 922 aux termes duquel les biens donnés doivent être comptés pour l'application des règles de la réduction d'après leur valeur au jour du décès du donateur (1).

Je fais observer que lorsqu'il s'agit d'une assurance contractée par l'un des époux au profit de son conjoint, seule la question de réduction pouvait se poser avant la loi du 9 mars 1891, qui a modifié l'article 767 du Code civil ; depuis cette loi, bien que le conjoint survivant soit toujours considéré comme un successeur irrégulier, il devra pour le calcul de son droit d'usufruit rapporter à la succession le montant des primes payées par le défunt, car d'après le même article il doit imputer sur son droit d'usufruit les libéralités qu'il a reçues du défunt même faites par préciput et hors part (2).

J'ai considéré dans le raisonnement qui précède l'époux bénéficiaire de l'assurance comme donataire des primes, ainsi que le décident la plupart des arrêts de Cour d'appel. Si au contraire on adopte, ainsi que je l'ai fait, le système d'après lequel le capital assuré appartient en propre à l'époux qui en est bénéficiaire à

(1) En ce sens : Balleydier et Capitant, *op. cit.*, p. 557 ; Wahl, *op. cit.*, p. 54 et suiv., 62 et suiv. — En sens contraire : Paris, 10 janvier 1900, D. 1900.2.489.

(2) En ce sens : Cour d'appel de Besançon, 27 novembre 1896, D. 98.2.385.

charge de récompense, comme étant un de ces droits qui sont par leur nature exclus de la communauté, *a fortiori* la distinction faite par la jurisprudence des Cours d'appel entre les primes payées sur les revenus et celles payées sur le capital ne peut se justifier, l'article 1437 qui pose le principe des récompenses ne faisant aucune distinction semblable. Seulement, comme j'ai présumé l'époux bénéficiaire dispensé tacitement de cette récompense, il faut appliquer à cette dispense qui est une véritable donation tout ce que j'ai dit précédemment pour la donation des primes. Que l'on suppose le conjoint bénéficiaire donataire des primes ou donataire de la récompense due par lui pour les primes payées par la communauté, le résultat sera le même.

En résumé, la tendance de la jurisprudence est de dispenser l'époux bénéficiaire du capital assuré de tout rapport ou de toute récompense pour les primes payées par la communauté, lorsque ces primes sont modiques par rapport aux revenus des époux (1).

C'est cette jurisprudence que consacre le projet de loi gouvernemental sur le contrat d'assurance sur la vie dont je parlerai ultérieurement. D'après ce projet de loi, l'époux bénéficiaire ne serait tenu à aucun rapport même pour le calcul de son droit d'usufruit légal, les primes lorsqu'elles sont modiques par rapport aux revenus du stipulant étant considérées comme des dé-

(1) En ce sens : Amiens, 18 mai 1897, D. 98.2.369.

penses courantes qui ne doivent plus figurer dans aucun compte de communauté ou de succession.

1^{er} CAS. — *Assurance contractée par la femme à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées.*

La femme mariée sous le régime de la communauté peut durant le mariage contracter une assurance sur la vie à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées avec l'autorisation du mari, bien que cela soit assez rare dans la pratique, exception faite pour le cas d'une assurance souscrite par les deux époux au profit du survivant. En principe le bénéfice d'une assurance contractée par la femme au cours du mariage sur la tête de son mari ou d'un tiers et à son profit personnel doit appartenir à la communauté d'après la règle générale qui veut que toute acquisition faite au cours du mariage appartienne à la communauté (1). Cependant l'opinion contraire d'après laquelle le bénéfice de l'assurance appartient en propre à la femme sauf récompense à la communauté est généralement admise par les auteurs et la jurisprudence (2). Je crois en effet qu'il n'y a pas de motif pour distinguer ce cas de celui précédemment examiné d'une assurance contractée par le mari au cours du mariage sur sa tête et au profit de sa

(1) En ce sens : Caen, 6 décembre 1881, S. 83.2.33.

(2) Labbé, note dans S. 77.1.397 et S. 91.2.185, sous arrêt rendu dans le même sens par la Cour de Riom, le 8 juillet 1890 ; Lefort, t. II, p. 383.

femme. Le mari en effet en autorisant sa femme à contracter et en payant lui-même les primes avec des deniers communs a manifesté son intention de considérer le contrat comme conclu par lui-même et d'en faire profiter seule la femme ; que cette dernière signe la police comme autorisée de son mari qui plus tard paie les primes de l'assurance ou comme mandataire de ce dernier, peu importe, la situation est la même. Il faudra donc appliquer ici tout ce que j'ai dit à propos du cas précédent. Si l'assurance avait été contractée par la femme non plus à son profit personnel mais au profit de personnes indéterminées, tels que ses héritiers ou ayants droit, le bénéfice devrait en appartenir à la communauté, parce que l'intention du mari d'en faire profiter seule son épouse et non pas la communauté, n'apparaît plus (1).

3^e CAS. — *Assurance contractée par la femme au profit d'un bénéficiaire désigné autre que le mari.*

En pareil cas le bénéfice du contrat dépend du patrimoine du tiers bénéficiaire et n'a jamais appartenu à la communauté (2), à moins que l'institution du tiers bénéficiaire ne devienne caduque par exemple par l'effet de sa renonciation. Quelques auteurs ont proposé de distinguer suivant que le bénéfice de l'assurance tomberait ou ne tomberait pas dans le lot de la femme à la

(1) En ce sens : Dupuich, n^{os} 246 et 248.

(2) En ce sens : Dupuich, n^o 248.

dissolution de la communauté; le tiers bénéficiaire n'aurait droit au capital assuré que dans le premier cas (1), mais cette distinction est généralement repoussée et je la crois contraire aux principes généraux qui régissent l'assurance contractée au profit d'une personne déterminée.

La femme ne devra récompense à la communauté pour les primes payées par elle que si elle a tiré un profit personnel du contrat, dans le cas, par exemple où l'assurance aurait été contractée au profit d'un enfant de la femme né d'un précédent mariage ou encore dans le cas où la femme aurait voulu doter personnellement un enfant commun (2).

6^e CAS. — *Assurance contractée par la femme au profit du mari.*

La plupart des auteurs distinguent, pour décider, si le bénéfice de cette assurance appartient à la communauté ou reste propre au mari, suivant que la femme a été autorisée ou non par ce dernier.

1^{re} HYPOTHÈSE. — La femme a été autorisée par le mari, ce qui arrivera le plus souvent. Car, autrement, la Compagnie refuserait de traiter avec la femme. Je crois qu'il faut alors décider que le bénéfice du contrat appartient en propre au mari pour les mêmes raisons

(1) Comtois, *Revue du notariat*, 1880, n° 6012, p. 349. V. aussi, Dalloz, *Supplément au Répertoire*, au mot *Assurance*, n° 468.

(2) En sens contraire : Couteau, t. II, n° 563, d'après lequel la femme doit récompense dans tous les cas

qui m'ont fait attribuer en propre à la femme le bénéfice de l'assurance conclue à son profit par le mari. L'intention de la femme a été d'exclure de la communauté le capital assuré ; son but ne serait pas atteint s'il appartenait à la communauté (1). Mais le mari devra récompense des primes payées par la communauté ; il n'y a pas lieu de distinguer sous ce rapport cette assurance de celle contractée par le mari au profit de son épouse (2).

Suivant quelques auteurs, cependant, le bénéfice du contrat d'assurance conclu par la femme au profit du mari avec ou sans l'autorisation de ce dernier, appartiendrait dans tous les cas à la communauté. Décider le contraire serait autoriser le mari à se créer des propres à lui-même, puisque les primes de l'assurance sont payées avec des deniers dépendant de la communauté ; cette assurance est donc analogue à celle qui aurait été contractée par le mari à son profit personnel (3). Ce raisonnement me paraît assez ingénieux, mais il aboutit à rendre impraticable en fait l'assurance contractée par la femme au profit du mari. Cette assurance, si elle est moins fréquente que l'assurance inverse, c'est-à-dire

(1) En ce sens : Paris, 26 novembre 1878, D. 79.2.152 ; Seine, 3 avril 1897, D. 98.2.371 et sur appel, Paris, 5 mai 1899, D. 1901.2.240 ; Dalloz, *Supplément au Répertoire*, au mot *Assurance*, n° 474 ; *Pandectes françaises, Assurance*, n° 706 ; Fuzier-Herman, *Assurances*, n° 413 ; Dumaine, *op. cit.*, n° 135, p. 262 ; Lefort, t. II, p. 369.

(2) Fuzier-Herman, au mot *Assurance*, n° 415.

(3) En ce sens : Dupuich, *op. cit.*, n° 249.

celle contractée par le mari au profit de son épouse, n'en a pas moins son utilité ; car le mari éprouve, en cas de décès de son épouse, un préjudice toujours moral et quelquefois un préjudice pécuniaire, car il peut se faire que les gains de la femme dans sa profession soient supérieurs à ceux du mari dans la sienne. En outre, la conclusion logique de ce raisonnement conduit à décider en cas d'assurance contractée par les deux époux conjointement au profit du survivant que le bénéfice du contrat appartient en propre à la femme si elle survit et dépend au contraire de la communauté, si elle prédécède, ce qui me paraît inadmissible.

2^e HYPOTHÈSE. — La femme a contracté sans l'autorisation de son mari. Beaucoup d'auteurs décident en pareil cas que l'assurance dépend de la communauté (1). Je crois qu'il faut surtout voir là une question de fait et que le plus souvent l'intention de la femme aura été de gratifier personnellement son mari et non pas d'enrichir la communauté (2). En outre, le mari en payant les primes de l'assurance ou en laissant la femme les payer me paraît avoir implicitement ratifié le contrat, de sorte que nous retombons dans la première hypothèse.

(1) Poitiers, 17 août 1875, D. 76.2.181 ; Cass, req., 12 février 1877, S. 77.1.393 et la note de M. Labbé, D. 77.1.342.

(2) En ce sens : Couleau, n° 570 ; Dalloz, *Supplément au Répertoire*, n° 174.

7^e CAS. — *Assurance contractée conjointement par les deux époux sur leur tête et au profit du survivant d'entre eux.*

Ce cas offre une grande analogie avec la vente par les deux époux conjointement de biens de communauté moyennant une rente viagère sur leur tête, à leur profit et avec réversibilité au profit du survivant. Dans l'un et l'autre cas, les deux époux ont en vue l'avenir du survivant d'entre eux ; mais en réalité, les deux opérations sont inverses. Dans la vente d'un bien de communauté moyennant une rente viagère, les époux aliènent un capital pour obtenir en échange un revenu purement viager ; au contraire dans l'assurance sur la vie au profit du survivant, les époux prennent le plus souvent sur les revenus de la communauté pour constituer au survivant un capital. Il est vrai, ce qui arrivera bien rarement, que la prime peut être unique et que d'un autre côté, le capital stipulé payable au décès du premier mourant des époux peut être converti en une rente viagère, mais alors la rente viagère ne commencera à courir qu'à partir de ce décès, tandis que dans le cas de vente d'un bien de communauté elle est immédiate (1).

Je retrouve à propos de ce cas spécial d'assurance à peu près les mêmes controverses que celles qui se sont élevées et que j'ai déjà examinées à propos de l'aliénation d'un bien de communauté moyennant une rente

(1) Dumaine, *op. cit.*, n^o 644.

viagère réversible au profit du survivant des époux. Toutes ces controverses peuvent, je crois, se ramener à deux systèmes principaux.

Dans un premier système le capital assuré dépendrait primitivement de la communauté comme ayant été constitué avec des valeurs communes, mais il appartiendrait en totalité au survivant des époux par l'effet d'une convention aléatoire analogue à une tontine. Chacun des époux, en d'autres termes, serait censé avoir cédé à son conjoint, pour le cas où ce dernier lui survivrait, la moitié qui lui appartient dans le capital assuré pour avoir la chance de recueillir la totalité de ce capital si lui-même survivait à son conjoint (1). Ce système soulève les mêmes critiques que celles que j'ai exposées à propos de l'aliénation d'un bien de communauté moyennant une rente viagère réversible sur la tête du survivant des époux ; cependant, il se défend mieux lorsqu'il s'agit d'une assurance, car très souvent les primes sont payées avec les revenus de la communauté ; il n'a donc pas en général pour résultat de rendre illusoire la réserve au profit des enfants et des ascendants, résultat auquel on aboutit si on admet que la rente viagère provenant de l'aliénation d'un bien de communauté

(1) En ce sens : Lefort, t. II, p. 371 et suiv. ; Rennes, 9 février 1888, S. 89.2.121 et la note de M. Labbé ; Douai, 31 janvier 1876, D. 76 2.121. — L'opération, dit M. Labbé en note sous l'arrêt précité de la Cour de Rennes, est une opération indécomposable de sacrifice mutuel et de prudence commune. Le contrat est indécomposable et à titre onéreux.

appartient en totalité au survivant en vertu d'une convention aléatoire sans qu'il doive pour cela aucune récompense à la communauté.

Dans un deuxième système qui me semble plus logique et plus juridique, l'assurance contractée conjointement par deux époux sur leur tête et au profit du survivant d'eux se décomposerait, comme toute assurance mixte, en deux assurances souscrites par chaque époux à son profit personnel et sur la tête de son conjoint pour le cas où il lui survivrait. On peut ajouter que de son côté le prémourant est censé avoir stipulé pour son conjoint pour le cas où il décéderait avant ce dernier. Chaque assurance en un mot est subordonnée à la condition suspensive de la survie de chaque époux et à la condition résolutoire du prédécès de son conjoint. Il faudra donc appliquer à chaque assurance ce que j'ai dit précédemment à propos d'une seule assurance contractée par le mari au profit de son épouse et réciproquement par la femme au profit du mari. Le capital assuré dans l'un et l'autre cas appartiendra donc en propre au survivant d'après l'opinion générale ; je crois qu'il faudra en outre présumer que le prémourant des époux a entendu exonérer son conjoint de la récompense qu'il pourrait devoir à la communauté pour les primes payées par elle ; l'époux survivant ne devra donc récompense des primes payées que dans la mesure où elles excéderaient les limites de la quotité disponible permise entre époux. Les quelques auteurs qui sont d'avis de

faire dépendre de la communauté le capital de l'assurance contractée par la femme au profit du mari devront décider de même, pour être logiques avec eux-mêmes, qu'en cas d'assurance conjointe, si le mari survit, le capital assuré devra dépendre également de la communauté (1).

Le caractère alternatif de ce genre d'assurance a été parfaitement mis en lumière par la Cour de cassation (Ch. civile) dans un arrêt célèbre du 28 mars 1877 (2) (affaire Théodat), dont je crois utile de rapporter ci-après les motifs, parce qu'il me semble avoir ouvert la voie qu'a suivie depuis la jurisprudence en général et qu'il résume la plupart des difficultés qui se sont présentées en matière d'assurance entre époux.

« Sur la première branche du moyen de cassation tirée de la violation des articles 1395 et 1401 du Code civil :

« Attendu, dit la Cour, que par le contrat d'assurances du 10 mai 1871, la Compagnie *le Monde* s'est obligée envers les époux Théodat, mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, et stipulant conjointement à payer lors du décès du prémourant desdits époux une somme de 20.000 francs à l'époux survivant ;

« Que de l'alternative prévue par ce contrat est résulté

(1) En ce sens : Dupuich, *op. cit.*, § 251 et 261.

(2) S. 77.1.400, arrêt qui confirme un arrêt de la Cour de Douai du 31 janvier 1876, S. 77.2.35.

pour chacun des époux un droit éventuel à la somme assurée, soumis en même temps à la condition suspensive de sa propre survie et à la condition résolutoire du prédécès de son conjoint ;

« Que la branche de l'alternative favorable à la dame Théodat s'étant réalisée par le prédécès de son mari le droit éventuel de ce dernier a été résolu et celui de la femme survivante a été au contraire rendu définitif par l'accomplissement de la condition suspensive à laquelle il avait été soumis ;

« Attendu que, par suite, les droits de la veuve Théodat doivent être réglés comme si l'assurance avait été contractée par Théodat seul sur sa propre vie et au profit de sa femme survivante ;

« Attendu qu'il résulte des termes du contrat souverainement interprétés par les juges du fond (Cour de Douai, 22 janvier 1876), que Théodat a nécessairement voulu que sa femme survivante recueillît le capital assuré à titre de libéralité dans le cas même où elle renoncerait à la communauté ;

« Attendu qu'il ne peut être contesté que Théodat avait la libre faculté de prendre des engagements personnels pour créer au profit de sa femme le droit au capital assuré qui fait l'objet du litige, que cette stipulation par lui faite comme condition d'une stipulation qu'il faisait pour lui-même au cas où il aurait été appelé à recueillir le bénéfice de l'assurance, était autorisée par l'art 1121 du Code civil ; qu'elle a été faite au profit d'une per-

sonne déterminée et que l'acceptation de la dame Théodat résulte de son concours même au contrat d'assurance ; qu'ainsi la défenderesse a le droit d'en recueillir le bénéfice, soit que les primes payées aient été fournies par le mari sur ses biens personnels, soit qu'elles l'aient été en deniers de la communauté à laquelle elle a renoncé :

« Attendu qu'en rejetant dans cette circonstance les conclusions tant principales (tendant à l'attribution des 20.000 francs à la communauté et par suite à la faillite) que subsidiaires (tendant au remboursement des primes) du syndic de faillite Théodat, la Cour de Douai n'a point violé les textes invoqués par le pourvoi et a fait, au contraire, à la cause une juste application des principes généraux du droit et des règles de la matière. »

La Cour de cassation, dans cet arrêt, admet que la femme reçoit le capital assuré en vertu d'une libéralité, mais ainsi que je l'ai dit plus haut en examinant le cas d'une assurance souscrite par le mari au profit de son épouse, je crois qu'il est préférable d'abandonner cette idée de donation qui offre les inconvénients que j'ai signalés précédemment et qu'il faut mieux dire que le bénéfice de l'assurance est propre à la femme parce qu'il est de sa nature d'être exclu de la communauté. « On ne doit pas oublier dit à ce sujet M. Dumaine (1)

(1) *Op. cit.*, p. 288.

qu'on est ici en présence non plus d'un contrat de rente viagère immédiate profitant de suite à la communauté mais d'une véritable assurance, c'est-à-dire d'un contrat qui a pour but d'indemniser une personne déterminée d'un préjudice futur. Or il est évident que ce n'est pas la communauté qui éprouve ce préjudice, mais le survivant, c'est donc le survivant qui a droit personnellement à l'indemnité convenue. »

Pour terminer l'examen de ce cas particulier d'assurance, je ne crois pas mieux faire que de rapporter ces paroles de M. Labbé, dont la doctrine a exercé une grande influence sur l'évolution de la jurisprudence en matière d'assurance sur la vie, spécialement dans les rapports de ce contrat avec la communauté :

« Nous avons, dit M. Labbé, commentant les arrêts de la Cour de cassation des 7, 12 février et 28 mars 1877 (1) exprimé notre préférence pour le système qui de l'assurance contractée par deux époux au profit du survivant fait sortir une créance du capital assuré au profit de l'époux survivant directement contre l'assureur et qui ne donne à la communauté que le droit de demander compte des primes payées. Nous devons justifier la légalité de cette opinion... Nous aurons plus de peine que d'autres auteurs à l'établir parce que nous reconnaissons que tout contrat à titre onéreux fait durant la communauté par le mari ou par la femme avec

(1) S. 77.1.393.

autorisation du mari doit profiter à la communauté. Il ne suffit pas en général de rendre à la caisse de la communauté l'argent pris dans cette caisse. Il n'est pas permis aux époux de spéculer à leur avantage propre avec l'argent de la communauté. Les causes d'acquisition qui durant la communauté font des propres sont exceptionnelles et limitativement déterminées. Toute la question est pour nous de savoir si nous pouvons placer le contrat d'assurance parmi les exceptions au principe que nous venons de rappeler. Tâchons de pénétrer plus avant dans la théorie de la loi. Nous voyons qu'un époux peut, en puisant dans la caisse des deniers communs avec le consentement du chef de la communauté, conserver un bien propre, dégrever un propre d'une charge, assurer contre l'incendie un bâtiment dont la valeur dans sa fortune propre sera, le cas échéant, remplacée par le capital de l'assurance, améliorer un bien propre, faire notamment sur un terrain nu une construction qui sera propre (art. 1437, C. civ.). Donc les époux peuvent avec l'argent de la communauté sauvegarder, servir un intérêt propre, un intérêt placé de sa nature en dehors de la communauté. Ce que les époux ne peuvent pas faire c'est faire, pour eux personnellement un contrat, principe d'une acquisition entièrement nouvelle, qu'ils peuvent faire pour la communauté. Ils ne peuvent point, par exemple, acheter un immeuble à la condition qu'il sera propre à l'un d'eux, sauf récompense du prix à la communauté. En d'autres termes tout émo-

lument qui ne se rattache pas à un intérêt propre préexistant ou existant indépendamment de la volonté, est nécessairement pour la communauté. Les époux ne peuvent pas se créer arbitrairement des propres, mais ils ne sont tenus de sacrifier aucun intérêt personnel, naturellement distincts de celui de la communauté.

« Ceci posé, analysons le contrat d'assurance. Un époux qui s'assure un capital payable au décès de son conjoint, sauvegarde en sa personne un intérêt d'avenir, un intérêt d'existence après la dissolution de la communauté. Il se fait promettre une indemnité contre la chance que la communauté prématurément dissoute ne lui laisse pas de quoi vivre. Un tel contrat répond à des intérêts réels, graves, sérieux qui sont naturellement et non arbitrairement en dehors de la communauté. Ce qui prouve que ce contrat n'est pas de ceux qui doivent nécessairement profiter à la communauté, c'est que fait pour la communauté, il n'a plus le même sens, le même but, le même résultat. Il préserve alors contre la chance d'un décès prématuré tous les ayants cause de la communauté, notamment les créanciers de la communauté. Il laisse en souffrance l'intérêt personnel de l'époux survivant. Or est-il défendu à une femme qui peut enrépudiant la communauté se décharger du passif de cette communauté de s'assurer, de se prémunir elle-même personnellement, par une assurance contre le tort que lui cause le décès prématuré de son mari, lequel quoique privé en mourant de sa fortune par des revers aurait

pu la faire subsister par son travail ? Non, sans doute. Les règles sur la composition de la communauté n'ont jamais pour but d'empêcher un contrat licite, de s'opposer à une combinaison honnête. Les créanciers de la communauté pour lesquels les époux ne sont pas tenus de contracter une assurance ne sont-ils pas traités selon la justice, si l'on compte dans la communauté sous l'application de toutes règles de droit commun le montant des primes acquittées, c'est-à-dire la somme totale des économies que les époux auraient pu faire. Le reste du capital est fourni par la Compagnie en échange des chances qu'elle a consenti à courir en vertu d'un contrat complètement étranger aux créanciers » (1).

Dans ce commentaire qui résume si clairement les difficultés qui se présentent lorsqu'on envisage le contrat d'assurance sur la vie dans ses rapports avec la communauté et qui en donne une solution heureuse, l'éminent professeur vise surtout le cas où c'est la femme qui est appelée à recueillir le bénéfice du contrat. Dans le cas d'assurance, en effet, soumis à la Cour de cassation, c'était la femme qui avait survécu, mais les mêmes motifs peuvent s'appliquer au mari, au cas d'assurance souscrite conjointement par les deux époux lorsque c'est la femme qui précède ; le préjudice, en effet,

(1) Je cite également pour mémoire les notes de M. Labbé dans Sirey : sous Cass., 2 mars 1881, 81.1.45 ; sous Douai, 14 février 1887, 88.2.49 ; sous Rennes, 9 février 1888, 89.2.121 ; sous Riom, 8 juillet 1890, 91.2.185.

éprouvé par le mari ainsi que je l'ai dit précédemment en parlant de l'assurance contractée par la femme au profit de ce dernier, se conçoit également. Un pareil système qui permet au mari de recueillir en cas de survie la totalité du capital assuré à charge de récompense envers la communauté pour les primes payées par elle, comme je l'ai dit précédemment, répond aussi à l'intention de la femme qui en acceptant cette forme d'assurance conjointe, a manifesté sa volonté d'en faire profiter seul son mari.

8^e CAS. — *Assurance contractée par un tiers au profit de l'un des époux ou des deux époux conjointement.*

1^o Sous le régime de la communauté légale, le bénéfice d'une assurance contractée au profit de l'un des époux par une tierce personne qui en aurait payé les primes, appartiendra en principe à la communauté, si l'assuré meurt avant qu'elle ne soit dissoute, comme toute donation mobilière, à moins que le contractant n'ait stipulé que le bénéfice de cette assurance fût exclu de la communauté ; le plus souvent, cette stipulation devra être présumée, ainsi que je l'ai dit, en étudiant le cas d'une assurance contractée par un tiers au profit de l'un des époux antérieurement au mariage. Cette intention du contractant d'exclure de la communauté le bénéfice de l'assurance apparaît à plus forte raison d'une façon évidente, lorsque la communauté se dissout antérieurement au décès de la personne sur la tête de

laquelle repose l'assurance ; la communauté en pareille hypothèse n'a aucun droit sur la créance éventuelle qui résulte du contrat.

2° Sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, le bénéfice du contrat appartient évidemment en propre à l'époux donataire qui, à la dissolution de la communauté, a le droit d'exercer la reprise en deniers du capital de l'assurance s'il a été encaissé par la communauté, ou la reprise en nature de la créance éventuelle qui résulte du contrat, si la communauté se dissout antérieurement au décès de la personne assurée.

Dans le cas où l'assurance aurait été contractée par un tiers au profit des deux époux conjointement, le capital assuré appartiendra-t-il en propre à chaque époux par moitié ou bien appartiendra-t-il en totalité à la communauté ? On sait que sous le régime de la communauté légale, la même question se pose pour les donations d'immeubles faites aux deux époux conjointement. Je crois qu'il faudra rechercher si l'intention du donateur a été de faire la libéralité à la communauté ou bien au contraire de gratifier personnellement chacun des conjoints ; dans ce cas le capital assuré appartiendra en propre à chaque époux pour moitié (1).

(1) En ce sens : note dans Dalloz, sous arrêt de la Cour d'appel de Chambéry du 3 avril 1901, D. 1903.2.54.

Observation commune à tous les cas d'assurance.

Tout ce que j'ai dit ci-dessus reçoit son application, que la communauté soit dissoute par le décès de l'un des époux, par un divorce, ou par une séparation de biens principale ou accessoire à une séparation de corps ; seulement si la communauté se dissout par un divorce ou une séparation de corps, il faudra appliquer en cas d'assurance souscrite par l'un des époux au profit de l'autre, les articles 299, § 1 et 300 du Code civil, aux termes desquels l'époux contre lequel le divorce a été prononcé perd tous les avantages que l'autre époux lui a faits soit par contrat de mariage, soit depuis le mariage, l'époux qui a obtenu le divorce conserve les avantages à lui faits par l'autre époux encore qu'ils aient été réciproques et que la réciprocité n'ait pas eu lieu. Il faut aussi rapprocher de ces deux articles, l'article 1096 du Code civil aux termes duquel toutes donations faites entre époux pendant le mariage, quoique qualifiées entre vifs sont toujours révocables (1). Si donc par exemple l'assurance a été souscrite par le mari au profit de son épouse et que le divorce ou la séparation de corps soit prononcé au profit du mari, la femme perdra le bénéfice du contrat qui appartiendra alors à la communauté. Il faudra appliquer en pareil

(1) Dans le sens de la révocabilité de l'assurance entre époux : Cass. Civ., 22 février 1893, D. P. 93.1.401 et la note de M. Planiol ; Paris, 10 janvier 1896, D. P. 96.2.465 ; Amiens, 4 août 1898, D. P. 1902.2.24.

cas ce que j'ai dit lorsque l'assurance a été souscrite par le mari à son profit ou au profit de personnes indéterminées et que la communauté vient à se dissoudre antérieurement au décès de la personne sur la tête de laquelle repose l'assurance.

CHAPITRE V

L'ASSURANCE SUR LA VIE ET LA COMMUNAUTÉ D'APRÈS
LE PROJET DE LOI DU 12 JUILLET 1904. — RAPPRO-
CHEMENT AVEC QUELQUES DISPOSITIONS DES LOIS ÉTRAN-
GÈRES.

Aux mois d'avril et de mai 1902, le ministère du commerce avait mis à l'étude un projet de législation nouvelle sur le contrat d'assurance « tendant à définir les rapports contractuels entre les assureurs et les assurés et à réglementer les clauses contenues dans les polices d'assurances ».

Ce projet de loi tel qu'il a été dressé par la commission extra-parlementaire constituée à cet effet, avec un exposé des motifs rédigé par M. Lyon-Caen, a été déposé par le gouvernement sur le bureau de la Chambre au cours de la dernière législature à la première séance du 22 juillet 1904, puis de nouveau soumis à l'étude de la Chambre le 22 mai 1906.

Ce projet qui n'a pas encore été discuté, comprend 82 articles et est divisé en 5 titres.

L'article premier donne la définition que j'ai précédemment rapportée du contrat d'assurance en général.

L'article 8 pose le principe que l'assurance ne peut être qu'un contrat d'indemnité ; il ne doit pas, ajoute cet article, placer l'assuré en cas de sinistre dans une

situation pécuniaire meilleure que si aucun risque ne s'était réalisé, mais l'article 10 déroge à cette règle en matière d'assurance sur la vie ou contre les accidents.

Dans les articles 55 et suivants se trouve exprimée très nettement la distinction capitale actuellement faite par la jurisprudence entre l'assurance conclue au profit des héritiers et ayants cause de l'assuré et l'assurance conclue au profit d'un bénéficiaire déterminé.

Est considérée, dès l'article 55, comme faite au profit de bénéficiaires déterminés, la stipulation par laquelle l'assuré attribue le bénéfice de l'assurance soit à sa femme sans indication de nom, soit à ses enfants et descendants nés et à naître, sans qu'il soit nécessaire d'insérer leurs noms dans la police ou dans tout autre acte ultérieur contenant attribution du capital assuré. Les enfants et descendants de l'assuré ainsi désignés ont droit au bénéfice de l'assurance en proportion de leurs parts héréditaires. Ils conservent ce droit même en cas de renonciation.

L'assurance faite au profit de la femme de l'assuré profite à la personne qu'il épouse, même après la date du contrat. En cas de second mariage, le profit de cette stipulation appartient à la veuve.

Aux termes de l'article 56, la stipulation en vertu de laquelle le bénéfice de l'assurance est attribué à un bénéficiaire déterminé devient irrévocable par l'acceptation du bénéficiaire. Cette acceptation peut être expresse ou tacite. Tant que l'acceptation n'a point eu lieu, le

droit de révoquer cette stipulation n'appartient qu'au stipulant et ne peut en conséquence être exercé de son vivant par ses créanciers ou par ses représentants légaux.

Les articles 58 et 61, consacrant ce qui est presque universellement admis aujourd'hui en jurisprudence, décident que le bénéfice de l'assurance contractée au profit d'un bénéficiaire déterminé ne fait pas partie de la succession de l'assuré. Le bénéficiaire, quelles que soient la forme et la date de sa désignation, est réputé y avoir eu seul droit à partir du jour du contrat même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré.

L'article 60 dispose que les sommes payables au décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé, se sont soumises ni aux règles du rapport à succession ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers de l'assuré. Ces règles ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par l'assuré à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés.

Enfin les articles 63 et 64 sont relatifs au contrat d'assurance entre époux.

Ces articles sont ainsi conçus :

ART. 63. — Le bénéfice de l'assurance contracté par un époux commun en biens en faveur de son conjoint, constitue un propre pour celui-ci.

Aucune récompense n'est due à la communauté à raison des primes payées par elle, sauf dans les cas spécifiés dans l'article 60, 2^e alinéa.

Les articles 559 et 564 du Code de commerce concernant les droits de la femme du failli, sont sans application en cas d'assurance sur la vie contractée par un commerçant au profit de sa femme.

ART. 64. — Les époux peuvent contracter deux assurances réciproques sur la tête de chacun d'eux par un seul et même acte.

L'exposé des motifs à propos de l'article 63 s'exprime notamment en ces termes :

« Quand les époux sont mariés sous le régime de la communauté et que l'un d'eux contracte une assurance en cas de décès au profit de son conjoint, le capital assuré fait-il partie de la communauté ou appartient-il en propre au conjoint bénéficiaire ? Cette question se pose également, qu'il y ait une assurance unique ou deux assurances réciproques. Elle présente un intérêt pratique très grand... Il paraît certain que l'intention de l'assuré est de faire acquérir un droit propre à son conjoint au profit duquel il a stipulé dans la police d'assurance... La vérité est qu'on peut admettre que le capital assuré constitue un propre pour le tout au profit du conjoint bénéficiaire sans violer les règles du régime de communauté et sans considérer ce conjoint comme donataire pour la portion qu'il ne recueille pas comme commun. Les biens mobiliers acquis aux époux font partie de l'actif commun, mais à cette règle une exception est faite pour les biens donnés à un conjoint sous la condition qu'ils lui demeureront propres (art. 1401-1° C.

civ.). On peut admettre qu'il en est ainsi des droits acquis à un conjoint en vertu d'une assurance sur la vie faite à son profit s'il résulte des circonstances que l'intention de l'assuré a été de faire du droit au capital assuré un propre. Cette intention est rendue évidente par la désignation même du conjoint comme bénéficiaire déterminé. Mais il ne faut pas que la fortune propre d'un conjoint s'enrichisse au préjudice soit de la communauté, soit du conjoint assuré. Ainsi une récompense doit être due si les primes dépassent manifestement les ressources de l'un ou de l'autre. »

Cet article 63 en décidant que le bénéfice de l'assurance appartient en propre à l'époux bénéficiaire et ne tombe pas en communauté est pleinement conforme au but de l'assurance sur la vie entre époux, et à l'intention des parties. Mais peut-on justifier cette solution par l'idée d'une donation faite par l'un des conjoints à l'autre sous la condition que le bien donné restera propre conformément à l'article 1401-1° du Code civil ? Je crois qu'il est préférable de dire, pour les raisons que j'ai précédemment données, que le capital assuré qui a toujours appartenu en propre *ab initio* à l'époux bénéficiaire, se trouve exclu de la communauté par sa nature même, qui est d'être un bien propre.

Il faut remarquer que le projet applique en matière de récompense la même règle qu'en matière de rapport à succession pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible ainsi qu'en matière de faillite ; l'époux béné-

ficiaire ne devra récompense à la communauté à raison des primes payées par elle que dans les cas spécifiés dans l'article 60, 2^e alinéa du projet, c'est-à-dire à moins que les primes payées n'aient été manifestement exagérées eu égard aux ressources de la communauté. Il y a là une dérogation évidente à l'article 1437 du Code civil qui ne distingue pas suivant que les sommes qui ont servi à procurer à l'un des époux un profit personnel ont été pris sur les revenus ou sur le capital de la communauté et qui oblige l'époux à récompense, quand bien même les revenus de la communauté seraient très importants par rapport au bénéfice procuré à cet époux.

A propos de l'article 64, l'exposé des motifs s'exprime ainsi :

« Quand les époux contractent des assurances réciproques en cas de décès, les deux contrats et les deux stipulations au profit de chacun des conjoints sont souvent constatés par une seule et même police. Il a été parfois prétendu que ces contrats sont nuls par application de l'article 1097 du Code civil qui défend aux époux de se faire des donations réciproques par un seul et même acte. L'article 1097 pose une règle de forme et les règles de forme sont sans application aux libéralités qui sont des accessoires d'un contrat à titre onéreux, comme cela peut se déduire de l'article 1973 du Code civil. En tous cas, il importe que la difficulté soit tranchée par la loi et dans un but de simplification l'article 64 la résout dans le sens de la validité.

C'est la solution apportée à la controverse à laquelle a donné lieu l'article 1097 du Code civil tant en matière de vente de biens de communauté moyennant une rente viagère réversible au profit du survivant qu'en matière d'assurance conjointe.

Enfin la fin de l'exposé des motifs laisse à l'appréciation des tribunaux la solution de certaines difficultés qui se posent à propos des assurances, mais qui sont en réalité des difficultés d'ordre général. Parmi ces dernières se trouve la question suivante signalée à la commission. Quand une rente viagère est stipulée par l'assuré au profit du bénéficiaire, la police contient parfois une clause d'après laquelle cette rente sera incessible. Cette clause est-elle valable ? Cette question, dit l'exposé des motifs, est une face spéciale d'une question très générale, les clauses d'inaliénabilité et d'incessibilité sont-elles licites ? Il pourra être utile, ajoute l'exposé, qu'un jour l'on songe à résoudre par une loi cette importante question. Mais il n'y a pas lieu de la trancher seulement à propos des rentes viagères créées en vertu des contrats d'assurances sur la vie.

J'ai déjà examiné cette question sommairement à propos des rentes viagères qui tombent en communauté.

La France n'est donc pas encore en possession d'un droit écrit sur le contrat d'assurance sur la vie. Il en est de même de la plupart des législations européennes et l'on ne trouve pas dans ces législations, exception

faite pour celles de Danemark, de Norvège et de Canada ainsi que des cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne de dispositions qui réglementent spécialement l'assurance sur la vie dans ses rapports avec le régime de communauté.

La loi danoise du 7 avril 1899, article 18, de même que la loi de Norvège du 29 juin 1888, article 20, ont prévu ce cas spécial et ont fait de la rente viagère et de l'assurance sur la vie contractée au profit de l'un des époux un bien propre.

« Sont exclus de la communauté, dit la première de ces lois, article 18, non seulement les droits personnels alors même qu'ils sont productifs de revenus tels que les droits d'auteurs et autres analogues, mais aussi les droits faisant partie du patrimoine qui sont inséparablement attachés à la personne du titulaire tels que pensions, rentes viagères, rentes de survie, droit de retrait, droits fidéicommissaires, droits d'usage incessibles, y compris les droits de bail, droits à une industrie, privilèges personnels, etc. Toutefois les revenus de ces biens produits pendant le mariage tombent dans la communauté sauf dispositions contraires de la loi, du contrat de mariage ou de tout autre acte volontaire régulier.

Et la loi de Norvège du 29 juin 1888, article 20, s'exprime ainsi :

« Le capital assuré sur la vie ou la rente viagère stipulée au profit de l'un des conjoints, lui est propre sauf

dispositions contraires par testament, donation ou contrat de mariage. »

On trouve également dans la législation du Canada une série de lois spéciales qui réglementent l'assurance sur la vie et en font également un bien propre (1).

Au contraire, la loi matrimoniale du canton de Bâle-Ville du 10 mars 1884, article 21, et celle du canton de Bâle-Campagne du 20 avril 1891, article 19, pays où la communauté universelle est le régime de droit commun, font de l'assurance sur la vie contractée au profit de l'un des époux un bien de communauté, exception faite pour certains cas. Cette solution ne me paraît pas conforme au but de l'assurance sur la vie entre époux.

L'article 21 de la première de ces lois est ainsi conçu :

« Le produit d'une assurance sur la vie de l'un des époux tombe dans la masse commune même dans le cas où le contrat aurait été conclu au profit et au nom de l'époux survivant ou des enfants. Cette disposition n'est pas applicable aux rentes viagères dues par les caisses d'assurances fondées spécialement en faveur des veuves. »

Et l'article 19 de la loi du canton de Bâle-Campagne du 20 avril 1891, article 19, s'exprime ainsi :

« Le produit d'une assurance sur la vie de l'un des époux est réputé bien de la communauté lors même que la police d'assurance serait faite au profit de l'époux

(1) M. Tissier à son cours, *Des régimes de communauté en droit comparé*.

survivant ou au profit des enfants, à moins que des circonstances particulières ayant leur cause dans la personne du bénéficiaire ne justifient une telle disposition et que la somme assurée ne soit pas disproportionnée aux biens du défunt. Le juge apprécie librement les circonstances.

« Les pensions servies aux veuves par des caisses spéciales ne tombent pas sous l'effet de cette disposition. »

En Allemagne, d'après le nouveau Code civil, le régime légal est le régime de communauté d'administration (*Verwaltungs gemeinschaft*) appelé quelquefois régime d'union des biens ou encore régime d'administration et de jouissance maritale ; la communauté n'est donc réglementée qu'à titre de régime conventionnel.

Le bénéfice d'une rente viagère ou d'une assurance sur la vie constituée au profit de l'un des époux appartient à la communauté si elle est universelle ; le législateur allemand a cru que les principes de la communauté universelle s'opposaient à ce que ces droits en fussent exclus ; il en est autrement sous le régime de la communauté réduite aux acquêts.

« Sont apports des époux, dit l'article 1522, les objets qui ne peuvent être transmis par acte juridique ainsi que les droits qui s'éteignent par sa mort ou dont l'acquisition dépend du décès de l'un des époux. »

CONCLUSION

Arrivé à la fin de mon travail, je me demande si j'ai réussi à mettre un peu d'ordre et de méthode dans l'exposé de tous les systèmes proposés pour résoudre les questions que j'ai passées en revue ainsi que dans la nomenclature de tous ces jugements et arrêts souvent contraires. Si cela provient d'un manque d'expérience de ma part, je crois que cela tient aussi au sujet qui est en lui-même très complexe. L'assurance sur la vie, envisagée en tant que contrat, a été, à défaut de textes législatifs, l'œuvre créatrice de la jurisprudence dans ces trente dernières années, œuvre remarquable dans l'histoire du droit non seulement de la France mais encore des pays voisins comme l'Allemagne et l'Italie. « Or, comme le dit M. Labbé (1), dans la construction d'une théorie avec les décisions toujours spéciales et le raisonnement de quelques arrêts, il y a quelque chose de téméraire. » Aujourd'hui cependant la jurisprudence après de longues hésitations, semble être arrivée à des solutions universellement admises, au moins sur la plupart des questions que j'ai examinées, car l'incer-

(1) Note dans S. 77.1.393.

litude règne encore en matière de réversibilité de rente viagère, surtout lorsque cette réversibilité est contenue dans un acte de donation-partage par les ascendants au profit de leurs enfants et présomptifs héritiers.

On ne peut évidemment pas reprocher à la jurisprudence cette variété de décisions. Les tribunaux jugent d'après les faits qu'ils ont à apprécier ; c'est à eux à créer un droit vivant, adapté aux circonstances et aux besoins de la pratique ; « l'immobilité, suivant les paroles de l'éminent professeur, des œuvres duquel je citais plus haut un extrait, ne convient pas aux choses humaines toujours en mouvement » (1). A la doctrine revient le rôle d'élever des constructions juridiques qui ne laissent aucune prise à l'esprit critique du logicien et quand la jurisprudence est insuffisante ou par trop variable, à proposer au législateur des lois donnant satisfaction aux revendications équitables des justiciables.

Quand on envisage le sujet de ma thèse, on voit que nous sommes en présence de deux institutions. D'une part la communauté, régime traditionnel des familles françaises, d'autre part l'assurance sur la vie et la rente viagère qui sont des contrats de prévoyance dignes au plus haut chef d'être favorisés. Il faut donc concilier ces deux institutions. A ce point de vue, je crois que le projet du gouvernement sur le contrat d'assurance sur la vie donne entière satisfaction aux partisans très nom-

(1) Labbé, note sous Riou, 8 juillet 1890, S. 91.1.184.

breux du régime de communauté et de l'assurance sur la vie.

Je remarque en terminant, qu'au cours de mon travail, deux articles du Code civil revenaient sans cesse sous ma plume, l'article 1395 aux termes duquel les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage et l'article 1097 d'après lequel les époux ne peuvent pendant le mariage se faire ni par acte entre vifs ni par testament aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte. Le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales a disparu de la plupart des législations européennes ; on sait, d'un autre côté, l'importance qu'avaient dans notre ancien droit les donations mutuelles qui dans beaucoup de coutumes étaient la seule forme de libéralités entre vifs permises entre époux ; faut-il autoriser les pactes post-nuptiaux, faut-il revenir à l'ancienne pratique du don mutuel entre époux ; faut-il même permettre aux époux de disposer de leurs biens par testament commun, comme l'autorise le Code civil allemand dans ses articles 2265 et suivants, ce qui permettrait aux époux mariés sous le régime de la communauté de faire sous la forme testamentaire entre leurs enfants et présomptifs héritiers le partage de tous leurs biens, y compris ceux de communauté, chose actuellement impossible en droit français (1) ; ce sont autant de questions qui se posent, qui

(1) M. Saleilles à son cours, *De la succession testamentaire en droit comparé*, 1902-1903.

sont en dehors du cadre que je me suis tracé et dont je laisse la solution aux membres de la grande commission instituée au ministère de la justice à l'effet de préparer la voie où doit s'acheminer le législateur pour moderniser un peu notre vieux Code civil qui n'est plus toujours conforme à l'état économique et social contemporain mais dont certaines parties cependant resteront comme étant la marque de l'équité et de la tradition française.

Vu :

Le Président de la Thèse,

CH. MASSIGLI.

Vu

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

LISTE DES AUTEURS CITÉS

1° Cours professés à la Faculté de droit de Paris par MM. :

- Lefebvre.** — Explication des textes matrimoniaux du XIII^e siècle, 1902-1903.
Boistel. — Du caractère social de la famille étudié dans le mariage seulement, 1902-1903.
Massigli. — Le contrat de mariage et les régimes d'association d'intérêts entre époux, 1903-1904.
Thaller. — Des assurances et particulièrement des assurances contre l'incendie et des assurances sur la vie, 1906-1907 (2^e semestre).
Tissier. — De la communauté entre époux en droit comparé, 1904-1905.

2° Ouvrages divers.

- Pothier.** — Traité de la communauté.
Lebrun. — Traité de la communauté.
Aubry et Rau. — Cours de droit civil français, 4^e édition.
Demolombe. — Cours de Code civil.
Marcadé. — Explication théorique et pratique du Code civil.
Laurent. — Principes de droit civil.
Demante et Colmet de Santerre. — Cours analytique de Code civil.
Planiol. — Traité élémentaire de Droit civil, 2^e édition.
Rodière et Pont. — Du contrat de mariage.
Guillouard. — Du contrat de mariage.
Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. — Du contrat de mariage, 2^e édition.
Pont. — Petits contrats.
Thaller. — Traité élémentaire de droit commercial, 3^e édition.
Lambert. — Du contrat en faveur des tiers.
Couteau. — Traité des assurances sur la vie.
Lefort. — Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie.

Dumaine. — Du contrat d'assurance sur la vie en droit civil et en droit fiscal (2^e édition).

Dupuich. — Traité pratique de l'assurance sur la vie.

Balleydier et Capitant. — L'assurance sur la vie au profit d'un tiers et la jurisprudence (livre du Centenaire du Code civil publié par la *Société d'études législatives*, 1804-1904, t. I, p. 518 et suiv.).

Journal des Assurances.

Projet de loi relatif au contrat d'assurance (Annexe au procès-verbal de la séance du 14 juin 1906).

Mémin. — Traité théorique et pratique de la réversion d'un droit de propriété et d'un droit viager entre époux.

Dupré. — Rapport présenté au nom de la section de législation du Conseil d'Etat à l'appui d'un projet d'avis sur une modification proposée à l'article 1097 du Code civil par M. Paul Dupré, conseiller d'Etat.

Avis sur une modification proposée à l'article 1097 du Code civil adopté par le Conseil d'Etat, séance des 15 et 17 avril 1886 (*Revue du Notariat*, année 1886).

Dalloz. — *Répertoire de jurisprudence.*

— *Supplément au Répertoire.*

— Nouveau Code civil annoté.

Fuzier-Herman. — *Répertoire général alphabétique de droit français.*

Pandectes françaises.

Bertheau. — *Répertoire raisonné de la pratique des affaires.*

Dictionnaire des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèques, par les rédacteurs du *Journal de l'Enregistrement et des Domaines* (3^e édit.).

Garnier. — *Répertoire de l'enregistrement, des domaines et des hypothèques* (7^e édit.).

Maguéro. — Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques.

Code civil allemand (Traduction de Meulenaere).

Annuaire de législations étrangères.

3^e Articles de Revues.

Wahl. L'assurance en cas de décès au point de vue du rapport successoral, de la quotité disponible et des récompenses (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1902).

Meynial. — Le caractère juridique de la communauté entre époux (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1903).

Lacoste. — Examen de quelques questions relatives à la donation contenue dans une assurance en cas de décès au profit d'un tiers déterminé (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1905).

Hans. — Théorie juridique de la réserve mathématique des contrats (Assurance-Vie) (*Annales de droit commercial*, août 1906).

4 Notes de jurisprudence.

Baudry-Lacantinerie. — Note au Dalloz.

Boudant. —

Boistel. —

Coquelin. —

Dupuich. —

Levillain. —

Planiol. —

Thaller. —

Labbé. — Note au Sirey.

Lyon-Caen. —

ADDENDUM

Page 4, ligne 19, après : je crois utile de dire quelques mots, ajouter :
du caractère juridique.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
 CHAPITRE PREMIER. — Du régime de communauté.	 3
Définition.	3
Caractère juridique de la communauté	4
Est-elle personne morale	5
Est-elle un cas d'application de la copropriété en main commune (<i>Miteigenthum zum gesammter Hand</i>).	8
 CHAPITRE II. — Exposé de la théorie générale des récompenses	 11
Aperçu historique	12
Fondement de la théorie des récompenses.	13
Des récompenses dues par la communauté aux époux.	18
Des récompenses dues par les époux à la communauté	22
Application de l'article 1437 du Code civil. — Sens donné par quelques auteurs aux mots « profit personnel » de cet article.	27
Opinion notamment de M. Boistel à son cours. Des créances personnelles (appelées quelquefois récompenses ou indemnités) de l'un des époux contre l'autre	32
 CHAPITRE III. — De l'usufruit et de la rente viagère. — Définition. — Des rentes perpétuelles. — Des rentes foncières. — Caractères distinctifs.	 34
 SECTION I. — De l'usufruit et des rentes viagères dont les époux sont propriétaires au jour du mariage	 40
1 ^o Sous le régime de la communauté légale	40
L'usufruit mobilier et la rente viagère appartiennent à la communauté.	40
Exceptions.	41
2 ^o Sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts.	49

SECTION II. — <i>Des rentes viagères dont les époux sont débiteurs au jour du mariage.</i>	49
1° Sous le régime de la communauté légale.	50
Cas où la rente viagère représente le prix d'achat d'un immeuble appartenant à l'un des époux.	52
Montant de la récompense.	52
2° Sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts. Cas donnant lieu à récompense.	53
SECTION III. — <i>Des récompenses qui peuvent être dues par la communauté à l'un des époux en raison de la transformation au cours de la communauté d'un droit perpétuel propre en un droit viagère ou inversement d'un droit viager propre en un capital encaissé par la communauté</i>	56
1 ^{er} Cas. — Vente au cours de la communauté d'un bien propre moyennant une rente viagère ou plus généralement moyennant un droit temporaire	56
2° Cas. — Vente au cours de la communauté d'un droit viager (usufruit ou rente viagère) propres à l'un des époux moyennant un capital encaissé par la communauté ou rachat d'une rente viagère propre à l'un des époux	66
Appendice à la Section III. — Vente de la nue propriété d'un bien propre à l'un des époux moyennant un capital encaissé par la communauté.	72
SECTION IV. — <i>Des récompenses qui peuvent être dues à la communauté par l'un des époux par suite de la création d'un profit d'un usufruit ou d'une rente viagère.</i>	75
1 ^{er} Cas. — Vente d'un bien de communauté par le mari moyennant une rente viagère sur sa tête ou avec réserve d'usufruit à son profit exclusif.	75
2° Cas. — Vente d'un bien de communauté par le mari seul ou par les deux époux conjointement avec réserve d'usufruit au profit de la femme ou moyennant une rente viagère sur la tête et au profit de cette dernière	76
3° Cas. — Vente par le mari et la femme conjointement d'un bien de communauté moyennant une rente viagère à leur profit sur leur tête et celle du survivant d'eux sans réduction et avec clause de réversibilité au profit du survivant.	77
4° Cas. — Vente par les deux époux conjointement d'un bien de communauté moyennant une rente viagère à leur profit	

sur leur tête et celle du survivant d'eux sans clause de réversibilité ou moyennant une rente viagère réversible seulement pour partie.	100
5 ^e et 6 ^e Cas. — Donation par le mari d'un bien de communauté à la charge pour le donataire d'une rente viagère à son profit ou au profit de son épouse et donation par le mari et la femme conjointement d'un bien de communauté moyennant une rente viagère à leur profit sur leur tête et celle du survivant d'eux, sans réduction et avec réversibilité au profit du survivant.	101
7 ^e Cas. — Vente ou donation par le mari et la femme d'un bien de communauté avec réserve d'usufruit à leur profit et avec stipulation de réversibilité au profit du survivant d'entre eux	110
8 ^e Cas. — Acquisition au cours de la communauté de l'usufruit d'un bien dont la nue propriété appartient déjà en propre à l'un des époux	116
9 ^e Cas. — Acquisition au cours du mariage d'un usufruit avec clause de réversibilité au profit de survivant	119
<i>Appendice à la section II. — Dérogations apportées au régime de communauté par des lois spéciales</i>	120
1 ^o Lois des 18 juin 1850 et 20 juillet 1866 relatives à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse	120
2 ^o Loi du 9 avril 1898, article 3, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail	122
3 ^o Loi du 21 avril 1898, article 12, ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques des accidents de leur profession . . .	123
 CHAPITRE IV. — Du contrat d'assurance sur la vie. —	
Définition. — Caractère juridique. — De la réserve mathématique des primes. — De la valeur de réduction et de la valeur de rachat. — De la participation aux bénéfices.	124
SECTION I. — Assurance antérieure au mariage	151
1 ^o Sous le régime de la communauté légale.	151
1 ^{er} Cas. — Assurance contractée par l'un des époux antérieurement au mariage à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées	151
2 ^e Cas. — Assurance contractée par un tiers au profit de l'un	

des époux antérieurement au mariage	152
2° Sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts	154
1 ^{er} Cas. — Assurance contractée par l'un des époux antérieu- rement au mariage à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées.	154
2° Cas. — Assurance contractée par l'un des époux antérieu- rement au mariage au profit de personnes déterminées.	156
3° Cas. — Assurance contractée par un tiers antérieurement au mariage au profit de l'un des époux	158
SECTION II. — <i>Assurance contractée au cours du mariage sous le régime de la communauté légale et de la communauté de biens réduite aux acquêts.</i>	
1 ^{er} Cas. Assurance contractée par le mari à son profit per- sonnel ou au profit de personnes indéterminées tels que ses héritiers ou ayants droit	158
2° Cas. — Assurance contractée par le mari au profit d'un bénéficiaire désigné autre que la femme	160
3° Cas. — Assurance contractée par le mari au profit de son épouse.	162
4° Cas. — Assurance contractée par la femme à son profit personnel ou au profit de personnes indéterminées.	180
5° Cas. — Assurance contractée par la femme au profit de bénéficiaires désignés autres que le mari	181
6° Cas. — Assurance contractée par la femme au profit du mari	182
7° Cas. — Assurance contractée conjointement par les deux époux sur leur tête et au profit du survivant d'entre eux.	185
8° Cas. — Assurance contractée par un tiers au profit de l'un des époux ou des deux époux conjointement	195
Observations commune à tous les cas	197
CHAPITRE V. — Le contrat d'assurance sur la vie dans ses rapports avec le régime le communauté d'après le projet de loi du 12 juillet 1904. — Rapprochement avec quelques dispositions des lois étrangères	
CONCLUSION	209
LISTE DES AUTEURS CITÉS.	213

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
